



INCLUSION FINANCIÈRE DES MIGRANTS EN AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES



CONTENU

INTRODUCTION	3
MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	4
SECTION 1 : STATUT MIGRATOIRE DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES	5
SECTION 2 - SITUATION ACTUELLE DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES MIGRANTS ET DE LEURS FAMILLES	10
SECTION 3 - OFFRE ET DEMANDE DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS POUR LES MIGRANTS ET LEURS FAMILLES	24
SECTION 4 - FOCUS SUR LES TRANSFERTS DE FONDS	32
SECTION 5 - CONCLUSIONS	40
SECTION 6 - RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES	43
SECTION 7 - LISTE DES MEILLEURES PRATIQUES	46
ANNEXE 1 - LISTE DES RÉPONDANTS À L'ENQUÊTE	49
ANNEXE 2 - LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES	50

REMERCIEMENTS

Ce rapport spécial est le fruit de l'Initiative pour l'inclusion financière en Amérique latine et les Caraïbes (FILAC) et de ses membres.

COLLABORATEURS :

Membres de l'AFI : 11 membres de la FILAC, menés par la Superintendencia de Bancos de la République dominicaine, avec le soutien de la Comisión Nacional de Bancos y Seguros de Honduras et de la Superintendencia de Bancos, Seguros y AFP (SBS) du Pérou.

De l'unité de gestion AFI : Zaira Badillo (Cheffe, bureau régional Amérique latine et Caraïbes), Hazell Del Cid (spécialiste de politiques, bureau régional Amérique latine et Caraïbes), Mariam Zahari (spécialiste de politiques, analyse et orientation de politiques), Sulita Levoux (gestionnaire de politiques, gestion des connaissances), Dieter De Smet (gestionnaire, Groupe d'apprentissage par les pairs sur la stratégie d'inclusion financière), Audrey Hove (gestionnaire principal de politiques, finance sexospécifique), et Nik Kamarun (gestionnaire principal, finance des PME).

Nous tenons à remercier tout particulièrement Diasporas Thinktank (consultants) pour sa contribution à ce rapport spécial.

Nous tenons aussi à remercier les institutions membres de l'AFI, les partenaires et les donateurs qui ont généreusement contribué à l'élaboration de cette publication.

Ce rapport d'enquête bénéficie du soutien financier du ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération au développement et du Commerce extérieur du Grand-Duché de Luxembourg.

INTRODUCTION

L'ensemble des pays d'Amérique a connu d'importants mouvements migratoires tout au long de l'histoire. Au cours des dernières années, ces flux sont en hausse. Le nombre d'entrées irrégulières aux frontières terrestres entre le Panama et la Colombie a augmenté de 86 % d'une année sur l'autre, pour atteindre un total de plus de 248 000 entrées en 2022.¹

De même, le nombre de migrants à la frontière sud-ouest des États-Unis a été important (27 % de plus qu'en 2021). L'augmentation substantielle des mouvements migratoires est également attestée par le nombre de visas et de permis de séjour accordés dans plusieurs pays de la région.² Ces mouvements représentent de grandes opportunités pour les pays de destination, qui bénéficient de la présence de personnes désireuses de contribuer au développement de leurs communautés et des pays d'accueil tout en continuant à soutenir les membres de leur famille dans leur pays d'origine. Selon de nombreuses études régionales menées par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), la Banque mondiale et la Banque inter-américaine de développement (BID), entre autres, les migrations ont profité à la région de plusieurs façons. Les migrants contribuent à l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) des pays dans lesquels ils résident³ et constituent un bonus démographique pour ces sociétés en apportant davantage de jeunes en âge de travailler.⁴ Ils apportent également leur contribution en tant qu'investisseurs et entrepreneurs,⁵ consommateurs

de services publics de base,⁶ contribuables et épargnants, et aussi au PIB de leurs pays d'origine et de destination par l'envoi et la réception de fonds.

En 2023, les transferts vers l'Amérique latine et les Caraïbes (LAC, pour son sigle en anglais) ont augmenté de 9 % par rapport à l'année précédente.⁷ En 2022, les envois de fonds vers le Salvador, le Honduras et le Guatemala ont également augmenté, affichant une hausse de 64 % en glissement annuel.

L'inclusion financière des personnes en situation de mobilité dans la région offre non seulement la possibilité d'accroître le potentiel économique et social de cette migration, mais contribue également à répondre aux besoins et à améliorer les moyens de subsistance de millions de familles.

L'inclusion financière des populations migrantes dans les pays d'accueil est un aspect crucial de l'exploitation des effets positifs de la migration, de la facilitation de l'intégration des migrants dans les sociétés d'accueil, et de la mise à disposition de services financiers quotidiens - transactions, paiements, épargne, crédit et assurance - à un plus grand nombre de migrants à un coût raisonnable.

L'inclusion est essentielle tout au long du processus migratoire, depuis les premiers jours de l'arrivée jusqu'à la satisfaction des besoins initiaux, en passant par l'amélioration des moyens de subsistance lors de l'établissement permanent dans le pays ou la communauté d'accueil. L'inclusion financière permet aux migrants d'accéder aux transactions commerciales, d'effectuer des paiements et d'épargner, de virer des fonds et même d'accéder au crédit et aux prêts nécessaires à l'entrepreneuriat. Le fait de permettre l'accès et l'utilisation du système financier formel permet également d'éviter les flux financiers illicites provenant d'activités criminelles ou de les financer.

La région d'Amérique latine et des Caraïbes (LAC) connaît des flux migratoires vastes et variés, qu'ils soient d'origine, en transit ou à destination de la région. Certains de ces flux sont saisonniers, tandis que d'autres sont censés être permanents.

directs ont été reçus en République dominicaine grâce à l'écosystème d'investissement vénézuélien dans ce pays. OIM. 2022. Étude de l'impact économique de la migration vénézuélienne en République dominicaine : Realidad vs. Potencial. Disponible à l'adresse : <https://kmhub.iom.int/es/biblioteca-virtual/estudio-de-impacto-economico-de-la-migracion-venezolana-en-republica-dominicana>.

⁶ Selon la Cepal, dans certains segments, la consommation mensuelle des ménages au Costa Rica était supérieure à celle des non-migrants. In : Martínez Pizarro, Cano Christiny (eds) (2022) op.cit.

⁷ Selon l'OIM, les principaux pays en termes de volume de transferts de fonds sont le Mexique (60 milliards de dollars), le Guatemala (18 milliards de dollars) et la République dominicaine (10 milliards de dollars). Les trois pays où la part des transferts de fonds dans le PIB est la plus élevée sont le Honduras (27 %), le Salvador (24 %) et Haïti (22 %). OIM. 2023. Tendencias Migratorias en las Américas. Disponible à l'adresse : <https://robuenosaires.iom.int/sites/g/files/tmzbdl626/files/documents/2023-04/Tendencias-Migratorias-en-las-Américas-ESP-Feb-2023.pdf>.

¹ HCR. 2023. Données officielles sur les mouvements mixtes. Disponible à l'adresse : <https://data.unhcr.org/en/documents/download/102133>.

² Selon l'OIM, le nombre de visas H2-B accordés à des migrants pour des emplois non liés à l'agriculture a augmenté de 22 % entre 2021 et 2022. En outre, "en janvier et février 2023, 18 000 ressortissants vénézuéliens et 12 000 ressortissants équatoriens sont entrés au Panama de manière régulière, principalement à partir des points d'entrée aériens". OIM. 2023. Tendencias Migratorias en las Américas. Disponible à l'adresse : <https://robuenosaires.iom.int/sites/g/files/tmzbdl626/files/documents/2023-04/Tendencias-Migratorias-en-las-Américas-ESP-Feb-2023.pdf>.

³ Entre 2009 et 2017, le PIB du Chili a augmenté de 63,3 milliards de dollars, principalement grâce à la contribution de la main-d'œuvre chilienne et à celle des nouveaux pays d'immigration (Pérou, Bolivie, Colombie, Venezuela, Haïti). Martínez Pizarro, Cano Christiny (eds). 2022. "Sobre las contribuciones de la migración al desarrollo sostenible : estudios en países seleccionados" (Les contributions des migrations au développement durable : études dans une sélection de pays), Documentos de Proyectos. Disponible à l'adresse : <https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/327ad422-16d9-4fa8-9c90-63398ffd18ee/content>.

⁴ Cela a été évident dans des pays tels que la Colombie, l'Équateur, le Chili et le Pérou. Voir à ce sujet le site de la Banque mondiale : Banque mondiale. 2023. Migración, Notas sectoriales de política. Available at: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099545009122237230/pdf/P17786906ffe9a02d0b98907940d5fb95f0.pdf>.

⁵ Selon l'OIM, CADOVEN et CADEX, environ 553,3 millions de dollars d'investissements

La région a connu une augmentation exponentielle de ces flux migratoires, ce qui représente d'immenses opportunités de développement et des défis significatifs pour parvenir à la pleine intégration de ces personnes.

Lorsqu'il s'agit des migrants, l'inclusion financière est le processus qui consiste à lever les obstacles à l'inclusion auxquels sont confrontés les migrants afin d'améliorer leur accès et leur utilisation de produits et services financiers abordables et appropriés, allant des services et produits financiers traditionnels (crédit, épargne et autres.) à des services financiers plus complexes (par exemple l'assurance, les pensions), ainsi que des services financiers numériques (argent mobile, services de paiement, transferts). L'inclusion financière des migrants (FIM, pour son sigle en anglais) vise à rétablir les moyens de subsistance économiques en offrant des choix et en facilitant la prise de décisions financières éclairées, l'épargne et les dépenses responsables, le transfert de fonds en toute sécurité et la gestion des problèmes liés à la migration. Si l'inclusion financière est plus susceptible de se produire lorsque la population migrante s'installe à un endroit, elle peut également bénéficier à la population en transit, car la prestation de services financiers numériques n'est pas toujours interrompue par la mobilité.⁸

Le terme "migrant"⁹ englobe diverses situations et profils de population. Tous les migrants internationaux ne sont pas identiques et les subdiviser en segments spécifiques peut s'avérer essentiel pour mieux comprendre leurs besoins et défis en matière d'inclusion financière. Ne pas homogénéiser les différents groupes de personnes qui se déplacent entre les pays sous le terme générique de "migrants" implique de constater que chaque groupe ou segment de population a des caractéristiques, des besoins et des défis uniques qui doivent être abordés de manière précise, adéquate, respectueuse et alignée sur les normes internationales. La reconnaissance de ces différences est fondamentale pour promouvoir une approche adéquate de l'inclusion et que chacun puisse jouir de ses droits humains sur un pied d'égalité avec les autres. Cela représente également de nouvelles niches d'inclusion financière.

La différence essentielle entre un migrant¹⁰ et un réfugié¹¹ réside dans la raison sous-jacente de son déplacement

⁸ Financial Inclusion of Migrants Exploration paper (Inclusion financière des migrants. Document d'exploration). Disponible à l'adresse : [https://www.shareweb.ch/site/EI/Documents/FSD/Topics/Inclusive%20Finance/SDC%20-%20exploration%20paper%20-%20Financial%20inclusion%20of%20migrants%20-%202020-01%20\(en\).pdf](https://www.shareweb.ch/site/EI/Documents/FSD/Topics/Inclusive%20Finance/SDC%20-%20exploration%20paper%20-%20Financial%20inclusion%20of%20migrants%20-%202020-01%20(en).pdf)

⁹ En général, la définition du terme "migrant" repose sur deux approches : l'approche "inclusiviste", appliquée par l'OIM et d'autres agences, selon laquelle le terme "migrant" est considéré comme un terme générique englobant toutes formes de mouvement volontaire ou à des fins économiques ; et l'approche "résiduelle", qui exclut du terme "migrant" les personnes fuyant la guerre ou la persécution, ainsi que d'autres formes de mobilité humaine (Carting, 2023).

¹⁰ HCDH. (2014). Principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme aux frontières internationales. <https://migrationnetwork.un.org/resources/recommended-principles-and-guidelines-human-rights-international-borders>

¹¹ HCR. (2019). Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié et principes directeurs concernant la protection internationale. Réédité à Genève, février 2019. Nations unies. <https://www.refworld.org/docid/5cb474b27.html>

et dans la reconnaissance juridique de son statut. Si les migrants et les réfugiés franchissent tous deux les frontières pour se rendre dans d'autres pays, la différence réside dans le fait qu'ils se déplacent pour rechercher de meilleures opportunités économiques ou qu'ils ont été déplacés de force en raison d'une crainte spécifique de persécution. Cette distinction a d'importantes implications juridiques, notamment en ce qui concerne leur statut juridique ou leur identification, pouvant affecter la mesure dans laquelle ils peuvent être inclus financièrement, en fonction des politiques relatives aux migrants et aux réfugiés du pays qui les accueille.

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Ce rapport spécial vise à faire la lumière sur l'inclusion financière des migrants dans la région LAC, avec un accent particulier sur les pays des 11 institutions membres de l'AFI.

Le rapport explore l'état de l'inclusion financière des migrants dans ces pays, les perceptions des membres de l'AFI sur son importance, et les barrières à l'inclusion financière des migrants dans la région en fournissant de bons exemples et pratiques d'autres pays de la région et du monde. Le rapport est basé sur une enquête virtuelle menée via Google Forms auprès des 11 institutions membres de l'AFI et sur 18 entretiens semi-structurés avec des experts nationaux et régionaux d'organisations telles que l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), la Banque mondiale, la Banque inter-américaine de développement (BID), et d'autres encore. Afin de garantir la diversité des points de vue, le rapport inclut également des informations recueillies lors d'entretiens avec des représentants d'une institution microfinancière colombienne (Bancamía), et des entreprises FinTech, Zulu et Uala (voir la liste des personnes interviewées).

Notre recherche explore les meilleures pratiques pour surmonter les obstacles à l'inclusion financière des migrants et les mesures visant à la promouvoir, tant dans la région LAC que dans d'autres parties du monde. Ces pratiques ont été répertoriées tout au long du document et incluses dans un tableau spécifique à la fin du rapport.

SECTION 1 : STATUT MIGRATOIRE DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES



Les mouvements migratoires dans la région LAC augmentent de manière exponentielle, modifiant les dynamiques sociales, économiques et démographiques. Le Venezuela a déclenché l'un des plus grands déplacements humains au monde : à juin 2023 7,3 millions de personnes avaient quitté le pays (dont 6,1 millions de migrants vénézuéliens résident dans d'autres pays de la région LAC).

La Colombie a accueilli 2,5 millions de personnes, le Pérou 1,5 million et l'Équateur 500 000.¹² Plus d'un million d'Haïtiens ont quitté leur pays depuis le tremblement de terre de 2010, certains s'installant dans des pays voisins comme la République dominicaine, tandis que d'autres ont opté pour le Canada, le Chili ou les États-Unis.¹³

L'augmentation du nombre de migrants et de réfugiés a conduit les principaux pays de la région à renforcer les barrières à l'arrivée des migrants, en imposant des conditions de visa et en restreignant les voies de migration

¹² BID. 2020. Venezuela. Disponible à l'adresse : <https://datamig.iadb.org/es/profile/VEN>.

¹³ BID. 2023. Movimiento migratorio. Disponible à l'adresse suivante : <https://datamig.iadb.org/es/movimiento-migratorio>, BID. 2020. Haïti. Disponible sur : <https://datamig.iadb.org/es/profile/HTI>.

régulières. En conséquence, les migrants et les réfugiés sont contraints d'emprunter des itinéraires de plus en plus dangereux pour atteindre leur destination, ce qui ne fait qu'aggraver leur situation précaire. Dans ce contexte, le bouchon du Darién est devenu un itinéraire très dangereux, où plus de 200 000 personnes ont tenté de traverser cette jungle entre la Colombie et le Panama en 2022 et 333 000 en 2024, s'exposant aux dangers de la jungle et aux gangs criminels qui traquent les migrants.

La frontière sud des États-Unis connaît également une augmentation significative du nombre de migrants internationaux. En 2022, le nombre de citoyens de "nationalités non traditionnelles" rencontrés à la frontière était d'environ 400 000 personnes, tandis qu'en 2023, ce chiffre est passé à 679 000. Enfin, dans les Caraïbes, les diasporas se développent également, représentant respectivement 56 % et 38 % de la population d'outre-mer dans des pays tels que la Guyane et la Jamaïque.¹⁴

La section suivante décrit les flux migratoires dans les onze pays des institutions membres de l'AFI de la région LAC. Cette vue d'ensemble est utile pour la formulation de politiques d'inclusion financière efficaces afin de répondre aux opportunités et aux défis associés aux populations migrantes dans la région. Une meilleure compréhension de ces schémas migratoires permettra aux décideurs et régulateurs financiers de concevoir des interventions appropriées pour l'inclusion financière des migrants.

¹⁴ BID. 2023. Movimiento migratorio. Disponible à l'adresse suivante : <https://datamig.iadb.org/es/movimiento-migratorio>.





LES BAHAMAS

Les Bahamas sont confrontés à des défis et dynamiques uniques en matière de migration. Elles constituent un point de convergence stratégique pour les flux migratoires, notamment en provenance de Haïti et de Cuba.

16.2%

POPULATION IMMIGRÉE : Les Bahamas accueillent 63 600 immigrants, principalement originaires de Haïti, des États-Unis, de la Jamaïque, du Royaume-Uni et du Canada. La population immigrée représente environ 16,2 % de la population totale.¹⁵

53.8
MILLE

BAHAMIENS À L'ÉTRANGER : L'émigration des Bahamas s'élève à environ 53 800 de personnes. Les Bahamiens ont tendance à s'installer aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni.¹⁶



COSTA RICA

Le Costa Rica est connu pour sa stabilité politique et économique en Amérique centrale, ce qui en fait une destination attrayante pour les migrants de la région et de l'étranger.

10.2%

POPULATION IMMIGRÉE : Le Costa Rica compte environ 520 700 immigrants, ce qui représente à peu près le 10,2 % de la population totale. La plupart des immigrants viennent du Nicaragua, du Venezuela, de Colombie, du Salvador et des États-Unis.¹⁷

105.2
MILLE

LES COSTARICAINS À L'ÉTRANGER : On estime qu'environ 150 200 de Costaricains vivent à l'étranger, principalement aux États-Unis, au Nicaragua, au Panama, en Espagne et au Canada.¹⁸



RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

La République dominicaine partage sa frontière avec Haïti et est un pays qui connaît d'importants flux migratoires, tant à l'interne que vers l'étranger.

5.6%

POPULATION IMMIGRÉE : La République dominicaine accueille des immigrants de plusieurs pays, mais la majorité d'entre eux viennent de Haïti, du Venezuela, des États-Unis, d'Espagne et d'Italie. On estime qu'environ 603 800 d'immigrants résident en République dominicaine, ce qui représente 5,6 % de la population totale.¹⁹

1.6
MILLIONS

DOMINICAIS À L'ÉTRANGER : On estime qu'environ 1,6 million de Dominicains vivent à l'étranger, principalement aux États-Unis, en Espagne, en Italie, au Chili et au Venezuela.²⁰



ÉQUATEUR

L'Équateur est un pays dont la dynamique migratoire est complexe, puisqu'il est à la fois l'origine et la destination de migrants.

4.4%

POPULATION IMMIGRÉE : L'Équateur a connu une augmentation du nombre d'immigrants, en particulier en provenance du Venezuela, de la Colombie, des États-Unis, du Pérou et du Chili. Environ 784 800 immigrants vivent en Équateur, ce qui représente 4,4 % de la population totale.²¹

1.1
MILLIONS

LES ÉQUATORIENS À L'ÉTRANGER : On estime qu'environ 1,1 million d'Équatoriens vivent à l'étranger, principalement en Espagne, aux États-Unis, en Italie, au Chili et au Venezuela.²²

¹⁵ Naciones Unidas (2021). Departamento de Asuntos Económicos y Sociales (DAES). <https://worldmigrationreport.iom.int/wmr-2022-interactive/?lang=ES>

¹⁶ Naciones Unidas (2020). Departamento de Asuntos Económicos y Sociales (DAES). Portal de données sur la migration : https://www.migrationdataportal.org/es/international-data?i=stock_abs_&t=2020&cm49=44

¹⁷ Voir 15

¹⁸ Voir 16

¹⁹ Voir 15

²⁰ Voir 16

²¹ Voir 15

²² Voir 16



EL SALVADOR

Le Salvador est un pays dont l'histoire est marquée par des problèmes économiques et des catastrophes naturelles et qui a connu d'importants flux migratoires internes et externes.

0.7%

POPULATION IMMIGRÉE : Bien que le Salvador ne soit pas une destination majeure pour l'immigration, il reçoit un nombre considérable d'immigrants des pays voisins tels que le Honduras, le Guatemala et le Nicaragua, ainsi que de pays plus éloignés tels que les États-Unis et le Mexique. On estime qu'environ 42 800 personnes résident au Salvador, ce qui représente 0,7 % de la population totale.²³

1.6
MILLIONS

SALVADORIENS À L'ÉTRANGER : On estime qu'environ 1,6 million de Salvadoriens vivent à l'étranger, soit environ 30 % de la population salvadorienne totale, principalement aux États-Unis, mais aussi dans des pays comme le Canada, le Guatemala, le Mexique et le Costa Rica.²⁴



HAÏTI

Haïti est confronté à des défis importants qui ont conduit à des taux élevés de migration. En outre, la situation politique et les catastrophes naturelles ont exacerbé les migrations internes et externes.

0.2%

POPULATION IMMIGRÉE : Haïti n'est pas une destination majeure pour les immigrants. La plupart des immigrants en Haïti sont originaires du Venezuela, de la République dominicaine, des États-Unis, d'Espagne et d'Italie. Environ 18,9 milliers de migrants vivent en Haïti, soit seulement 0,2 % de la population totale.²⁵

1.8
MILLIONS

HAÏTIENS À L'ÉTRANGER : On estime que plus de 1,8 million d'Haïtiens vivent à l'étranger, la plupart aux États-Unis, en République dominicaine, au Chili, au Canada et en France.²⁶



HONDURAS

Le Honduras a connu d'importants flux migratoires internes et internationaux en raison de divers facteurs socio-économiques et politiques.

0.4%

POPULATION IMMIGRÉE : Le Honduras accueille des immigrants provenant principalement du Salvador, du Nicaragua, des États-Unis, du Guatemala et du Mexique. On estime qu'environ 39 200 immigrants résident dans le pays, soit environ 0,4 % de la population totale.²⁷

985.1
MILLE

HONDURIENS À L'ÉTRANGER : On estime qu'environ 985 100 Honduriens vivent à l'étranger, principalement aux États-Unis, en Espagne, au Mexique, au Nicaragua et au Salvador.²⁸



MEXIQUE

Le Mexique est un pays clé dans la dynamique des migrations en Amérique du Nord en raison de son rôle en tant que pays d'origine, de transit et de destination des migrants. La situation migratoire du Mexique est complexe et influencée par des facteurs économiques, sociaux et politiques.

0.9%

POPULATION IMMIGRÉE : Bien que le Mexique soit surtout connu comme un pays d'émigration, il accueille également un nombre important d'immigrants, principalement en provenance des États-Unis, du Venezuela, du Guatemala, du Honduras et de l'Espagne. Selon les données de 2020, le Mexique compte environ 1,2 million d'immigrants, ce qui représente 0,9 % de la population totale.²⁹

11.2
MILLIONS

LES MEXICAINS À L'ÉTRANGER : On estime qu'environ 11,2 millions de Mexicains vivent à l'étranger, les États-Unis étant la principale destination de ces émigrants, suivis du Canada, de l'Espagne, de l'Allemagne et du Guatemala.³⁰

²³ Voir 15

²⁴ Voir 16

²⁵ Voir 15

²⁶ Voir 16

²⁷ Voir 15

²⁸ Voir 16

²⁹ Voir 15

³⁰ Voir 16



PARAGUAY

Le Paraguay, bien que moins important dans les flux migratoires mondiaux que d'autres pays d'Amérique du Sud, il présente des caractéristiques uniques dans sa dynamique de migration et d'émigration.

2.4%

POPULATION IMMIGRÉE : Le Paraguay abrite une communauté immigrante relativement peu nombreuse, environ 169 600 d'immigrés, ce qui représente 2,4 % de la population totale. Selon les dernières estimations, les principaux groupes d'immigrants proviennent du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay, de la Corée et du Canada.³¹

896.5
MILLE

LES PARAGUAYENS À L'ÉTRANGER : Selon les estimations les plus récentes, environ 896 500 Paraguayens vivent à l'étranger. La plupart de ces émigrés se trouvent en Argentine, suivie de l'Espagne, du Brésil, des États-Unis et du Canada.³²



PÉROU

Le Pérou est un acteur important dans la dynamique migratoire de l'Amérique du Sud, en tant que pays de destination pour de nombreux migrants de la région et en tant que source d'émigrés vers différents pays.

3.7%

POPULATION IMMIGRÉE : Le Pérou a connu une augmentation significative du nombre d'immigrants ces dernières années, en particulier en provenance du Venezuela, des États-Unis, de la Chine, de la Bolivie et de l'Argentine. À la fin de l'année 2020, le Pérou comptait environ 1,2 million d'immigrés, soit environ 3,7 % de la population totale.³³

1.5
MILLIONS

PÉRUVIENS À L'ÉTRANGER : On estime que plus de 1,5 million de Péruviens vivent à l'étranger, la plupart aux États-Unis, au Chili, en Espagne, en Argentine et en Italie.³⁴



SURINAME

Le Suriname, l'un des pays les moins peuplés d'Amérique du Sud, présente une dynamique migratoire intéressante, marquée à la fois par l'immigration en provenance des pays voisins et par une émigration importante vers des destinations plus lointaines.

8.1%

POPULATION IMMIGRÉE : Le Suriname attire des immigrants provenant principalement de pays tels que le Brésil, la Guyane et la Chine. Selon les données de 2020, le Suriname compte environ 47 800 immigrants, soit environ 8,1 % de la population totale.³⁵

273.2
MILLE

LES SURINAMIENS À L'ÉTRANGER : Un nombre considérable de Surinamais résident aux Pays Bas, en raison des liens historiques qui les unissent à l'ancienne colonie néerlandaise. On estime qu'environ 273 200 Surinamiens vivent à l'étranger, principalement aux Pays Bas, en France, en Guyane française, aux États-Unis et en Belgique.³⁶

³¹ Voir 15

³² Voir 16

³³ Voir 15

³⁴ Voir 16

³⁵ Voir 15

³⁶ Voir 16

SECTION 2 : SITUATION ACTUELLE DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES MIGRANTS ET DE LEURS FAMILLES



Pour examiner l'état actuel de l'inclusion financière des migrants et de leurs familles dans la région LAC, nous avons d'abord identifié les membres de l'AFI dans la région qui ont mis en place des stratégies nationales d'inclusion financière (SNIF). L'objectif de cette étude est de corroborer la recherche documentaire qui a montré des disparités significatives dans l'inclusion financière au niveau régional, qui affectent les populations vulnérables, y compris les migrants.

1. STRATÉGIES NATIONALES D'INCLUSION FINANCIÈRE

À la question de savoir si leur pays dispose d'une SNIF, 63,6 % (sept des participants) ont répondu par l'affirmative (République dominicaine, Équateur, El Salvador, Haïti, Mexique, Paraguay et Pérou) et les 36,4 % restants par la négative (Bahamas, Costa Rica, Honduras et Suriname). Cependant, le Suriname et les Bahamas sont sur le point de lancer leur première SNIF et le Costa Rica et le Honduras sont en train de développer leur stratégie nationale d'inclusion financière.

Les membres de l'AFI ont également été consultés sur leur perception générale de l'inclusion financière dans leur pays. Sept membres (63,6 %) ont estimé que l'inclusion financière s'était légèrement améliorée au cours des dernières années, et trois ont déclaré qu'elle s'était considérablement améliorée (27,3 %).

Comme le montre la **figure 3**, les efforts en faveur de l'inclusion financière varient d'un pays à l'autre. Cependant, la majorité des pays (64 %) déploie des efforts considérables pour faire progresser l'inclusion financière dans leur pays.

L'enquête confirme que bien que l'inclusion financière soit d'une grande importance pour les membres de l'AFI dans la région, des défis persistent pour assurer le développement et la mise en œuvre des SNIF. Leur absence a sans aucun doute des répercussions sur les segments défavorisés et généralement marginalisés, y compris la population migrante.

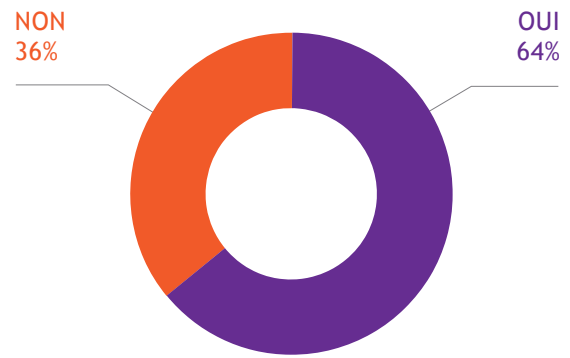


FIGURE 1. EXISTE-T-IL UNE SNIF DANS VOTRE PAYS ?

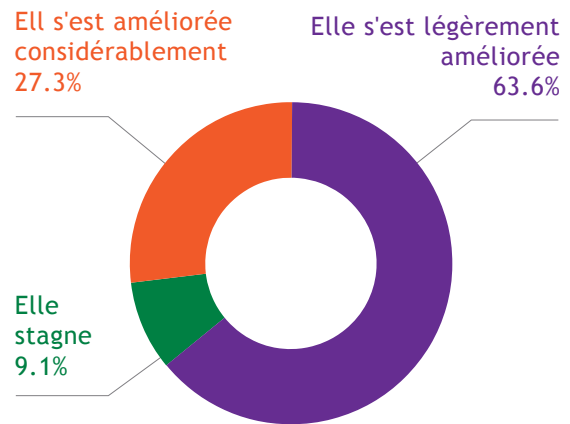


FIGURE 2. SITUATION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DANS VOTRE PAYS

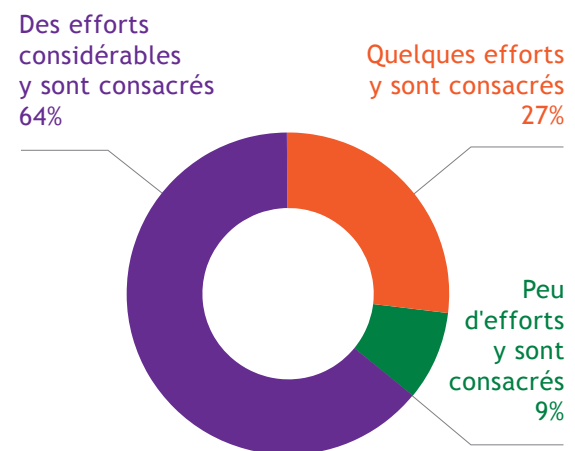


FIGURE 3. EFFORTS DÉPLOYÉS DANS LE PAYS EN FAVEUR DE L'INCLUSION FINANCIÈRE

2. ÉTAT ACTUEL ET CONTEXTE DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES MIGRANTS

Sur les 11 membres de l'AFI, seuls deux ont signalé l'existence de politiques d'inclusion financière pour les migrants, et deux autres pays ont développé des politiques spécifiques pour faciliter les transferts de fonds entrants et sortants de et vers leurs compatriotes à l'étranger.

Les experts consultés ont identifié une corrélation entre l'inclusion financière de la population générale et l'inclusion financière des migrants.

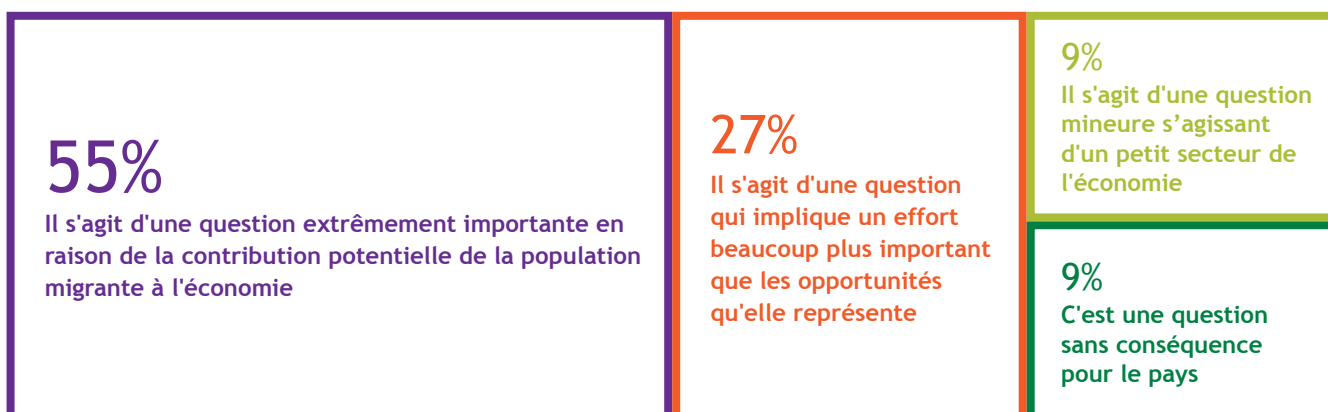
Dans les pays où il n'existe pas de stratégie nationale d'inclusion financière ou dans lesquels aucun effort n'est fait pour la mettre en œuvre efficacement et garantir l'accès de la population générale au système financier formel, la population migrante restera à la traîne. Le **tableau 1** présente les politiques d'inclusion financière existantes pour les migrants.

L'absence actuelle de politiques d'inclusion financière pour les migrants contraste avec l'importance réelle que les membres de l'AFI de la région lui accordent. Le **graphique 4** montre que l'inclusion financière de la population migrante est une question de grande importance malgré les progrès limités réalisés dans ce domaine.

TABLEAU 1. POLITIQUES D'INCLUSION FINANCIÈRE POUR LES MIGRANTS DANS LA RÉGION LAC

PAYS	STRATÉGIE NATIONALE D'INCLUSION FINANCIÈRE	POLITIQUE D'INCLUSION FINANCIÈRE POUR LES MIGRANTS	POLITIQUE D'ENVOI ET DE RÉCEPTION DES FONDS
MEXIQUE	Stratégie nationale d'inclusion financière formulée et mise en œuvre par les institutions qui composent la CONAIF. ³⁷	Stratégie 6.3 : Promouvoir l'accès et l'utilisation de produits financiers pour l'envoi et la réception de fonds afin d'accroître l'inclusion financière des migrants et de leurs familles.	6.3.2 : Encourager la réduction des frais d'envoi de fonds et diffuser les systèmes à moindre coût. 6.3.3 : Promouvoir l'acceptation de la carte d'identité consulaire comme pièce d'identité dans le système financier.
ÉQUATEUR	La stratégie nationale d'inclusion financière 2020-2024 ³⁸	Encourager l'offre et l'adoption de produits de base dans les domaines des paiements, de l'épargne, du crédit et de l'assurance, spécialement conçus pour répondre aux besoins des populations exclues ou mal desservies, y compris les migrants, par le biais de produits et de services numériques.	Non

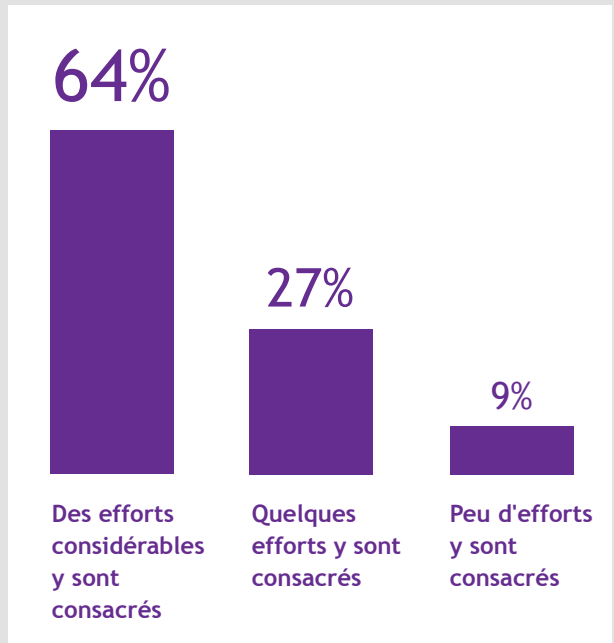
FIGURE 4. COMMENT PERCEVEZ-VOUS L'INCLUSION FINANCIÈRE DES COMPATRIOTES ET DE LEURS FAMILLES VIVANT À L'ÉTRANGER ?



³⁷ Conseil national de l'inclusion financière. La politique nationale d'inclusion financière. Disponible à l'adresse suivante <https://rfd.org.ec/docs/comunicacion/DocumentoENIF/ENIF-BCE-2021.pdf>

³⁸ République de l'Équateur. 2020. Estrategia nacional de inclusión financiera 2020-2024. Disponible à l'adresse : <https://rfd.org.ec/docs/comunicacion/DocumentoENIF/ENIF-BCE-2021.pdf>

FIGURE 5. COMMENT CONSIDÉREZ-VOUS L'INCLUSION FINANCIÈRE DES IMMIGRANTS ET DE LEURS FAMILLES ?



La CAF a mené des enquêtes en matière de capacité financière au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Panama, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay. Ces enquêtes permettent d'analyser les différences entre les migrants et les résidents nés dans le pays en ce qui concerne la connaissance, la possession, l'utilisation et la sélection des produits financiers, ainsi que les comportements financiers. Les données révèlent une disparité moyenne de dix points de pourcentage dans l'utilisation de produits de crédit entre les non-migrants (23 %) et les migrants (13 %), ainsi qu'un écart moyen de 12 points de pourcentage dans l'utilisation de produits d'assurance (24 % et 16 %). En outre, il existe une différence de 12 points de pourcentage dans la détention de produits de paiement tels que les comptes courants et un écart moyen de neuf points de pourcentage dans les produits d'épargne, d'investissement ou de retraite (44 % et 35 %, respectivement).³⁹

³⁹ CAF. 2024. Qué tan incluida financieramente está la población migrante en América Latina y el Caribe ? Disponible à l'adresse : <https://www.caf.com/es/conocimiento/visiones/2024/02/que-tan-incluida-financieramente-esta-la-poblacion-migrante-en-america-latina-y-el-caribe>.



3. LES PRINCIPAUX OBSTACLES À L'INCLUSION FINANCIÈRE

3.1. OBSTACLES À L'INCLUSION FINANCIÈRE DE LA POPULATION GÉNÉRALE

Les membres de l'AFI ont été interrogés sur les obstacles à l'inclusion financière dans leur pays. La **figure 6** montre que presque tous les participants ont indiqué que le manque d'éducation financière était un obstacle. En outre, huit des onze participants ont signalé que l'absence d'objectifs nationaux d'inclusion financière pour le secteur bancaire et le secteur financier au sens large constituait également un obstacle. Cinq participants ont indiqué que l'absence de stratégie nationale était un obstacle à l'inclusion financière. Cette perception des obstacles à l'inclusion financière de la population générale est particulièrement pertinente, étant donné qu'ils ont un impact direct sur l'inclusion financière des groupes défavorisés, y compris la population migrante.

3.2. OBSTACLES À L'INCLUSION FINANCIÈRE DE LA POPULATION MIGRANTE

En ce qui concerne les obstacles à l'inclusion financière de la population migrante, les membres de l'AFI soulignent avec plus de force le manque de documents d'identité et la difficulté d'établir la preuve de l'adresse des migrants, qui sont tous deux typiquement des exigences de connaissance du client (KYC, pour son sigle en anglais) dans les cadres réglementaires nationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux/lutte contre le financement du terrorisme/ lutte contre le financement de la prolifération (LBC/FT), comme illustré dans la figure 7. Outre la coordination limitée entre les principales parties prenantes de l'inclusion financière et le manque de produits adaptés aux besoins de la population migrante, d'autres obstacles identifiés par les personnes interviewées sont la barrière linguistique entre les prestataires de services financiers et la population migrante, le manque d'infrastructures de télécommunications et les faibles niveaux de connaissances numériques et d'éducation financière numérique, comme détaillé ci-dessous.

FIGURE 6. OBSTACLES À L'INCLUSION FINANCIÈRE

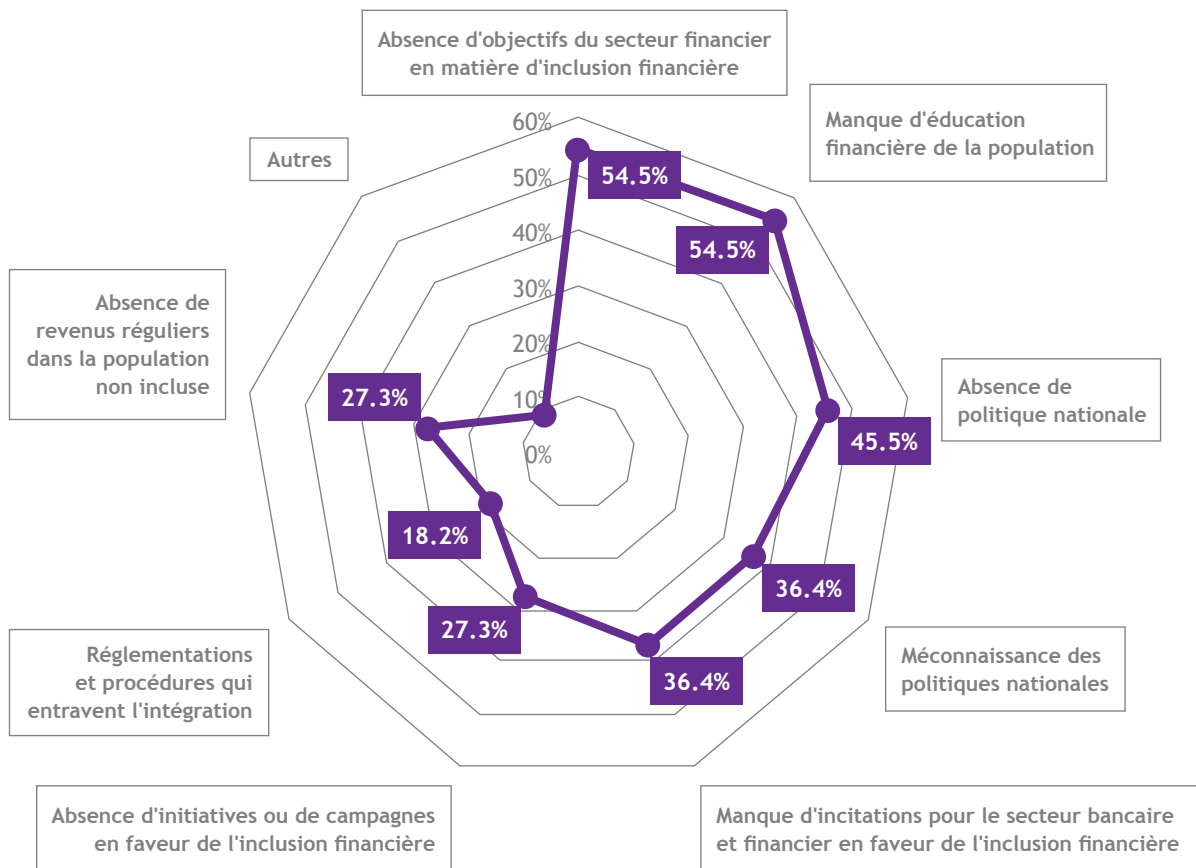
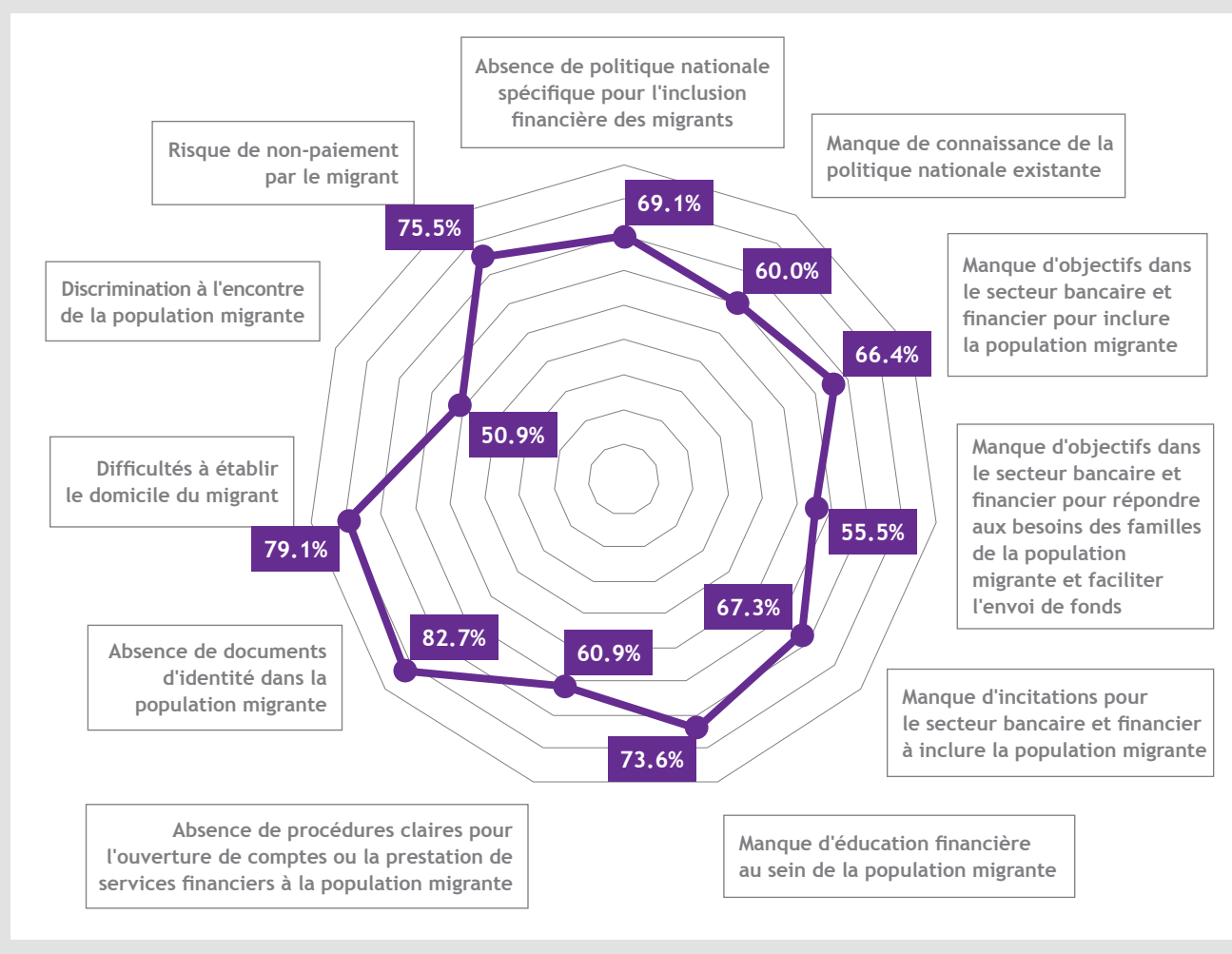


FIGURE 7. OBSTACLES À L'INCLUSION FINANCIÈRE DE LA POPULATION MIGRANTE



3.2.1. PRÉJUGÉS ET DISCRIMINATION À L'ENCONTRE DE LA POPULATION MIGRANTE

Les personnes interviewées s'accordent à dire qu'il existe des préjugés à l'encontre de la population migrante et qu'ils entravent leur inclusion financière. La perception des migrants comme une population à haut risque est à l'origine de ces préjugés. Des études de la Banque mondiale ont analysé ces préjugés, qui se traduisent par des obstacles structurels et opérationnels à l'accès aux services financiers formels.⁴⁰ Le BID et le PNUD ont également étudié les préjugés à l'égard de la population migrante en Amérique latine et dans les Caraïbes, en établissant les risques en matière de travail, de culture, de sécurité et de fiscalité qui inspirent des attitudes hostiles à l'égard

de la population migrante.⁴¹ Les préjugés à l'encontre des populations migrantes tendent à les identifier comme des personnes sans ressources, sans capacité ou volonté d'épargner, et comme des personnes de passage qui n'ont pas le désir de rester. Compte tenu de ces préjugés, l'inclusion financière de la population migrante peut ne pas être perçue comme attrayante, ce qui se traduit par un manque d'attention et d'efforts à son égard.⁴²

⁴¹ PNUD. 2023. Un Mundo mejor para la población migrante en América Latina y el Caribe. (Un monde meilleur pour les migrants en Amérique latine et dans les Caraïbes) Disponible à l'adresse : https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-04/UNDP_IDB_Migrants_esp.pdf.

⁴² Voir : IADB. 2020. ¿Qué se ha dicho en las redes sociales sobre los migrantes durante la Pandemia? (Qu'a-t-on dit sur les médias sociaux à propos des migrants pendant la pandémie?) Disponible à l'adresse : <https://blogs.iadb.org/migracion/es/redes-sociales-migrantes-prejuicios-pandemia>, Alcantar, Daisy. 2023. Existir y Sobrevivir: El prejuicio que enfrentan los inmigrantes venezolanos en la quinta región de Chile. (Préjugés à l'encontre des immigrés vénézuéliens dans la cinquième région du Chili) Disponible à l'adresse : https://digitalcollections.sit.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=4633&context=isp_collection, OEA. 2022. Deconstruyendo Mitos y Narrativas alrededor de la migración: Análisis y Recomendaciones a partir de las experiencias de Colombia, México y Perú. (Déconstruire les mythes et les récits autour de la migration: analyse et recommandations à partir des expériences de la Colombie, du Mexique et du Pérou) Disponible à l'adresse : <https://clubmadrid.org/wp-content/uploads/2023/06/JUNIO-2023-INFORME-NARRATIVAS-VERSION-FINAL.pdf>.

⁴⁰ Entretien avec un informateur clé ; Banque mondiale. 2024. Atelier de formation sur les moteurs et les biais comportementaux pour réduire la discrimination et l'exclusion financière de la population vénézuélienne au Pérou. Disponible à l'adresse : <https://www.bancomundial.org/es/news/feature/2024/01/17/sesgos-conductuales-inclusion-financiera-migrantes-venezolanos-peru>.



PREJUGES ET OBSTACLES AUXQUELS SONT CONFRONTÉES LES FEMMES MIGRANTES

Un entretien avec un informateur clé a mis en lumière un projet axé sur l'examen des préjugés et des obstacles systémiques à l'inclusion financière au Pérou, qui révèle comment les préjugés sont accentués dans le cas de la population migrante féminine. De même, la CAF a analysé les obstacles à l'accès des femmes en Colombie dans le cadre d'un projet avec la Banca de las Oportunidades et l'Université nationale. Elle a constaté que les femmes sont généralement exclues financièrement parce que les prestataires de services financiers accordent souvent plus d'importance à des aspects tels que le niveau de revenu, la stabilité de l'emploi et le score de crédit, ce qui soulève la nécessité de générer des scores de crédit alternatifs pour les femmes.⁴³ Les travaux précédents de l'AFI ont également montré que les femmes ont une sécurité économique plus faible et moins d'opportunités d'être financièrement résilientes, soulignant la nécessité d'encourager l'éducation financière parmi elles.⁴⁴ En 2021, la CAF a présenté l'enquête sur les capacités financières qui a montré que les femmes présentent un écart moyen de neuf points de pourcentage par rapport aux hommes en termes de résilience financière. Les différences en matière de connaissances financières, et le niveau de confiance des femmes contribuent de manière significative à cette inégalité.⁴⁵ Cette faible résilience financière affecte la croissance de leurs entreprises ou activités formelles ou informelles, étant donné que le manque de produits financiers et non financiers adaptés aux profils

d'entreprise des femmes les oblige à investir en utilisant leurs économies ou des prêts personnels, dans le meilleur des cas. Pour beaucoup d'entre elles, la seule option est le marché informel ou le fait de ne pas pouvoir répondre aux besoins de leur entreprise.⁴⁶ Le FENU a également partagé son expérience en observant les difficultés de l'inclusion financière pour les femmes, les préjugés existants à leur rencontre, mais aussi leurs préférences et leurs besoins spécifiques en termes d'inclusion financière (préférence pour la manipulation d'argent liquide, appréhension à s'adresser aux agences bancaires dans des pays comme le Népal, etc.)⁴⁷

Au Pérou, de bonnes pratiques destinées aux femmes migrantes ont été identifiées. Parmi celles qui se distinguent, on peut citer les activités de la Hebrew Immigrant Aid Society (HIAS) Peru, qui collabore avec des organisations locales pour soutenir les services juridiques, l'inclusion économique et les programmes fondés sur le genre pour la prévention de la violence.⁴⁸ Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) promeut l'école de l'entrepreneuriat en mettant l'accent sur le genre.⁴⁹ Enfin, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a développé le projet "Nous entreprenons : Autonomie pour la prospérité" afin d'autonomiser les femmes migrantes par le biais de l'entrepreneuriat, en leur fournissant des outils et des connaissances sur le monde des affaires, ainsi qu'en renforçant le capital afin qu'elles puissent démarrer leurs plans d'investissement.⁵⁰

Le projet Lazos de l'Organisation internationale du travail (OIT) comprend une composante genre et vise à comprendre les besoins des réfugiées et migrantes vénézuéliennes qui souhaitent créer, ou ont déjà créé, une entreprise en Argentine, en Colombie, en République dominicaine et au Pérou. Son objectif est de promouvoir l'accès aux services commerciaux et financiers.⁵¹

⁴³ Dans les pays de la région, tels que l'Équateur, Haïti et le Honduras, des travaux ont été réalisés pour promouvoir l'inclusion financière des femmes en identifiant les retards existants. En Équateur, la SEPS a établi une norme de contrôle pour la protection des droits des partenaires financiers, des clients et des utilisateurs de l'inclusion financière avec une perspective de genre. PSE. 2021. Norme de contrôle pour la protection des droits des partenaires financiers, des clients et des utilisateurs de l'inclusion financière avec une perspective de genre. Disponible à l'adresse : https://www.seps.gob.ec/wp-content/uploads/Norma_de_Genero_codificada.pdf. La Banque centrale d'Haïti a lancé plusieurs programmes dédiés aux jeunes et aux femmes entrepreneurs entre 2020 et 2023. Actuellement, elle engage quatre cabinets de conseil pour stimuler 85 MPME de femmes à travers la deuxième cohorte de programmes de coaching de six mois pour recevoir un support technique et financier afin de faciliter la mise en œuvre/formalisation de leurs startups. En 2020, la première cohorte a été dédiée aux jeunes. Il s'agit d'une stratégie de la banque visant à encourager ces entreprises à se formaliser en ouvrant des comptes auprès d'institutions financières. Ces efforts permettront, à terme, d'accroître l'inclusion financière dans le pays. CAF. 2021. ¿Es necesaria una educación financiera con perspectiva de género? Disponible à l'adresse : <https://www.caf.com/es/conocimiento/visiones/2021/10/es-necesaria-una-educacion-financiera-con-perspectiva-de-genero>. Au Honduras, une gestion de l'inclusion financière et de l'éducation au genre a été créée pour donner de la visibilité aux retards existants dans l'inclusion financière des femmes. CNBS. 2022. Estadísticas Financieras, Reporte de inclusión Financiera. Disponible à l'adresse : <https://publicaciones.cnbs.gob.hn/Home/Viewer/Publicaciones%20Estad%3ADstic%20y%20Financieras%20Finclusi%3%B3n%20Financiera%20Reportes%20de%20Inclusi%3%B3n%20Financiera/Reporte%20de%20Inclusi%3%B3n%20Financiera%202022.pdf>.

⁴⁴ AFI. 2020. Pourquoi les réponses économiques au COVID-19 doivent être financièrement inclusives et sensibles au genre. Disponible à l'adresse suivante : https://www.afi-global.org/sites/default/files/publications/2020-09/AFI_GIF_covid_AW_digital.pdf.

⁴⁵ CAF. 2021. Vulnerabilidad financiera : Brechas de género en América Latina. Disponible à l'adresse : <https://www.caf.com/es/conocimiento/visiones/2021/03/vulnerabilidad-financiera-brechas-de-genero-en-america-latina>.

⁴⁶ ONU Femmes. 2022. Inclusión Financiera de Mujeres, claves para una recuperación transformadora de la economía Post Covid-19 en América Latina y el Caribe. Disponible à l'adresse : https://lac.unwomen.org/sites/default/files/2022-12/ESP_Brief_Inclusion_Financiera_18JUL22_Maria%20Jesus%20Gonzalez.pdf.

⁴⁷ Interview avec le FENU.

⁴⁸ HIAS. Non daté. Où nous travaillons - Pérou. Disponible à l'adresse : <https://hias.org/where/peru>.

⁴⁹ HIAS. 2022. Escuela de emprendimiento con enfoque de género. Disponible à l'adresse : https://www.linkedin.com/pulse/escuela-de-emprendimiento-con-enfoque-g%C3%A9nero-hiasperu/?trk=pulse-article_more-articles_related-content-card&originalSubdomain=es. Voir : HIAS. 2023. Nosotros emprendemos : Autonomía para la prosperidad. Vidéo disponible à l'adresse : <https://www.facebook.com/watch/?v=313064414636857>.

⁵⁰ HIAS. 2023. HIAS y OIM : Empoderando a mujeres migrantes a través del emprendimiento. Disponible à l'adresse : <https://www.linkedin.com/pulse/hias-y-oim-empoderando-mujeres-migrantes-trav%C3%A9s-del-emprendimiento>.

⁵¹ OIT. 2023. Cuestionario de la Encuesta para caracterización de las necesidades de servicios de desarrollo empresarial (SDE) de las mujeres emprendedoras (EME). Disponible à l'adresse suivante : https://www.ilo.org/america/publicaciones/WCMS_900345/lang-es/index.htm.



MEILLEURES PRATIQUES POUR SURMONTER LES PRÉJUGÉS À L'ENCONTRE DE LA POPULATION MIGRANTE

Dans leurs entretiens, tous les informateurs clés s'accordent à dire que la collecte et l'analyse de données sur la population migrante sont un moyen important de surmonter ces préjugés, car elle nous permet de déterminer leur niveau d'éducation, leurs intérêts, les obstacles et les opportunités en matière d'inclusion financière, ainsi que d'autres expériences pertinentes, ce qui nous aide à mieux les comprendre et à surmonter ces préjugés préconçus grâce à des données et des éléments probants.



MEILLEURES PRATIQUES 1 : SURMONTER LES PRÉJUGÉS PAR LE DIALOGUE ET LA SENSIBILISATION

La Société financière internationale (SFI) et le HCR collaborent pour favoriser l'intégration économique des populations vulnérables de la région LAC dans des pays tels que la Colombie, l'Équateur et le Pérou. La SFI encourage le dialogue avec le secteur privé pour surmonter les préjugés à l'encontre des LGBTQI, des Afrodescendants et des migrants. Elle s'adresse aux institutions financières et leur fournit des informations qui les aident à surmonter les préjugés. Dans le cadre de cet exercice, des évaluations des lacunes financières ont été préparées dans des pays tels que l'Équateur et le Pérou⁵² afin d'identifier les arguments commerciaux en faveur de l'inclusion financière de la population migrante et d'œuvrer à l'élimination des préjugés à son encontre.

Au Mexique, le PNUD a recueilli et analysé les profils, les besoins et les obstacles à l'intégration de la population migrante afin d'éclairer le secteur privé sur les possibilités d'intégration qui s'offrent à lui.⁵³ Il a également préparé des notes conceptuelles pour promouvoir l'évaluation de l'expérience des migrants lorsqu'ils tentent d'ouvrir des comptes bancaires.

Le Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit (WOCCU, pour son sigle en anglais) a également réalisé des études sur les profils des migrants en Équateur et au Pérou, qui ont permis d'identifier cette population comme des entrepreneurs et des personnes

⁵² IFC. 2022. Inclusion financière et économique des migrants et réfugiés vénézuéliens au Pérou. Gap Assessment. Disponible à l'adresse suivante : https://www.r4v.info/es/document/IFC_WB_Financialandeconomicinclusion_RyM_sep22.

⁵³ Entretien avec un représentant du PNUD. Voir : PNUD. 2021. Estrategia Intégrate para personas en contextos de movilidad humana en México. Disponible à l'adresse : <https://www.undp.org/es/latin-america/publications/estrategia-intégrate-para-personas-en-contextos-de-movilidad-humana-en-méxico>.

éduquées disposant d'un capital humain important.⁵⁴ De même, l'Institut national des statistiques et de l'information du Pérou (Instituto Nacional de Estadística e Informática, INEI) a mené deux enquêtes pour connaître les caractéristiques démographiques, sociales et économiques des réfugiés et des migrants vénézuéliens dans le pays.⁵⁵ En outre, dans le cadre du projet Lazos mentionné précédemment, une analyse des supports de communication interne utilisés par les prestataires de services financiers a été réalisée afin d'identifier les biais possibles et de les surmonter en créant des graphiques contenant des informations clés, afin de mieux promouvoir l'inclusion financière pour la population migrante et réfugiée.



LE DÉFI DE LA DISCRIMINATION

À la question de savoir s'il existe des politiques de lutte contre les comportements discriminatoires au sein des institutions financières, huit institutions membres de l'AFI ont répondu par la négative, deux ont répondu qu'elles n'avaient pas d'informations à ce sujet et une seule a fait référence à des dispositions spécifiques.

La Superintendencia de Economía Popular y Solidaria de Ecuador (SEPS) a partagé l'expérience suivante :



L'Équateur a élaboré un code monétaire et financier dont l'un des objectifs est de "promouvoir l'accès au crédit des personnes en mobilité humaine, des personnes handicapées, des jeunes, des mères célibataires [...] et d'autres personnes appartenant à des groupes d'attention prioritaires".⁵⁶ Néanmoins, la discrimination à l'égard des migrants est toujours observée dans les opérations quotidiennes des institutions financières en raison des perceptions et des préjugés des employés et des fonctionnaires du secteur bancaire.⁵⁷

⁵⁴ WOCCU y USAID. 2020. Proyecto de inclusión económica, Estudio de Inclusión Financiera de Refugiados y Migrantes Venezolanos y Población local en las ciudades de Lima (Perú), Quito y Guayaquil (Ecuador). Disponible à l'adresse : <https://www.r4v.info/es/document/woccu-estudio-de-inclusion-financiera-de-refugiados-y-migrantes-venezolanos-y-poblacion>.

⁵⁵ INEI. 2019. INEI Resultados del ENPOVE 2018. Informations fournies par l'enquête. <https://www.r4v.info/en/node/3835>. INEI. 2022. Condiciones de vida de la Población Venezolana que reside en el Perú. Resultados de la II ENPOVE 2022. Disponible à l'adresse : https://www.r4v.info/es/document/INEI_ENPOVE_2022.

⁵⁶ République de l'Équateur. 2014. Código Orgánico Monetario y Financiero. Disponible à l'adresse : <http://www.pge.gob.ec/documents/Transparencia/antilavado/REGISTROOFICIAL332.pdf>.

⁵⁷ Informations fournies par l'enquête.

3.2.2. CRESPECT D'EXIGENCES SPÉCIFIQUES, NOTAMMENT EN MATIÈRE D'IDENTIFICATION

En règle générale, les cadres de connaissance du client et de vigilance à l'égard de la clientèle exigent que les consommateurs présentent des documents d'identification valides et vérifiables pour accéder aux services financiers formels, tels que l'ouverture d'un compte bancaire ou l'accès à des produits d'assurance-crédit. Le respect de ces exigences devient un obstacle à l'accès lorsque les personnes en situation de mobilité (qu'il s'agisse de personnes en transit, de migrants, de rapatriés ou de réfugiés) ne disposent pas des documents nécessaires pour se conformer à ces exigences, soit parce qu'elles quittent leur pays sans leur passeport, leur état civil ou d'autres documents d'identification (comme cela peut être le cas pour les migrants et les réfugiés de pays de la région tels que le Venezuela ou Cuba), soit parce que, bien qu'ayant un passeport, elles ont un statut d'immigration irrégulier et ne peuvent pas avoir accès au système. Il y a aussi des personnes en déplacement qui, même si elles ont un statut administratif régulier tel qu'un permis spécifique qui les autorise à rester dans le pays de destination, ne peuvent toujours pas accéder au système financier en raison de l'incapacité du système bancaire à adapter les systèmes d'identification préétablis. Des pays comme la Colombie ont documenté de telles difficultés avec le permis spécial de permanence.⁵⁸



EXIGENCES EN MATIÈRE D'IDENTIFICATION DANS LES PAYS DE LA RÉGION LAC

Sept participants à l'enquête AFI ont déclaré que les migrants en situation irrégulière et ceux qui n'ont pas d'adresse stable ne peuvent accéder à aucun type de produit, tandis que quatre ont souligné qu'ils ne peuvent accéder qu'à certains services.

Bien que dans des pays comme la Colombie, le Mexique et le Pérou, il existe des réglementations spécifiques qui permettent d'autres documents d'identification pour satisfaire aux exigences de KYC et CDD, les institutions financières n'utilisent généralement pas ces flexibilités. Cela est dû en grande partie au manque de connaissance et de clarté de ces réglementations parmi les institutions financières, ainsi qu'à un manque de motivation pour en tirer parti afin de faire progresser l'inclusion financière de la population migrante.⁵⁹ Au Mexique, les dispositions générales de l'article 115 de la loi sur les établissements de crédit relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme établissent un cadre de connaissance du client

(KYC) à plusieurs niveaux, fondé sur le risque, qui permet de simplifier les contrôles préalables lors de l'ouverture d'un compte bancaire pour certains niveaux. Il existe quatre niveaux différents, en fonction du risque du client. Les niveaux 1 et 2 sont des comptes de dépôt bancaire de base qui visent à améliorer l'accès financier des groupes exclus. En mars 2022, le ministère des finances et du crédit public a publié des amendements à cette loi dans le Journal officiel fédéral afin de promouvoir l'inclusion financière des réfugiés et des rapatriés au Mexique. Ils ont promulgué le Numéro unique d'enregistrement de la population (CURP, pour son sigle en espagnol) pour les rapatriés mexicains, délivré par le Registre national de la population et les identifications valides délivrées par l'Institut national de la migration (Instituto Nacional de Migración de Mexico, INM) avec lesquelles les migrants peuvent prouver leur séjour régulier dans le pays afin que les banques puissent ensuite accepter d'ouvrir des comptes bancaires de niveau 2 pour eux.

Au Costa Rica, les institutions financières ne rencontrent pas de problèmes majeurs pour identifier la population migrante en vue de l'inclusion financière, car les migrants se voient délivrer le document d'identité migratoire pour les étrangers, qui leur permet d'accéder aux mêmes services que n'importe quel ressortissant national.

Selon les réponses à l'enquête, au Pérou, la population migrante possède un large éventail de documents d'identité avec des périodes de validité variables, ce qui crée une incertitude à la fois pour les migrants et pour les institutions financières. Bien que les services d'immigration péruviens disposent de systèmes permettant de vérifier l'identité des étrangers par le biais de liens Internet ou de codes QR gratuits figurant sur les documents physiques, les données contenues dans ces systèmes sont encore très limitées pour garantir une vérification efficace et sans heurts. Actuellement, il n'est pas possible de procéder à une vérification biométrique et il n'y a pas d'interopérabilité entre les systèmes des deux autorités d'immigration.⁶⁰

Voici l'expérience spécifique du Pérou :

“ En 2022, le [SBS] a préparé une étude diagnostique sur l'accès aux services financiers par la population réfugiée et migrante, qui a révélé qu'au 31 décembre 2021, sur 830 000 comptes (épargne, chèque, salaire, vue, à terme fixe, basique) et 80 000 prêts souscrits par des étrangers, 75 % et 93 % d'entre eux, respectivement, avaient été ouverts avec une carte d'identité d'étranger. Par conséquent, il a été observé que la population identifiée avec une carte d'immigré pouvait accéder plus facilement au système financier, bien que ce groupe représente

⁵⁸ Voir : Migra Venezuela. 2017. ¿Cómo va la inclusión financiera de los migrantes venezolanos en el país? Disponible à l'adresse : <https://migravenezuela.com/economia/como-va-la-inclusion-financiera-de-los-migrantes-venezolanos-en-el-pais>.

⁵⁹ Entretien avec un informateur clé.

⁶⁰ IFC- UNHCR 2023. Inclusion financière et économique des migrants et réfugiés vénézuéliens au Pérou - évaluation GAP. Source : <https://reliefweb.int/report/peru/financial-and-economic-inclusion-venezuelan-migrants-and-refugees-peru-gap-assessment>

environ 30 pour cent de la population réfugiée et migrante au Pérou, générant un écart par rapport aux personnes ayant d'autres documents d'identité, qui sont considérés comme valides par les autorités d'immigration".⁶¹

En République dominicaine, les autorités n'ont pas les moyens de vérifier les documents d'identification des migrants. Toutefois, le plan de normalisation pour les citoyens vénézuéliens a joué un rôle fondamental en permettant aux migrants d'accéder au secteur financier. L'OIT rapporte que 95 % des femmes et 100 % des hommes consultés ont déclaré avoir un compte bancaire à leur nom grâce à ce mécanisme.

Enfin, un autre problème lié à la vérification de l'identité des migrants a été souligné lors des entretiens avec les informateurs clés. Les personnes qui passent d'un statut migratoire à un autre rencontrent des difficultés : par exemple celles qui, après avoir eu un document d'identification temporaire, en obtiennent un autre ou acquièrent même la nationalité. Bien que la personne ne perde pas son identité, dans des pays comme la Colombie, elle perd ses antécédents en matière de crédit. Elle doit fermer et rouvrir des comptes bancaires, car il n'existe aucun mécanisme permettant de communiquer le changement d'identité.



SOLUTIONS POUR SURMONTER LES DIFFICULTÉS LIÉES À L'IDENTIFICATION

L'étude a identifié des solutions potentielles pour surmonter ces difficultés. Tout d'abord, il faut envisager des technologies biométriques pour vérifier les données d'identification, comme dans le cas de l'Équateur.



MEILLEURES PRATIQUES 2 : VÉRIFICATION DE L'IDENTITÉ

En Équateur, les institutions financières collaborent avec des organisations spécialisées et gouvernementales pour vérifier l'identité des personnes en mobilité humaine. Ces organisations peuvent fournir des informations supplémentaires ou des services de vérification. En outre, les technologies biométriques, telles que la reconnaissance faciale ou les empreintes digitales, sont utilisées lorsque les documents traditionnels ne sont pas disponibles.⁶²

⁶¹ Les entités du système financier péruvien ont été consultées sur les limitations opérationnelles ou les obstacles à la conclusion de contrats de services ou de produits financiers avec la population migrante. Ces obstacles comprennent l'absence de mécanismes appropriés de validation de l'identité et l'impossibilité d'accéder aux informations biométriques, la complexité et la diversité des documents d'immigration et l'absence de régularisation des documents. SBS. 2022. Acceso al sistema financiero por parte de la población migrante y refugiada en el Perú. Disponible à l'adresse : https://www.sbs.gob.pe/Portals/4/jer/PUB-NOTA-POLITUCA/NOTA-SBS-9_Acceso%20al%20SF%20Migrantes%20y%20Refugiados.pdf. Informations fournies par l'enquête.

Deuxièmement, les experts soulignent l'importance de⁶² travailler avec les autorités chargées de l'immigration, notamment pour les faire participer dans l'écosystème de l'inclusion financière afin qu'elles puissent joindre leurs efforts à ceux des institutions financières pour vérifier l'identité des migrants en vue d'un processus d'ouverture de compte plus efficace.⁶³

Troisièmement, au Brésil, en Colombie, en Équateur,⁶⁴ et au Pérou, des lignes directrices ont été préparées pour les institutions financières afin de les informer sur les documents délivrés par les autorités d'immigration qui peuvent être pris en compte pour l'ouverture de comptes, ainsi que sur les besoins et profils uniques des migrants en matière d'inclusion financière.⁶⁵ Par exemple, le SBS, la Surintendance nationale de l'immigration du Pérou, le ministère des Affaires étrangères et le WOCCU ont préparé un guide comprenant une section sur le profil des migrants⁶⁶ et ont organisé des ateliers de diffusion à l'intention des autorités des institutions financières.⁶⁷ La CFI et le HCR ont soutenu la préparation du guide au Brésil.⁶⁸ Cet effort pour assurer la clarté réglementaire parmi les institutions financières est une étape importante et efficace pour faire progresser l'inclusion financière des migrants.

Enfin, au Mexique, la CNBV a participé à la table ronde thématique sur l'inclusion dans le monde du travail organisée par la Commission mexicaine INM pour l'aide aux réfugiés. Le personnel du Banco del Bienestar a également été formé sur les différents documents d'identification acceptables pour les demandeurs d'asile, les réfugiés et les bénéficiaires d'une protection complémentaire. A la demande de la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés, une lettre a été envoyée pour informer les institutions bancaires des caractéristiques des nouvelles cartes d'immigration émises par l'INM.

⁶² Registre civil. IESS implementa validación biométrica para datos bancarios. Disponible à l'adresse : <https://www.registrocivil.gob.ec/publicado-8-de-abril-de-2015-audios-noticias-ies-iiimplementa-validacion-biometrica-para-datos-bancarios>.

⁶³ Informations recueillies lors d'un entretien semi-structuré avec Felipe Muñoz du BID.

⁶⁴ USAID et Conseil mondial de l'Équateur. 2023. Guía para la inclusión financiera - Población en movilidad humana. Disponible à l'adresse : <https://www.r4v.info/es/document/world-council-ecuador-guia-para-la-inclusion-financiera-poblacion-en-movilidad-humana>.

⁶⁵ ASOBANCARIA. 2022. Guía para la adopción del Permiso por Protección Temporal para Venezolanos PPT en el Sistema Financiero colombiano. Disponible à l'adresse : <https://www.asobancaria.com/books/guia-verificacion-de-identidad>.

⁶⁶ SBS et WOCCU. 2023. Guía práctica para la inclusión Financiera, Población refugiada y Migrante. Disponible à l'adresse : https://www.sbs.gob.pe/Portals/3/jer/Materiales_EF/2023/GuiaPracticaPoblacionRefugiadaMigranteDigital.pdf.

⁶⁷ SBS. 2022. Realizan primer taller de difusión de la Guía Práctica para la Inclusión Financiera de la población refugiada y migrante. Available at: <https://www.sbs.gob.pe/noticia/detallenoticia/idnoticia/2675?title=Realizan%20primer%20taller%20de%20difusi%C3%B3n%20de%20la%20Gu%C3%ADa%20Pr%C3%A1ctica%20para%20la%20Inclusi%C3%B3n%20Financiera%20de%20la%20poblaci%C3%B3n%20refugiada%20y%20migrante>. SBS. <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7100953668719423488>.

⁶⁸ Portail FinDev. 2023. Inclusión financiera para refugiados y migrantes en América Latina : Una oportunidad de mercado para los proveedores de servicios financieros. Disponible à l'adresse : <https://www.findevgateway.org/es/blog/2023/06/inclusion-financiera-para-refugiados-y-migrantes-en-america-latina>.

3.2.3. DIFFICULTÉS LIÉES À LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS DE CRÉDIT DANS LE PAYS D'ARRIVÉE

Bien qu'ils aient accès à des comptes bancaires, des assurances et du crédit dans leur pays d'origine, les migrants ne peuvent pas emporter ces informations avec eux lorsqu'ils émigrent, ce qui limite leur capacité à accéder aux services financiers formels dans leur nouveau lieu de résidence. La région LAC ne dispose pas de bases de données croisées ou de mécanismes de collaboration entre les centrales de risques des différents pays, qui permettraient de transférer les antécédents de crédit et les habitudes financières des migrants avant leur migration. L'OIM a souligné que l'impossibilité de vérifier les antécédents de crédit de cette manière affecte non seulement la population migrante internationale, mais aussi la population rurale locale vivant loin des centres urbains. Cela empêche les migrants d'accéder aux facilités de crédit et à leurs montants. Certaines personnes interviewées ont indiqué que plusieurs pays disposent de ces centres de risque et pourraient également disposer d'informations. Cependant, il existe encore des obstacles en termes de gestion des données confidentielles et de normes de risque.

En Colombie, les sociétés de microfinance telles que Bancamía ont acquis de l'expérience dans la création de produits adaptés aux personnes à faibles revenus et ayant peu ou pas d'antécédents en matière de crédit lorsque le pays fut confronté au déplacement interne de plus de cinq millions de personnes.⁶⁹ Cela les a amenées à proposer des méthodes alternatives de vérification des antécédents de crédit qui ne cherchent pas à savoir si la personne a la capacité de payer, mais plutôt son intention de le faire, en utilisant d'autres types de variables ou de scores alternatifs.⁷⁰

Les entreprises FinTech ont collecté des données sur leurs utilisateurs, ce qui les a incitées à développer des scores alternatifs qui sont décrits comme très alignés sur le comportement de paiement et comme de très bons prédicteurs.⁷¹ L'expérience de Claro en Colombie est remarquable. L'entreprise s'appuie sur ses produits et services pour prédire le comportement des clients, par exemple en observant les obligations de paiement liées aux lignes téléphoniques et aux recharges, ainsi que les comportements des clients en matière de paiement pour l'acquisition de technologies, comme l'achat de téléphones portables par versements échelonnés, pour prédire le comportement de paiement. Bien que ce modèle n'ait pas été exclusivement conçu pour la population migrante, il lui a permis d'accéder à des services financiers. Des expériences similaires ont été menées au Kenya, en Tanzanie et aux États-Unis.

⁶⁹ Entretien avec un informateur clé.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ Ibid.



MEILLEURES PRATIQUES 3 : LA SOLVABILITÉ PAR TÉLÉPHONE

- ✓ Le PERC, un groupe de réflexion basé aux États-Unis, propose d'utiliser des données alternatives dans les rapports de crédit, y compris les loyers, les services publics et les paiements de téléphone portable, comme outil de prédiction de la solvabilité qui pourrait être incorporé dans les modèles d'évaluation du crédit.⁷³
- ✓ Lancé par la Commercial Bank of Africa et Safaricom au Kenya en 2012, MShwari utilise l'utilisation du téléphone et l'activité de l'argent mobile des clients pour prendre des décisions en matière d'évaluation du crédit.⁷⁴

First Access⁷⁵ en Tanzanie et InVenture⁷⁶ au Kenya utilisent l'historique des téléphones mobiles prépayés pour évaluer la solvabilité des emprunteurs pour le compte des institutions de microfinance. En cas d'acceptation, les enregistrements téléphoniques des clients sont analysés pour générer une recommandation de prêt.



PORTABILITÉ DES ANTÉCÉDENTS DE CRÉDIT EN EUROPE : LE CAS DE L'UKRAINE

Les personnes qui quittent l'Ukraine et s'installent dans les pays voisins peuvent accéder à leur historique de crédit ukrainien en faisant une demande de crédit dans des pays tels que la Pologne, la Roumanie et la Moldavie. En 2001, une directive sur la protection temporaire a été publiée à titre de mesure exceptionnelle pour fournir une protection immédiate et temporaire aux personnes déplacées originaires de pays non-membres de l'UE qui ne sont pas en mesure de retourner dans leur pays d'origine, et elle fournit à l'UE un outil pour faire face à de telles situations. Lorsqu'un client s'adresse à une institution financière, le bureau d'information sur le crédit (BIC) d'un pays se connecte à celui d'un autre pays, avec l'autorisation préalable du client. Cette consolidation des informations est possible grâce aux corridors de données numériques.

⁷² Ibid.

⁷³ PERC. 2009. Nouveau au crédit à partir de données alternatives. Disponible à l'adresse : https://www.perc.net/wp-content/uploads/2013/09/New_to_Credit_from_Alternative_Data_0.pdf.

⁷⁴ Rapport d'avancement sur l'inclusion financière. 2020. Disponible à l'adresse : <http://www.fi2020progressreport.org/addressing-customer-needs>.

⁷⁵ Premier accès. Crédit personnalisé. Disponible à l'adresse : <http://www.firstaccessmarket.com>.

⁷⁶ Dans le domaine du risque. Crédit personnalisé. Disponible à l'adresse : <https://inventure.com>.

Le projet mené par la SFI s'attaque au problème des Ukrainiens qui, en fuyant la guerre, ont égaré des documents financiers. En l'absence d'un mécanisme permettant aux banques polonaises de communiquer avec les banques ukrainiennes, l'accès à l'emploi, au logement et aux services bancaires est limité. Les corridors de données numériques facilitent la connexion électronique entre les entités financières de différents pays, ce qui permet d'obtenir en temps réel des historiques de crédit internationaux, des vérifications d'identité et des données sur les transactions bancaires. Ce projet, mené en collaboration avec la Banque nationale d'Ukraine, les BIC ukrainiens, l'Association des fournisseurs d'informations sur le crédit à la consommation et le groupe BIK de Pologne, est déjà opérationnel en République tchèque, en Géorgie, en Lettonie et en Pologne.⁷⁷



MEILLEURES PRATIQUES 4 : L'ÉVALUATION DU CRÉDIT

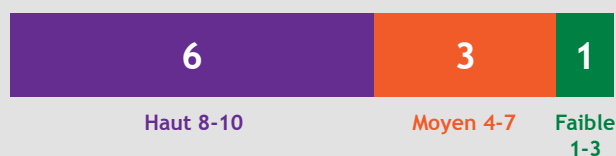
PAYS- RÉGION	ENTITÉ	DESCRIPTION
Argentine (champ d'application aussi pour le Mexique, le Paraguay et l'Uruguay, 2019)	<u>FINDO</u>	Un logiciel qui génère un "score-mobile" pour gérer le risque financier à partir de "points de données" en temps réel sur la base des activités de transaction effectuées à partir du téléphone portable, évalue la volonté et la capacité de paiement des personnes qui n'ont pas d'antécédents en matière de crédit, en montrant les migrants comme des clients potentiels.
ÉTATS-UNIS, LAC	<u>QUASH</u>	Lauréats du laboratoire CAF. Leur version 2021 propose des méthodes alternatives pour préparer les scores de crédit, y compris des facteurs tels que les variables psychométriques, les informations LinkedIn, les métadonnées et le paiement des services publics.

⁷⁷ IFC. 2022. Les réfugiés ukrainiens accèdent au financement par le biais de nouveaux corridors de données numériques. Disponible à l'adresse : <https://www.ifc.org/en/stories/2022/ukraine-refugees-digital-data-corridor>.

3.2.4. RISQUE DE NON-PAIEMENT

L'incapacité des migrants de présenter des garanties qu'ils peuvent couvrir leurs obligations de paiement est étroitement liée au problème de la cote de crédit. Les membres de l'AFI ont identifié le risque de défaut de paiement comme un obstacle majeur à l'inclusion financière des migrants, six répondants à l'enquête lui accordant la note la plus élevée.

FIGURE 8. CLASSEMENT DU RISQUE DE NON-PAIEMENT POUR LA POPULATION MIGRANTE



Des études sur la population migrante dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont aidé à surmonter les stéréotypes sur les migrants et leur incapacité à rembourser les crédits et les prêts. Ces études ont notamment établi que, contrairement à la croyance populaire, dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes, la population migrante vénézuélienne a en effet de bons antécédents en matière de paiement.⁷⁸

En ce qui concerne la contribution possible des migrants à l'économie des pays d'accueil, des études ont été menées dans des pays comme la Colombie, où, selon la Banque mondiale, "les migrants représentent un bonus démographique pour le pays, ce qui se traduit par une population plus jeune que la moyenne nationale en âge de travailler et contribue à l'économie avec des compétences, des connaissances et des dispositions complémentaires à celles des communautés d'accueil".⁷⁹

En l'absence de garants pour couvrir les crédits des migrants, le FENU partage le fait qu'il y a un retard dans la région par rapport à d'autres parties du monde, comme démontré ci-dessous.

⁷⁸ Entretien avec un informateur clé. La SFI au Pérou a précisé l'évaluation du retard en fournissant une analyse spécifique sur les opportunités de marché pour la population migrante. Voir : SFI. 2022. Inclusión financiera y económica de los migrantes y refugiados venezolanos en el Perú : Evaluación de Brechas. Disponible à l'adresse : <https://www.r4v.info/sites/default/files/2023-10/IFC-%20Estudio%20de%20Brechas%20Refugiados%20y%20Migrantes%20en%20Per%C3%BA.pdf>.

⁷⁹ Banque mondiale. 2022. Notes sectorielles de politique. Available at: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099545009122237230/pdf/P17786906ffe9a02d0b98907940d5fb95f0.pdf>. Pour la diaspora vénézuélienne au Pérou, voir : VOA. 2023. Banco Mundial : Diáspora venezolana en Colombia y Perú es competitiva. Vidéo disponible à l'adresse : <https://www.vozdeamerica.com/a/banco-mundial-diaspora-venezolana-en-colombia-y-peru-es-competitiva/6999706.html>.



MEILLEURES PRATIQUES 5: UNE ALTERNATIVE À L'OCTROI DE GARANTIES

En Belgique, MicroStart offre aux migrants une alternative pour accéder aux prêts lorsqu'ils ne peuvent pas fournir une garantie personnelle de 50 % de la part d'un garant. Il permet aux clients d'ouvrir un compte bancaire séparé avec un dépôt en espèces en guise de garantie pour le prêt. Une fois que le client a épargné suffisamment, il peut prétendre à un prêt.⁸⁰

Au Royaume-Uni, les migrants peuvent utiliser un prestataire de services numériques pour envoyer de l'argent en Gambie et payer les factures d'eau et d'électricité des membres de leur famille.⁸¹

3.2.5. MANQUE D'ÉDUCATION FINANCIÈRE

L'éducation financière permettra aux migrants d'accéder aux services financiers formels et de les utiliser afin d'améliorer leur santé financière. Bien que leur niveau d'éducation soit généralement plus élevé en moyenne que celui des populations d'accueil,⁸² la migration peut parfois modifier leur vocation professionnelle, ce qui implique des défis lorsqu'il s'agit de mener à bien de nouveaux projets de travail et de production, d'où la nécessité d'accéder à l'éducation financière.

Le BID a noté que, dans la région LAC, les immigrants sont plus susceptibles d'avoir un niveau d'éducation élevé que leurs homologues autochtones, avec une marge dépassant souvent dix points de pourcentage. Cependant, ces niveaux de compétences plus élevés ne se traduisent pas toujours par des emplois qui les utilisent efficacement. "

⁸⁰ FI Compass. 2022. MicroStart: pequeños préstamos para grandes pasos en una nueva patria. Disponible en: <https://www.fi-compass.eu/stories/microstart-small-loans-big-steps-new-homeland> Ver también: ENM Magazine. 2013. La inclusión financiera de los migrantes en la UE: ¿qué papel para el sector de las microfinanzas? Disponible en: https://www.european-microfinance.org/sites/default/files/document/file/3.EMN%20Magazine_March_2013_Migration%202103_2013.pdf.

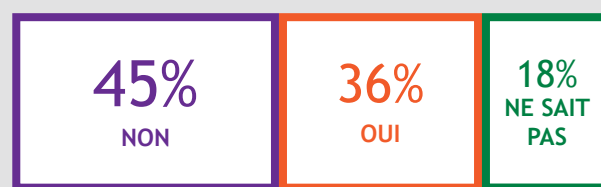
⁸¹ FENU. 2022. Accès et utilisation des transferts de fonds numériques : Une étude de cas de Ping Money en Gambie. Disponible à l'adresse : <https://migrantmoney.uncdf.org/resources/insights/a-case-study-of-ping-money-in-the-gambia>.

⁸² En savoir plus sur le niveau d'éducation des migrants dans les pays voisins. Venezuela : Banque mondiale. 2023. Notas sectoriales de política pública : migración. Disponible à l'adresse <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099545009122237230/pdf/P17786906ffe9a02d0b98907940d5fb95f0.pdf> Pérou : VOA. 2021. Casi la mitad de los venezolanos en Perú tiene educación universitaria o técnica. Disponible à l'adresse : <https://www.vozdeamerica.com/a/inmigracion-casi-la-mitad-de-los-venezolanos-peru-educacion-universitaria-o-tecnica/6083020.html>. Le débat sur le niveau d'éducation des migrants par rapport au niveau d'éducation de la population générale, voir : de Haas, Hein, Mathias Czaika, Marie-Laurence Flahaux, Edo Mahendra, Katharina Natter, Simona Vezzoli, et María Villares-Varela. 2019. "Migrations internationales : Tendances, déterminants et effets des politiques". Revue de la population et du développement 45 (4). Wiley : 885-922. doi:10.1111/padr.12291.

Les immigrants ayant un niveau d'éducation élevé sont plus susceptibles d'occuper des emplois peu qualifiés que leurs homologues natifs ayant un niveau d'éducation élevé : 27 % contre 19 % en moyenne.⁸³

Dans l'enquête, les membres de l'AFI ont été interrogés sur les services financiers offerts aux migrants et aux compatriotes à l'étranger, car cette question avait déjà été identifiée comme un obstacle à leur inclusion financière.

FIGURE 9. PROGRAMMES DE FORMATION SUR LES SERVICES FINANCIERS POUR LES MIGRANTS ET LES COMPATRIOTES À L'ÉTRANGER ET LEURS FAMILLES



Dans certains pays de la région, des mesures ont été prises pour élaborer des guides à l'intention de la population migrante qui indiquent les étapes à suivre et les conditions requises pour accéder au système financier. L'éducation financière fait également partie des processus d'accompagnement et d'accélération d'entreprises proposés par les FinTechs et les fondations. Parmi les exemples, on peut citer la brochure d'information financière pour les migrants et les réfugiés élaborée au Brésil par l'OIM, le HCR, la Banque centrale du Brésil et d'autres,⁸⁴ et celle élaborée en Colombie par l'OIT, le PNUD et d'autres.⁸⁵ Bancamía en Colombie s'efforce de dispenser une éducation financière aux migrants en Colombie avec le soutien de l'USAID.⁸⁶ La fondation Santodomingo en Colombie propose une éducation financière aux migrants avec l'appui des universités.

⁸³ BID. 2023. ¿En qué situación están los migrantes en América Latina y el Caribe?. Disponible en: <https://publications.iadb.org/publications/spanish/viewer/En-que-situacion-estan-los-migrantes-en-América-Latina-y-el-Caribe-mapeo-de-la-integracion-socioeconomica.pdf>.

⁸⁴ BCB. 2023. Folleto de información Financiera para Migrantes y Refugiados. Disponible à l'adresse : https://www.bcb.gov.br/content/cidadaniafinanceira/documentos_cidadania/Cartilha_Migrantes_Refugiados_cartilha_BC_ESPANHOL.pdf.

⁸⁵ OIT, PNUD, HCR, USAID et OIM. 2021. Comment accéder et utiliser le système financier colombien ? Guide d'orientation sur l'inclusion financière pour les réfugiés et les migrants du Venezuela. Disponible à l'adresse : <https://www.r4v.info/es/document/colombia-como-acceder-y-hacer-uso-del-sistema-financiero-colombiano-guia-de-orientacion>.

⁸⁶ Entretien avec Bancamía.

Au Pérou, la SBS a donné des conférences sur l'éducation financière dans le cadre du programme "Les finances pour vous" en association avec des organisations telles que Care et l'OIM.⁸⁷ WOCCU et Care Perú, en alliance avec des entités financières telles que Financiera Confianza, ont également organisé des discussions en matière d'éducation financière avec des populations réfugiées et migrantes. Enfin, la Sparkassenstiftung allemande a cherché à améliorer les capacités de prise de décision financière et économique de la population migrante en Colombie, en Équateur et au Pérou.⁸⁸

Au Panama, Microserfin et l'OIM ont organisé des ateliers de formation pour améliorer la prise de décision financière et cultiver des habitudes financières positives chez les migrants, notamment en encourageant l'épargne, en atténuant les impacts liés aux situations d'urgence et en promouvant les investissements productifs.⁸⁹

L'Association hondurienne des institutions bancaires, qui dirige le projet "Les amis du migrant", collabore avec Real LEDGE Honduras pour offrir des diplômes d'entrepreneuriat aux migrants de retour au Honduras. Ce programme se concentre sur la formation des migrants de retour dans des domaines fondamentaux, y compris la création d'entreprise, la planification d'entreprise, la comptabilité analytique, le marketing et le service client.⁹⁰

Le ministère des affaires étrangères du Mexique, par l'intermédiaire de l'Institut des Mexicains à l'étranger, en collaboration avec les représentations mexicaines à l'étranger (ambassades, consulats, etc.) et les alliés des secteurs financiers publics et privés nationaux et locaux, organise une semaine d'éducation financière complète pour les Mexicains à l'étranger (Semana de Educación Financiera Integral para Mexicanos en el Exterior) dans le but de fournir des conseils et des informations à la communauté mexicaine résidant à l'étranger sur les questions d'accès à l'inclusion et à l'éducation financière.⁹¹

⁸⁷ SBS. Finanzas para Ti. Disponible à l'adresse : <https://www.sbs.gob.pe/educacion-financiera/finanzas-para-ti>.

⁸⁸ Informations tirées de l'enquête. Sparkassenstiftung. Réduire la pauvreté et la faim parmi les réfugiés vénézuéliens en améliorant leur intégration économique en Colombie et au Pérou. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.sparkassenstiftung.de/en/projects/worldwide-projects/detail/reducing-poverty-and-hunger-of-venezuelan-migrants-through-improved-economic-integration-in-ecuador-colombia-and-peru-1119>.

⁸⁹ OIM. 2023. Microserfin apoya a OIM en el fortalecimiento de capacidades financieras de la población migrante en Panamá. Disponible à l'adresse : <https://panama.iom.int/es/news/microserfin-apoya-oim-en-el-fortalecimiento-de-capacidades-financieras-de-la-poblacion-migrante-en-panama>.

⁹⁰ Ahiba. Amigos del Migrante. Disponible à l'adresse : <https://ahiba.hn/amigosdelmigrante/#AMQUIENES>.

⁹¹ IME. 2022. Semana de Educación Financiera Integral para Mexicanos en el Exterior. Disponible à l'adresse : <https://ime.gob.mx/vaf/programa/sefime>.



MEILLEURE PRATIQUE 6: STRATÉGIES DE FORMATION POUR LA POPULATION MIGRANTE

RevolutionCredit, un ancien prêteur en ligne aux États-Unis, proposait des cours et des vidéos en ligne pour améliorer les connaissances financières de tout un chacun. Lorsque les clients suivaient un cours ou regardaient une vidéo, ils étaient enregistrés dans leur profil client. RevolutionCredit n'avait pas pour but de remplacer les scores de crédit. "Il s'agit plutôt d'un booster", explique son fondateur, Zaydoon Munir.⁹² Même si cette initiative n'est plus disponible, elle pourrait être considérée comme un bon exemple à reproduire.⁹³

3.2.6. LE CARACTÈRE TEMPORAIRE DES MIGRATIONS

Certaines migrations à court terme et de transit sont entravées par la temporalité, ce qui rend l'inclusion financière difficile. En Équateur, ce facteur a été signalé comme entravant l'accès aux services de crédit financier, en particulier par le biais des coopératives.⁹⁴

La difficulté d'établir le domicile des migrants a été mentionnée comme un élément important à quatre reprises lors de l'enquête auprès des membres de l'AFI. Pour répondre aux difficultés liées à l'absence d'un lieu de séjour fixe, des institutions comme le Réseau Calp proposent une approche pour faciliter l'envoi d'aide aux personnes en transit basée sur une intervention sur les itinéraires plutôt que sur les lieux de destination. Cependant, ces types d'interventions cherchent à répondre aux besoins spécifiques de la population mobile plutôt qu'à générer une inclusion financière à moyen et long terme.⁹⁵

⁹² Rapport d'avancement sur l'inclusion financière. 2020. Disponible à l'adresse : <http://www.fi2020progressreport.org/addressing-customer-needs>

⁹³ Le Projet Index. Crédit Révolutionnaire. Disponible à l'adresse : <https://theindexproject.org/award/nominees/5397>

⁹⁴ Entretien avec un représentant de l'AFI en Équateur.

⁹⁵ Entretien avec un informateur clé.

SECTION 3: OFFRE ET DEMANDE DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS POUR LES MIGRANTS ET LEURS FAMILLES

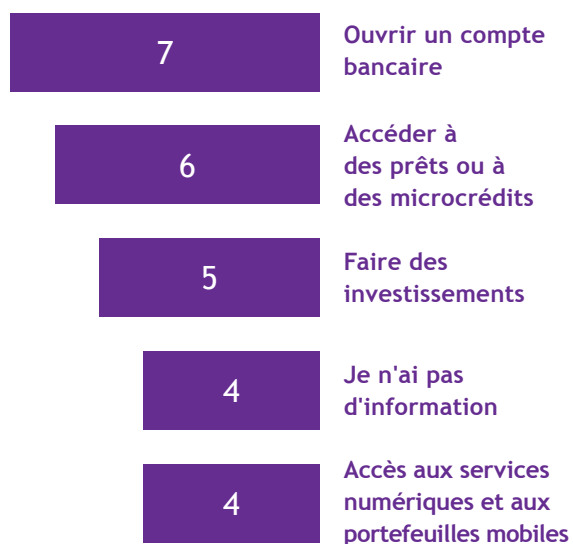


L'offre et la demande de services et de produits financiers pour la population migrante dans la région ont augmenté au fur et à mesure que ces flux sont devenus plus constants et plus durables. Bien que cette étude n'examine pas de manière exhaustive tous les produits et services disponibles, elle met en lumière ceux qui ont été jugés pertinents par les membres de l'AFI et les experts régionaux.

4. PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS OFFERTS À LA POPULATION MIGRANTE ET À LEURS FAMILLES

La fourniture de produits et de services financiers à la population migrante permet d'offrir des services financiers conventionnels, tels que l'ouverture de comptes, l'accès au crédit et l'assurance. En outre, il est possible d'adapter les services traditionnels et d'utiliser la technologie pour fournir des produits et des services visant à surmonter les défis de l'inclusion financière. En ce qui concerne les services nécessitant le respect d'exigences particulières pour les migrants, la **figure 11** montre que les services les plus référencés sont l'ouverture de comptes bancaires et l'accès au crédit.

FIGURE 10. SERVICES NÉCESSITANT DES CONDITIONS PARTICULIÈRES POUR LES MIGRANTS



L'enquête a posé la question de la possibilité d'assouplir les exigences en matière de connaissance du client afin d'offrir des services à la population migrante par le biais de politiques spécifiques. Deux répondants ont indiqué que ce n'était pas possible (Haïti et Suriname). Le représentant du Salvador a déclaré que ce service n'était pas destiné à la population en situation administrative irrégulière. Le représentant du Paraguay a indiqué qu'il n'était pas au courant de l'existence de ces produits. D'autres participants ont mentionné la possibilité d'accéder à des comptes basiques et à du crédit d'un montant limité sur présentation d'une pièce d'identité au Costa Rica et au Pérou. L'ouverture d'un compte avec une diligence raisonnable simplifiée est également possible aux Bahamas, en République dominicaine et au Salvador. En 2018, les exigences en matière de KYC ont été assouplies aux Bahamas pour les utilisateurs de portefeuilles numériques. Enfin, en République dominicaine et en Équateur, l'assouplissement des exigences dépend du profil de risque. Il est frappant de constater que les pays où les flux migratoires sont les plus importants sont ceux qui affirment avoir conçu des mécanismes d'assouplissement des exigences en matière de KYC.

Enfin, l'enquête a demandé aux personnes interviewées si elles connaissaient des services conçus exclusivement pour les étrangers ou les rapatriés ; sept ont répondu par la négative et quatre par l'affirmative.

Cette étude a démontré qu'il existe des stratégies d'inclusion financière et des services ciblés. Certains d'entre eux sont proposés par des banques traditionnelles, d'autres par des coopératives, et d'autres encore par des stratégies de finance numérique. Les canaux qui ont été identifiés pour offrir ces services comprennent les entités bancaires, les coopératives, les microfinances, les FinTech, les interventions basées sur l'argent liquide et les organisations de coopération internationale. Le **tableau 2** présente une description non exhaustive des services proposés à la population migrante dans certains pays de la région.

TABLEAU 2. SERVICES OFFERTS À LA POPULATION MIGRANTE DANS CERTAINS PAYS DE LA RÉGION

PAYS	INSTITUTION	SERVICE	POPULATION CIBLE	COMMENTAIRES
BRÉSIL	Auxilio Brasil	Programme social de transfert de revenus visant à réduire les situations de pauvreté et d'extrême pauvreté des familles.	Compatriotes et migrants, quel que soit leur statut d'immigration	Les ressources sont transférées sur un compte bancaire ou un compte numérique.
CHILI	Banco del Estado	CuentaRUT	Pour les Chiliens et les migrants en situation régulière (carte d'identité nationale en cours de validité requise).	Comptes d'épargne, transfert d'argent sans frais.
COLOMBIE	Bancamía	Institution de microfinance proposant des formations pour les partenaires commerciaux, l'accès au crédit, l'épargne, les certificats de dépôt à terme (CDT), l'assurance et le paiement de mandats internationaux pour la population migrante, y compris des services numériques.	Population migrante vénézuélienne en Colombie	Elles ont fait œuvre de pionnier dans la région en offrant des services financiers à la population migrante et le plus large portefeuille de services à leur disposition.
COLOMBIE	Daviplata	Portefeuille numérique	Toute personne, y compris la population migrante, munie d'un document d'identification, y compris la population migrante (carte d'immigration, permis de protection temporaire (PPT)).	Daviplata fait partie intégrante de la banque Davivienda. C'est le portefeuille numérique qui apporte le plus d' transferts en Colombie (73 000 personnes du Chili, d'Espagne et des États-Unis l'ont utilisé pour envoyer de l'argent).
COSTA RICA	Banque Nationale	Compte bancaire	Migrants et demandeurs d'asile	Elle a obtenu le label "Vivre l'intégration" pour avoir été la première banque du pays à ouvrir des comptes pour les migrants ou les demandeurs d'asile.
ÉQUATEUR	Banco Pichincha	Système de code pour la réception et le retrait de l'aide humanitaire, compte Xperta pour les populations réfugiées et campagnes d'éducation financière.	Migrants et réfugiés	En collaboration avec la Société hébraïque d'aide aux immigrants et le HCR. Les migrants peuvent retirer de l'argent aux distributeurs de billets en utilisant des codes. Le compte Xperta peut être ouvert en produisant la carte de réfugié.
ÉQUATEUR	CACPECO	Éducation financière, le camp des entrepreneurs.	Migrants	Projet financé par l'USAID
ÉQUATEUR	COAC Tulcan	Compte basique et compte numérique.	Migrants, réfugiés et population vulnérable de l'Équateur	Ce compte vous permet d'accéder à l'assurance décès-emprunteur.

El Salvador	El Chivo	Portefeuille numérique en bitcoin et en USD	Immigrants et Salvadoriens à l'étranger.	Il n'y a pas de commission pour l'envoi de fonds vers et depuis le Salvador.
MEXIQUE	Banorte	Un compte de liaison numérique qui permet à la population réfugiée d'accéder à un compte bancaire en ligne.	Réfugiés	Stratégie développée avec le soutien du HCR. Conditions d'accès au service : Code unique d'enregistrement de la population (CURP), adresse électronique, adresse et données personnelles.
PÉROU	Financiera Confianza	Les comptes d'épargne dans le canal numérique	Le compte d'épargne Ahorro Confianza n'est pas réservé à la population migrante. Financiera Confianza accepte tous les documents délivrés par les autorités d'immigration et a également créé une section spéciale sur son portail web pour la population migrante	C'est la première institution financière à permettre aux migrants d'ouvrir des comptes d'épargne par le biais de ses canaux numériques.

Dans la région, des pays comme la Colombie, l'Équateur et le Pérou sont désignés par les personnes interviewées comme les pionniers de l'offre de services d'inclusion financière. Dans ces pays, les entités ont recueilli des informations précieuses sur leurs clients, leurs habitudes de consommation et leur comportement financier.



STRATÉGIE DE TRAVAIL COMMUNE AVEC LES FINTECH

STRATÉGIE : Les institutions financières de la région ont recueilli des informations précieuses sur les profils et les habitudes de consommation des services financiers au sein de la population migrante. Dans un entretien avec la Banque mondiale, la nécessité de produire des scénarios dans lesquels ces informations peuvent être administrées par des "parties prenantes de confiance" et servir à adapter les politiques publiques et à configurer de meilleures stratégies d'inclusion financière pour la population migrante a été soulignée.



MEILLEURE PRATIQUE 7 : TRAVAILLER AVEC LES FONDATIONS

À Barranquilla-Colombie, Santo Domingo, un projet de la fondation Hilton et de l'Universidad del Norte offre une formation commerciale et accès au crédit aux entrepreneurs migrants, rapatriés et accueillis de Barranquilla et de sa région métropolitaine.⁹⁶ Le programme propose la formation de 250 entrepreneurs au cours de la phase d'éducation financière. Il propose ensuite l'accès au crédit pour stimuler les unités commerciales qui ont besoin d'une injection de capital pour rester viables.

L'OIM Équateur est un bon exemple de l'engagement des organisations internationales. Elle s'est efforcée de soutenir la formation de groupes de crédit, d'épargne et d'entrepreneuriat pour la population migrante vénézuélienne dans ce pays par le biais de structures financières locales et dans le cadre d'un modèle de travail commun d'associativité pour l'accès à des mécanismes financiers collectifs.⁹⁷

⁹⁶ Universidad del Norte. 2023. Lanza programa de formación e inclusión financiera para migrantes y colombianos retornados. Available at: <https://www.uninorte.edu.co/es/web/grupo-prensa/w/nuevo-programa-de-formacion-e-inclusion-financiera-para-migrantes-y-colombianos-retornados>.

⁹⁷ OIM. Inclusion-financiera. Disponible à l'adresse : <https://ecuador.iom.int/es/inclusion-financiera>



MICROFINANCE : L'EXPÉRIENCE DE BANCAMIA EN COLOMBIE

Bancamía, en Colombie, a été pionnière dans l'offre de produits à la population migrante vénézuélienne. Au départ, les produits ont été proposés dans le cadre de programmes pilotes, puis avec le soutien de l'ICF-UNHCR et, enfin, avec le soutien de l'USAID dans le cadre du programme Propaz. Bancamía offre des services de formation de partenaires commerciaux, d'accès au crédit, à l'épargne, aux certificats de dépôt à terme, à l'assurance pour couvrir des questions diverses (récoltes, assurance pour les femmes enceintes, etc.), et de paiement des transferts d'argent internationaux. Il s'agit d'une société de microfinance qui offre également des services numériques. Elle a conçu des mécanismes alternatifs pour générer des scores de crédit, ce qui lui a permis d'élargir sa clientèle.⁹⁸



ACCÉLÉRATEURS ET OBLIGATIONS SOCIALES POUR L'INCLUSION FINANCIÈRE DES MIGRANTS

La Cooperación Autónoma de Fomento dispose d'un laboratoire qui lance des appels pour soutenir les FinTech à travers des processus d'accélération. L'appel 2023 cherchait à identifier des initiatives basées sur la technologie pour aider à diminuer les obstacles à l'inclusion de la population migrante dans trois catégories :

- ✓ Éducation financière et connaissances financières numériques
- ✓ Conception de produits financiers pour les migrants et leurs familles
- ✓ Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) détenues par des migrants ou des familles de migrants.

En décembre 2023, les entités sélectionnées ont été identifiées parmi plus de 200 propositions reçues.⁹⁹

OBLIGATIONS SOCIALES ET INCLUSION FINANCIÈRE

IDB Invest et Cooperativa de Ahorro y Crédito Jardín Azuayo dans la première obligation sociale senior pour la diversité et l'inclusion en Équateur et dans la région. Le montant total de l'obligation est à hauteur de 20 millions USD, avec une durée de quatre ans. "L'IDB Invest agira en tant qu'investisseur phare avec une souscription d'un montant total de 10 millions USD. D'autres investisseurs

⁹⁸ Entretien avec Bancamía.

⁹⁹ CAF. 2023. Découvrez les 10 startups gagnantes du Laboratoire CAF d'inclusion financière 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.caf.com/es/actualidad/noticias/2023/12/descubre-las-10-startups-ganadoras-del-laboratorio-caf-de-inclusion-financiera-2023>.

potentiels participeront à hauteur de 10 millions USD. Les ressources de l'obligation seront utilisées pour accroître le financement des MPME dirigées et/ou détenues par des peuples autochtones, des migrants, des femmes, des personnes à faible revenu ou des personnes ayant un faible niveau d'éducation. En outre, des conseils techniques seront fournis pour (i) mieux évaluer les décisions de crédit à l'égard des femmes et des groupes sous-représentés grâce au développement de scores de crédit alternatifs, tels que des outils psychométriques, (ii) renforcer la mesure de l'impact de la stratégie de genre et de diversité et les rapports en améliorant les systèmes de collecte de données, et (iii) concevoir le cadre conceptuel de l'obligation sociale et financer l'avis de la seconde partie.¹⁰⁰

5. DEMANDE DE PRODUITS FINANCIERS DANS LA RÉGION LAC

Compte tenu de la dynamique migratoire active dans la région, les pays étudiés sont des points d'origine, de transit et de destination migratoire, avec une offre et une demande de produits dispersées et des besoins spécifiques à certains contextes.

Pour mesurer efficacement la demande de services d'inclusion financière des migrants et des réfugiés dans la région, il faudrait approcher cette population et la caractériser afin de déterminer ses besoins spécifiques en matière d'inclusion financière. Compte tenu de la portée méthodologique de cette recherche, les entretiens réalisés avec les organisations multilatérales qui ont procédé à ces caractérisations nous permettent de référencer certains aspects de cette demande.¹⁰¹

Les besoins et attentes spécifiques des populations migrantes et réfugiées en matière de services financiers varient en fonction de leur stade dans le processus de migration : ceux qui sont en transit, les nouveaux arrivants ou ceux qui sont en phase d'insertion, ceux qui se stabilisent (pour une période comprise entre 6 mois et 2 ans), et ceux qui s'intègrent dans la société d'accueil, comme indiqué ci-dessous.¹⁰²

¹⁰⁰ BID Invest. 2022. Bono Social de Diversidad e Inclusión - Cooperativa Jardín Azuayo. Disponible à l'adresse : <https://www.idbinvest.org/es/proyectos/bono-social-de-diversidad-e-inclusion-cooperativa-jardin-azuayo>.

¹⁰¹ Cependant, les recommandations aux pays qui ne disposent pas de ces outils incluent l'obtention d'informations de première main au niveau régional sur la demande d'inclusion financière des migrants et des réfugiés dans les différents pays de la région.

¹⁰² Classification élaborée par l'étude sur la base des informations recueillies auprès des informateurs clés.

5.1. PERSONNES EN TRANSIT

Bien que les personnes en transit n'aient pas l'intention de rester, elles peuvent rester plus longtemps que prévu tout en parvenant à terminer leur voyage.. C'est le cas de nombreux migrants des pays du triangle nord qui tentent de rejoindre les États-Unis.¹⁰³ Au cours de leur voyage, ils ont besoin de services financiers, en particulier de mécanismes leur permettant de recevoir de l'aide, soit de la part d'organisations humanitaires, soit de la part de leur famille, afin de financer le reste de leur voyage. Les personnes en transit, en particulier celles qui voyagent à pied, n'ont pas envie de transporter de l'argent liquide, car les risques de vol et d'extorsion sont élevés le long des itinéraires migratoires,¹⁰⁴. C'est pourquoi elles ont besoin de services numériques qui facilitent le transfert et le retrait d'argent tout au long du voyage.



MEILLEURE PRATIQUE 8 : INITIATIVE POUR LES PERSONNES EN TRANSIT

Pour cette population, le réseau Galp propose une stratégie d'intervention axée sur l'itinéraire plutôt que sur la destination, en utilisant des méthodes basées sur l'argent liquide. Parmi les autres services fournis par ces canaux, citons les cartes prépayées, grâce auxquelles les organisations non gouvernementales et les agences de coopération peuvent fournir une aide aux personnes en transit, utilisables tout au long de leur voyage ou au lieu de résidence prévu. Les institutions qui fournissent ce type de services sont Reddouse, qui fournit des services par le biais de bons électroniques, et Upsivale.

Dans certaines parties du processus migratoire, l'utilisation d'argent liquide est nécessaire pour payer les polleros (coyotes) - les passeurs qui aident les individus à franchir illégalement la frontière. Dans les communautés de transit, les personnes doivent également payer en espèces des services tels que l'hébergement et l'entretien, parfois par l'intermédiaire des trafiquants eux-mêmes, pour avoir accès à ces services. Dans le cas spécifique du Mexique, cela a eu un impact direct sur les flux de transferts de fonds

¹⁰³ Entretien avec un informateur clé.

¹⁰⁴ Ibid.

reçus, des montants qui ne sont pas pris en compte dans les études générales sur les transferts de fonds.¹⁰⁵

Dans les pays étudiés, les points de transit importants sont le Salvador, le Honduras et le Mexique pour la migration vers les États-Unis et l'Équateur, le Paraguay et le Pérou pour la migration vers et entre les pays du sud.

5.2. PHASE INITIALE, NOUVEAUX ARRIVANTS

Les migrants et les réfugiés récemment arrivés ont les mêmes besoins que ceux qui sont de passage ou en transit. Ils ont besoin d'une aide qui leur permette de recevoir de l'argent, soit de leur famille et de leurs amis, soit de la coopération et des organisations non gouvernementales, pour couvrir leurs premières dépenses de logement et d'entretien. La perception est que tous les migrants sont de passage et que leur séjour n'est pas de moyenne ou de longue durée, ni permanent. Cependant, des études et des enquêtes ont montré qu'une proportion importante de migrants et de réfugiés de la région souhaitait rester dans leur lieu de destination, en particulier ceux originaires du Venezuela.¹⁰⁶

La diversité des flux migratoires dans la région fait que la plupart des pays étudiés peuvent être considérés comme des pays de destination pour les migrants en phase initiale et en phase de stabilisation.

¹⁰⁵ Ibid.

¹⁰⁶ L'enquête sur les besoins démographiques, sociaux, économiques, de vulnérabilité et de protection de la population réfugiée et migrante vénézuélienne au Pérou, ENPOVE 2022, a montré que 75,3 pour cent de la population réfugiée et migrante du Venezuela au Pérou a exprimé son intention de rester et de vivre au Pérou, ce qui représente 18,5 points de pourcentage de moins que dans ENPOVE 2018 (93,8 pour cent). Le pourcentage de ceux qui n'ont pas l'intention de rester et de vivre au Pérou est passé de 6,2 % en 2018 à 24,7 % en 2022. INEI. 2022. El 57,4% de la población venezolana que reside en el Perú tiene entre 20 y 49 años de edad. Disponible à l'adresse : <https://m.inei.gob.pe/prensa/noticias/el-574-de-la-poblacion-venezolana-que-reside-en-el-peru-tiene-entre-20-y-49-anos-de-edad-14164>. En Colombie, l'enquête nationale sur la population "Pulso Migración" a récemment indiqué que plus de 80 % des Vénézuéliens souhaitaient rester dans le pays. DANE. 2023. Encuesta Pulso Migración. Disponible à l'adresse : <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/encuesta-pulso-de-la-migracion-epm>.

5.3. PHASE DE STABILISATION

Au cours de la phase de stabilisation, les migrants ont besoin d'ouvrir des comptes bancaires pour commencer à s'installer. Toutefois, ce besoin doit être pris en compte de manière générale. Les experts soulignent que le besoin d'inclusion financière va au-delà de l'acquisition de services financiers et est étroitement lié à l'intégration professionnelle et à l'accès à d'autres services sociaux. La Banque mondiale et la CAF confirment cette tendance en Colombie, WOCCU en Équateur et le PNUD au Mexique. Les migrants ont besoin d'un compte bancaire pour accéder à l'emploi car, sans un compte, ils ne peuvent pas recevoir de salaire. C'est pourquoi un compte bancaire est parfois exigé comme condition d'accès à un emploi formel. Un compte bancaire valide est également une condition d'accès au logement. À ce stade du projet migratoire, les migrants et les réfugiés peuvent bénéficier de ressources de coopération internationale et d'une aide en capital d'amorçage destinée à la poursuite d'une idée ou d'une entreprise commerciale. Outre la nécessité d'avoir un compte bancaire pour recevoir ces ressources, il est question d'avoir des microcrédits pour financer des projets productifs et de recevoir une éducation financière qui facilite l'utilisation productive des ressources et des investissements.

La Banque mondiale et le BID soulignent la nécessité de réfléchir à la durabilité des initiatives d'inclusion financière qui sont accordées à la fois dans la phase initiale et dans la phase de stabilisation, en préconisant que les processus d'accompagnement de ces personnes ne se limitent pas à une aide financière ponctuelle à des groupes cibles, mais s'efforcent plutôt de veiller à ce que l'insertion financière bénéficie à l'ensemble de la population migrante et qu'elle dure et se consolide pour faciliter l'accès à d'autres types de services.

Il existe plusieurs initiatives d'inclusion financière pour les migrants et les réfugiés axées sur cette étape de stabilisation, spécialement conçues par des FinTech, comme le montre l'exemple ci-dessous.



MEILLEURE PRATIQUE 9 : UALA, COLOMBIE

En collaboration avec l'ONG Heartland Alliance International, Uala (Colombia) distribue des subventions et un soutien économique aux et participe à des foires pour petits entrepreneurs migrants, en leur proposant des produits de téléphonie mobile et des liens de paiement pour qu'ils puissent encaisser leurs ventes (Cedrizuela).¹⁰⁷

Pendant la pandémie, la collaboration entre l'OIM et la banque Banesco au Panama a facilité la distribution de cartes prépayées pour acheminer l'aide humanitaire, ce qui a permis de mettre en place une nouvelle méthode de paiement électronique.¹⁰⁸ De même, au Brésil, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile peuvent bénéficier d'une aide sociale grâce à "Auxilio Brasil", qui consiste en un programme de transfert de ressources visant à réduire la pauvreté et les situations d'extrême pauvreté au moyen du système bancaire.¹⁰⁹



PARTICULARITÉS DE LA SITUATION DES RÉFUGIÉS

L'inclusion financière des réfugiés est parfois considérée uniquement comme nécessaire pour accéder à l'aide financière à leur arrivée dans leur pays de destination. Cependant, une fois la phase initiale passée, ils auront besoin d'autres types de services financiers. L'utilisation de cartes de débit peut représenter un premier pas vers une inclusion financière plus stable. Comme mentionné précédemment, il existe d'importants obstacles à l'identification qui sont accentués dans le cas des réfugiés, compte tenu de leurs conditions de sortie difficiles et de leurs besoins spécifiques, ce qui rend l'accès aux services financiers encore plus difficile pour cette population. Certaines des initiatives présentées dans ce rapport ont cherché à faciliter l'accès au système financier pour ces personnes en particulier.

¹⁰⁷ Entretien avec un informateur clé.

¹⁰⁸ HCR. 2020. Refugiados en Panamá recibirán asistencia en efectivo a través de tarjetas débito de Banesco. Disponible à l'adresse : <https://www.acnur.org/noticias/news-releases/refugiados-en-panama-recibiran-asistencia-en-efectivo-traves-de-tarjetas>.

¹⁰⁹ AUXÍLIO-BRASIL. Informaciones para personas refugiadas, solicitantes de la condición de refugiados y migrantes. Disponible à l'adresse : <https://www.acnur.org/portugues/wp-content/uploads/2022/05/Informativo-Auxilio-Brasil-Espanhol.pdf>.



MEILLEURE PRATIQUE 10 : INTÉGRATION FINANCIÈRE DES RÉFUGIÉS DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS EN AFRIQUE

Equity Bank au Kenya a ouvert des succursales dans les camps de réfugiés de Dadaab et de Kakuma. L'entreprise s'appuie sur une combinaison de revenus provenant de transferts en espèces (par le biais de cartes de débit) des agences humanitaires aux réfugiés, et sur le potentiel des salaires locaux et des comptes d'épargne. "Aujourd'hui, dans le camp de Kakuma, quelque 23 % des 30 000 comptes d'épargne sont détenus par des réfugiés, et environ 200 réfugiés ont contracté des prêts individuels garantis par des stocks ou des biens meubles."¹¹⁰

5.4. PHASE D'INTÉGRATION

Au stade de l'intégration, les migrants et les réfugiés ont couvert leurs besoins de base et ont besoin de services financiers pour consolider leurs projets économiques, productifs et familiaux, et pour créer des MPME. Les types de produits nécessaires à ce stade comprennent les assurances financières, médicales, éducatives et funéraires, les prêts de capitaux et le renforcement de ses unités commerciales. Un entretien avec la Banque mondiale, en Colombie, a révélé que la migration des Vénézuéliens vers le pays a commencé à augmenter de manière exponentielle depuis 2015, de sorte qu'à l'heure actuelle, les personnes qui sont arrivées se trouvent dans une deuxième phase du processus d'intégration. Beaucoup d'entre elles ont reçu des capitaux d'amorçage de la coopération internationale dans le passé. Actuellement, pour devenir des unités productives, ces initiatives ont besoin de moyens de refinancement et de recapitalisation. Cet objectif peut être atteint grâce à des injections de capitaux. Au stade de l'intégration, il est nécessaire de penser à une inclusion financière durable. Cela ne se limite pas à fournir des ressources spécifiques, mais tient compte du fait que le projet de vie des migrants et des réfugiés continuera à se développer dans le lieu de destination. De même, leurs besoins financiers évolueront vers d'autres types de services et de produits auxquels ils devront avoir accès. Pour les réfugiés qui ont créé une entreprise, c'est

l'étape où ils développent leur entreprise (de la création à la micro/petite entreprise) et où ils ont besoin d'une assistance complète (financière et non financière) pour assurer leur viabilité. Ils ont également besoin d'accéder aux marchés pour les MPME de réfugiés et de promouvoir les investissements et les réseaux de réfugiés.

Parmi les pays où les processus migratoires sont consolidés dans la région, on peut citer la République dominicaine et la population haïtienne, l'Équateur et le Pérou et la population vénézuélienne, ainsi que le Costa Rica et la population nicaraguayenne.

5.4. RAPATRIÉS

Une fois le projet d'immigration terminé, les migrants peuvent décider volontairement de retourner dans leur pays d'origine ou d'y être contraints par des processus de déportation et d'expulsion.¹¹¹ Certains pays de destination des migrations ont développé des programmes visant à promouvoir le rapatriement et la réintégration des migrants dans leur lieu d'origine. Ces stratégies peuvent inclure des transferts d'argent et un soutien à la création d'entreprises. Les pays de l'UE ont promu des programmes de ce type.¹¹² Par exemple, l'OIM travaille sur des programmes d'aide au retour volontaire et à la réintégration depuis les années 1970.¹¹³ Dans le scénario du retour, toutes sortes de services financiers sont nécessaires, le crédit étant particulièrement sensible pour entreprendre de nouveaux projets.

Les populations rapatriées peuvent être observées dans toute la région à mesure que les possibilités de migration régulière aux États-Unis et dans d'autres pays de la région, tels que le Chili, s'aggravent. Certains pays, comme le Salvador, l'Équateur, Haïti, le Honduras, le Mexique et le Pérou, pourraient connaître le retour de leurs compatriotes.

¹¹⁰ Equity Bank. 2016. incluido en: ACNUR, SOCIAL PERFORMANCE TASK FORCE (2017) op cit. Disponible à l'adresse : <https://www.e-mfp.eu/sites/default/files/Guidelines-for-FSPs-on-serving-refugee-populations-March2017.pdf>

¹¹¹ Le nombre d'expulsions des États-Unis en 2023 s'élève à plus de 380 000 personnes. L'augmentation du nombre d'expulsions est directement liée à l'augmentation des restrictions sur la migration régulière et des limitations sur les politiques d'asile. VOA. 2023. EEUU quintuplica cifra de deportados en 2023 respecto al año anterior. Disponible à l'adresse : <https://www.vozdeamerica.com/a/eeuu-quintuplica-deportados-2023-/7359773.html>.

¹¹² Commission européenne, Fonds d'asile, de migration et d'intégration. Disponible à l'adresse : https://home-affairs.ec.europa.eu/funding/asylum-migration-and-integration-funds_en.

¹¹³ OIM. 2012. Les pays latino-américains de migration de retour analysent les défis politiques. Disponible à l'adresse : <https://www.iom.int/news/latin-american-return-migration-countries-analyse-policy-challenges>.

SECTION 4: FOCUS SUR LES TRANSFERTS



L'envoi et la réception de fonds représentent une formidable opportunité pour l'inclusion financière des migrants et de leurs familles. Ces ressources permettent non seulement de couvrir les dépenses quotidiennes et de financer certaines parties du voyage, mais elles peuvent également être utilisées pour payer les passeurs. Elles peuvent servir d'appui pour aider à payer les services publics, promouvoir l'épargne ou même faciliter l'accès aux prêts et aux assurances.

La région se targue d'être le deuxième plus grand bénéficiaire de transferts de fonds au monde : en 2022, le Mexique a reçu 61 100 millions de dollars. Ces ressources sont si importantes pour certains pays de la région qu'elles représentent un pourcentage significatif de leur PIB. L'exemple le plus notable est celui du Honduras, où les transferts représentaient 26,9 % de son PIB en 2022.¹¹⁴ Les obstacles existants, l'offre et la demande de services, ainsi que l'envoi et la réception de fonds dans la région, sont décrits ci-après.

6. OBSTACLES SPÉCIFIQUES À L'INCLUSION FINANCIÈRE PAR L'ENVOI ET LA RÉCEPTION DE FONDS.

Vous trouverez ci-dessous d'autres obstacles considérés comme particulièrement importants pour l'envoi et la réception de fonds :

6.1. FRAIS D'ENVOI DE FONDS

Le coût des services de transfert de fonds facturés sous forme de commission est variable, en fonction du pays, du contexte, et notamment de l'offre et de la demande de services existant dans un pays et une région spécifiques. Selon les données fournies par la Banque mondiale pour 2020, les commissions varient de 5,13 pour le Costa Rica et 7,57 pour le Chili à 9,74 pour le Brésil et 10,68 pour la République dominicaine.¹¹⁵ Selon le Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE), les coûts d'envoi des fonds en Amérique centrale sont estimés entre 4 % et 5,5 % du

montant total. Le premier coût comprend la commission de l'agent expéditeur lors de l'encaissement du chèque (2 à 3 %), et le second est la commission de transaction et les gains de change qui représentent entre 2 et 2,5 %.¹¹⁶

Le coût moyen des transferts des États-Unis vers le Mexique était de 4,7 % pour le troisième trimestre 2023,¹¹⁷ alors que le coût moyen pour le Honduras au cours de la même période était de 3,75 %, pour Haïti de 4,91 %, ¹¹⁸ pour le Pérou de 3,78 %, ¹¹⁹ et pour l'Équateur de 4,23 %.¹²⁰

On peut supposer que ces coûts constituent un frein à l'utilisation des canaux habituels d'envoi de fonds et qu'ils ont conduit à des mécanismes alternatifs informels, en particulier dans les zones frontalières. Cependant, l'émergence des services numériques et l'utilisation des crypto-monnaies ont contribué à une diminution des coûts de transfert de fonds pouvant aller jusqu'à 50 %.¹²¹ Bien que cette recherche ne se penche pas sur les mécanismes des crypto-monnaies, il convient de mentionner une initiative de ce type développée aux Bahamas.¹²² Ce pays fait figure de pionnier dans la région en offrant des services en monnaie numérique par l'intermédiaire de la Banque centrale, une stratégie qui a servi à réaliser l'inclusion financière (en particulier pour les personnes des îles les plus éloignées) et dont l'activation ne nécessite qu'un numéro de téléphone.¹²³

Un produit de la FinTech Island Pay, basée aux Bahamas, appelé portefeuille numérique "CiNKO", promet de "révolutionner le paysage des transferts, en offrant des économies potentielles allant jusqu'à 80 % par rapport aux méthodes traditionnelles". CiNKO utilisera la stablecoin USDC de Circle (indexée sur le dollar américain et ayant une valeur univoque par rapport à celui-ci) comme monnaie principale, offrant ainsi une méthode de

¹¹⁶ BCIE. 2020. Remesas en Centroamérica rol del BCIE. Disponible à l'adresse : https://www.bcie.org/fileadmin/user_upload/Remesas_en_Centroamerica_el_rol_del_BCIE.pdf.

¹¹⁷ Groupe de la Banque mondiale. 2023. Envoyer de l'argent des États-Unis au Mexique. Disponible à l'adresse : <https://remittanceprices.worldbank.org/corridor/United-States/Mexico>.

¹¹⁸ Groupe de la Banque mondiale. 2023. Envoyer de l'argent des États-Unis vers Haïti. Disponible à l'adresse : <https://remittanceprices.worldbank.org/corridor/United-States/Haiti>.

¹¹⁹ Groupe de la Banque mondiale. 2023. Envoyer de l'argent des États-Unis au Pérou. Disponible à l'adresse : <https://remittanceprices.worldbank.org/corridor/United-States/Peru>.

¹²⁰ Groupe de la Banque mondiale. 2023. Envoyer de l'argent des États-Unis vers l'Équateur. Disponible à l'adresse : <https://remittanceprices.worldbank.org/corridor/United-States/Ecuador>.

¹²¹ Idem.

¹²² Investopedia. 2021. L'utilisation la plus rentable du bitcoin : le secteur des transferts à l'étranger, d'une valeur de 540 milliards de dollars ? Disponible à l'adresse : <https://www.investopedia.com/tech/bitcoins-best-use-isnt-currency-its-overseas-remittances>. Institut Coinbase. 2022. Crypto & Remittances. Disponible à l'adresse : https://assets.ctfassets.net/c5bd0wqjc7v0/PX9g1EAnHHAKCg1zHCwX/f9dde71351c320a15fc4eeccf83e14e8/Crypto_Remittances.pdf.

¹²³ Informations fournies par l'enquête.

¹¹⁴ Groupe de la Banque mondiale. 2023. Les transferts de fonds restent résistants mais ralentissent. Migration and development Brief 38. Disponible à l'adresse : https://www.knomad.org/sites/default/files/publication-doc/migration_development_brief_38_june_2023_0.pdf.

¹¹⁵ Banque mondiale. 2020. Costo promedio por transacción de envío de remesas desde un país específico (%). Disponible à l'adresse : https://datos.bancomundial.org/indicador/SI.RMT.COST.OB.ZS?end=2020&name_desc=false&start=2020&view=bar.

paiement alternative aux habitants de plus de 30 pays. Les fonctionnalités du portefeuille comprennent le financement de cartes prépayées, les transactions avec les commerçants et la facilitation des paiements de pair à pair, même pour ceux qui n'ont pas de compte bancaire"¹²⁴

6.2. L'ABSENCE DE PROFILAGE DES PERSONNES QUI ENVOIENT ET REÇOIVENT DES FONDS

Bien qu'il existe plusieurs mécanismes de reporting sur le volume des transferts de fonds transférés et reçus au niveau mondial et régional et que de multiples analyses soient effectuées par des organisations internationales (Banque mondiale, OCDE, BID), les experts interrogés soulignent l'absence de caractérisations et d'études spécifiques sur les profils des personnes à l'origine des transferts de fonds, leurs besoins et leurs conditions de vie, y compris les profils, les habitudes et les conditions de vie des membres de la famille qui reçoivent les transferts de fonds. Par exemple, dans des pays comme le Mexique, l'argent destiné à payer les polleros est transféré depuis le pays d'origine du migrant. Ce flux augmente à mesure que de plus en plus de personnes tentent de franchir les frontières du pays, mais il n'a pas été retracé ni étudié. Selon le FENU, il existe d'importantes lacunes dans les informations sur les profils des expéditeurs et des destinataires, ce qui est en partie dû au manque de traçabilité des ressources qui sont transférées par des voies irrégulières. L'analyse des comportements et des canaux utilisés pour envoyer des fonds est cruciale non seulement pour identifier les besoins et les attentes des migrants, mais aussi pour encourager l'utilisation appropriée de ces fonds, concevoir des programmes d'éducation financière précis et s'attaquer aux dynamiques illégales.¹²⁵



MEILLEURE PRATIQUE 11 : DONNÉES SUR LES TRANSFERTS

Le FENU a travaillé avec des FinTechs spécialisées dans les transferts de fonds comme SentBe, notamment au Bangladesh, au Myanmar et au Népal. Cette FinTech travaille dans plus de 50 pays à travers le monde, ce qui lui permet d'avoir des informations de première main sur les habitudes de consommation et les usages de ces ressources. L'objectif ultime de cette alliance est de promouvoir l'utilisation appropriée des transferts

¹²⁴ Cryptopolitan. 2023. Pas plus bancarisés : Bahamas lanza plataforma de criptorremesas. Disponible à l'adresse : <https://www.cryptopolitan.com/es/unbanked-no-more-bahamas-lanza-plataforma-de-cripto-remesas>.

¹²⁵ Entretien avec un informateur clé.

de fonds. Les données fournies par ces entités sont ventilées par genre, habitudes de consommation et préférences et pourraient être un outil utile pour concevoir de meilleurs canaux et services concernant les transferts.¹²⁶

6.3. MANQUE D'UTILISATION PRODUCTIVE DES FONDS ENVOYÉS

Les transferts de fonds jouent un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté, en stimulant la consommation privée et en alimentant la croissance économique nationale. Au niveau des ménages, ils améliorent les ressources économiques et le bien-être, permettant d'augmenter la consommation et de répondre aux besoins en matière d'éducation, de logement et de santé. En outre, les fonds transférés peuvent stimuler la croissance économique par le biais d'investissements productifs, générant des effets multiplicateurs dans les zones bénéficiaires au fur et à mesure qu'ils transitent par les différents canaux.¹²⁷ Ces fonds permettent aux migrants et à leurs familles de créer des entreprises et de promouvoir les investissements et l'épargne, ce qui améliore non seulement le bien-être des migrants et de leurs familles, mais contribue également au développement global de leurs communautés.¹²⁸ Cependant, selon les informations du BID, les ressources envoyées par les migrants dans la région sont principalement utilisées pour compléter la consommation quotidienne des familles qui les reçoivent.¹²⁹ Dans cette mesure, les ressources sont considérées comme "argent de poche" utilisé pour couvrir les dépenses courantes. Ces transferts de fonds ne contribuent pas à l'inclusion financière car ils ne sont pas utilisés pour l'épargne, les investissements ou pour tirer parti d'autres types de services financiers. Au contraire, ils génèrent une dépendance.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a publié des études de cas sur les stratégies d'utilisation productive des transferts de fonds des familles dans certains pays de la région,

¹²⁶ FENU. 2022. Accès et utilisation des transferts de fonds numériques : A Case Study of SentBe. Disponible à l'adresse : <https://migrantmoney.uncdf.org/resources/insights/access-to-and-usage-of-digital-remittances-a-case-study-of-sentbe>.

¹²⁷ CEPAL. 2020. Estrategia para el uso productivo de remesas familiares e inclusión financiera. Estudio de caso de la cadena de lácteos en la República Dominicana. Disponible à l'adresse : <https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/5de8597f-771c-4023-b523-f43f4daf345a/content>.

¹²⁸ OCDE. 2017. Créer un environnement favorable pour renforcer l'impact des transferts sur le développement. Available at: <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/9789264265615-11-en.pdf?expires=1706022146&id=id&accname=guest&checksum=614127DA45D7948E97EEAF467D2E0074>.

¹²⁹ BID. 2023. Las remesas a Latinoamérica y el Caribe 2023. Retomando el crecimiento previo. Disponible à l'adresse : <https://publications.iadb.org/es/las-remesas-latinoamerica-y-el-caribe-en-2023-retomando-el-crecimiento-previo>.

tels que la République dominicaine, le Salvador et le Guatemala. Dans le cas de la République dominicaine et du Salvador, l'étude de cas indique que jusqu'à un tiers des ressources reçues sont épargnées ou investies, principalement dans l'éducation et la santé, mais que l'investissement dans des activités productives ou entrepreneuriales est faible.¹³⁰

En ce qui concerne le manque d'utilisation des fonds transférés pour générer de l'épargne, certaines sources ont partagé le fait que les migrants sont parfois réticents à envoyer de l'argent pour épargner dans leur pays d'origine, considérant qu'ils devraient épargner dans leur pays de destination.¹³¹ Pour remédier à ce problème, il est nécessaire d'offrir des produits spécifiques qui encouragent les bénéficiaires des fonds transférés à épargner pour des objectifs spécifiques, tels que le paiement des soins de santé, de l'éducation et de l'assurance, afin de promouvoir l'utilisation efficace de ces ressources familiales.¹³²

Dans le cadre de la politique nationale de migration 2017-2025, les lignes directrices qui ont été établies au Pérou nécessitent de "promouvoir la bonne utilisation des fonds transférés par les Péruviens à l'étranger, afin de contribuer au bien-être, au développement et à la qualité de vie de leurs familles au Pérou."¹³³ Au Salvador, le Conseil national pour l'inclusion financière et l'éducation, la plus haute autorité en matière d'inclusion financière, a mis en œuvre des campagnes d'éducation financière destinées aux Salvadoriens de l'étranger par l'intermédiaire des consulats aux États-Unis. Ces campagnes visent à encourager l'ouverture de comptes d'épargne et à réduire la tendance à l'utilisation des fonds envoyés, 85,5 % desquels sont destinés à la consommation de nourriture et de vêtements.¹³⁴

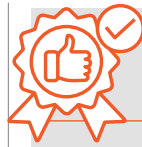
¹³⁰ L'étude de cas s'est concentrée sur l'utilisation des transferts de fonds dans la chaîne laitière de la République dominicaine. Selon l'étude, "la moyenne mensuelle des fonds reçus par les acteurs de la chaîne de valeur des produits laitiers est d'environ 156 dollars, la principale utilisation étant les dépenses du ménage (93,8 % de l'argent total reçu), allouées à la nourriture, aux soins de santé, au logement et à l'éducation. Plus précisément, 33 % de ces ressources sont utilisées pour les dépenses courantes, tandis que 11 % et 25 % sont alloués au logement et aux soins de santé, respectivement". CEPAL. 2020. Estrategias para el uso productivo de remesas familiares e inclusión financiera : estudio de caso de la cadena de lácteos en la República Dominicana. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cepal.org/es/publicaciones/44992-estrategias-uso-productivo-remesas-familiares-inclusion-financiera-estudio-caso>. Au Salvador, l'étude s'est concentrée sur la filière des tomates et des piments verts. CEPAL. 2020. Estrategia para el uso de remesas familiares e inclusión financiera : estudio de caso de la cadena de tomate y chile verde en el Salvador. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cepal.org/es/publicaciones/44934-estrategias-uso-productivo-remesas-familiares-inclusion-financiera-estudio-caso>. Au Guatemala, l'étude s'est concentrée sur le tourisme dans la ville de Sacatepéquez. CEPAL. 2020. Estrategias para fomentar la inversión de remesas familiares y la inclusión financiera : Estudio de caso de la cadena de valor de turismo de Sacatepéquez en Guatemala. Disponible à l'adresse : <https://www.cepal.org/es/publicaciones/45817-estrategias-fomentar-la-inversion-remesas-familiares-la-inclusion-financiera>.

¹³¹ Entretien avec l'Alliance pour l'Amérique centrale.

¹³² Entretien avec le FENU.

¹³³ Politique nationale de migration 2017-2025, approuvée par le décret suprême n°015-2017 Disponible à l'adresse : <https://www.iom.int/news/peru-national-migration-policy-includes-ioms-migration-governance-framework>

¹³⁴ Inclusion financière. Migrants. Disponible à l'adresse : <https://inclusionfinanciera.gob.sv/migrantes>.



MEILLEURE PRATIQUE 11 : UTILISATION PRODUCTIVE DES TRANSFERTS

La Colombie et le Mexique ont des politiques qui facilitent le paiement des assurances depuis l'étranger, l'investissement dans l'immobilier, les cotisations de retraite et l'assurance funéraire.¹³⁵ En Colombie, ces services sont encouragés par le programme Colombia Nos Une du ministère des affaires étrangères. En Malaisie, les sociétés de transfert de fonds offrent certains services aux migrants népalais vivant dans ce pays.



LES BONS DE LA DIASPORA : UTILISATION PRODUCTIVE DES FONDS ENVOYÉS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PAYS

Les bons de la diaspora sont des instruments financiers émis par un pays, une entité sous-souveraine ou même une institution privée cherchant à collaborer avec la diaspora sur des projets spécifiques dans le pays d'origine.¹³⁶ Selon la Banque mondiale, ces obligations pourraient susciter un regain d'intérêt dans le cadre d'une pandémie. Elles ont déjà été utilisées dans des pays comme Israël et l'Inde, où elles ont permis de lever environ 35 milliards de dollars.¹³⁷ Selon BCIE, les obligations de la diaspora en Amérique centrale pourraient être plus efficaces lorsqu'elles sont associées à des projets spécifiques, tels que la construction d'hôpitaux.¹³⁸ Le manque d'utilisation productive des transferts de fonds est étroitement lié au manque d'éducation financière évoqué plus haut.

¹³⁵ Colombia nos une. Feria de Servicios para Colombianos en el Exterior. <https://www.colombianosune.com/index.php/comunidades/ferias>.

¹³⁶ Reuters. 2023. Expliqué : Diaspora Bonds. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/video/watch/explained-diaspora-bonds-idRCV0085LR>.

¹³⁷ OIM. 2020. Informe sobre las Migraciones en el Mundo 2020 : Capítulo 5 Reflexiones sobre las Contribuciones de los Migrantes en Una Era de Creciente Disrupción y Desinformación. Disponible à l'adresse : <https://publications.iom.int/books/informe-sobre-las-migraciones-en-el-mundo-2020-capitulo-5>.

¹³⁸ BCIE. 2020. Remesas en Centroamérica rol del BCIE. Disponible à l'adresse : https://www.bcie.org/fileadmin/user_upload/Remesas_en_Centroamerica_el_rol_del_BCIE.pdf.



MEILLEURES PRATIQUES 13 : GUIDE SUR LES SERVICES FINANCIERS POUR LES COMPATRIOTES VIVANT À L'ÉTRANGER

La Commission nationale pour la protection et la défense des utilisateurs de services financiers du Mexique (Comisión Nacional para la Protección y Defensa de los Usuarios de Servicios Financieros) et des alliés du secteur financier public et privé publient le guide "Más vale estar preparado" (Il vaut mieux être préparé), qui fournit des informations sur les politiques migratoires, l'inclusion financière, les canaux d'envoi de fonds, etc.¹³⁹

6.4. PAIEMENT DES TRANSFERTS EN ESPÈCES

Le paiement des transferts en espèces n'est pas considéré comme de l'inclusion financière. Il produit de l'insécurité car il n'est pas possible de tracer les fonds, ce qui rend difficile la conformité et la surveillance contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Pour que les transferts soient considérés comme faisant partie intégrante de l'inclusion financière d'un pays, ils doivent faire partie du système financier formel. Des entités comme le FENU s'efforcent de sensibiliser à la nécessité de promouvoir l'utilisation des canaux officiels pour envoyer et recevoir des fonds. La bancarisation des expéditeurs et des destinataires de fonds semble être un besoin primordial. Cependant, l'envoi de fonds en espèces par l'intermédiaire d'un bureau d'envoi de fonds reste une pratique courante, en particulier dans les régions reculées où l'accès aux agences bancaires ou à la technologie est difficile.¹⁴⁰ L'envoi de fonds par des canaux informels (par l'intermédiaire d'amis, de parents ou de sociétés de transport qui retournent dans leur communauté d'origine) ne fait partie de l'inclusion financière, et les informations sur l'utilisation de ces canaux ne sont pas systématiquement collectées. Cependant, selon les experts, ces canaux peuvent atteindre un volume

¹³⁹ Comisión Nacional para la Protección y Defensa de los Usuarios de Servicios Financieros. 2017. Más vale estar preparado. Disponible à l'adresse : <https://www.gob.mx/conduusef/articulos/mas-vale-estar-preparado?idiom=es>.

¹⁴⁰ Selon certaines estimations, le montant moyen des sommes envoyées et reçues en Amérique latine par l'intermédiaire des bureaux de transfert d'argent dépassait 80 % au début des années 2000. Orozco, Manuel. 2006. International Flows of Remittances : Cost, competition and financial access in Latin America and the Caribbean-toward an industry scorecard. Disponible à l'adresse : <https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/mfg-en-paper-international-flows-of-remittances-cost-competition-and-financial-access-in-latin-america-and-the-caribbean-toward-an-industry-scorecard-may-2006.pdf>.

significatif, "en particulier dans les corridors Sud-Sud, les chiffres officiels peuvent sous-estimer le phénomène jusqu'à 50 pour cent".¹⁴¹



MEILLEURES PRATIQUES 13 : INCLUSION FINANCIÈRE NUMÉRIQUE

L'initiative du Partenariat pour l'Amérique centrale préconise l'inclusion financière numérique "afin d'augmenter les transferts de fonds entre personnes d'au moins 20 points de pourcentage au cours des cinq prochaines années. Cet engagement collectif permettra de numériser près de 14 milliards de transactions de transferts, puisqu'elles seront d'abord versées sur un compte au lieu d'être immédiatement payées en espèces, ce qui se traduira par un effort "gagnant, gagnant, gagnant" grâce à une transaction plus sûre, plus sécurisée et moins coûteuse".¹⁴²

La carte financière de bien-être est un produit lancé par le gouvernement mexicain à destination de ses compatriotes résidant à l'étranger. L'objectif est de réduire les coûts d'envoi de fonds en abaissant les frais de commission de 14 USD à 3,99 USD pour l'envoi d'un montant maximum de 2 500 USD vers le Mexique. Le produit principal est une plateforme numérique qui comprend une carte délivrée par les consulats mexicains. La carte peut être obtenue à l'aide d'une carte consulaire, d'une carte de vote ou d'un permis de conduire. L'argent est reçu par l'intermédiaire de la plateforme développée par FinTech et la Financiera para el Bienestar.¹⁴³

Le BCIE affirme que " pour tirer le meilleur parti de la bancarisation, il est important de mettre en œuvre des programmes d'éducation financière pour les expéditeurs et les destinataires, ainsi que d'étendre la couverture du secteur bancaire en facilitant l'ouverture d'agences dans les communautés éloignées et en promouvant les services bancaires mobiles, les coopératives ou d'autres entités.

¹⁴¹ Portail de données sur la migration. 2022. Remesas. Disponible à l'adresse : <https://www.migrationdataportal.org/es/themes/remesas>. Sur les canaux informels d'envoi de fonds, voir : Banque mondiale. 2010. Migrant Remittances Flows : Findings from a Global Survey of Central Banks. Disponible à l'adresse : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/850091468163748685/pdf/538840PUB0Migr101Official0Use0Only1.pdf>.

¹⁴² PCA. Remesas. Disponible en : <https://www.centampartnership.org/ficcar>.

¹⁴³ Gobierno de México. Financiera para el Bienestar lanza tarjeta para envío de remesas. Disponible en : <https://finabien.gob.mx/gobmx/financiera-para-el-bienestar-lanza-tarjeta-para-envio-de-remesas>.

De même, il sera essentiel de mettre à la disposition des migrants et de leurs familles des instruments de crédit pour la construction et/ou l'amélioration du logement, ainsi que pour les entreprises formelles".¹⁴⁴

7. TRANSFERTS DE FONDS POUR L'INCLUSION FINANCIÈRE DES MIGRANTS

Le marché des transferts prend des proportions énormes, en particulier dans les pays du nord de l'Amérique centrale et au Mexique. Selon la Banque mondiale, les flux de transferts vers LAC ont augmenté de 11,3 % pour atteindre 145 milliards de USD en 2022, grâce à la vigueur du marché de l'emploi aux États-Unis. Les flux vers le Mexique ont augmenté de 12,9 % pour atteindre 61,1 milliards de USD.¹⁴⁵ L'offre de services de transfert de fonds se développe dans la région, en particulier avec l'essor des services technologiques. Même pendant la pandémie, alors qu'une baisse était attendue, les transferts des États-Unis vers la région ont augmenté de manière surprenante en 2020, atteignant un niveau record en 2021.¹⁴⁶

Comme pour l'offre d'autres services d'inclusion financière, les FinTech et les coopératives sont les principaux acteurs de l'envoi et de la réception de fonds. Contrairement aux Prestataires de services de transferts de fonds traditionnels, qui impliquent souvent des transactions via des agences bancaires, des agents physiques ou des centres d'appels, les FinTech introduisent des points d'accès innovants et des méthodes de paiement alternatives, telles qu'Internet ou les téléphones mobiles, pour transférer de l'argent. Selon l'AFI, il existe trois principaux modèles commerciaux pour les transferts de fonds transfrontaliers FinTech :



LES PLATEFORMES EN LIGNE

Il s'agit de plateformes peer-to-peer qui fonctionnent sur Internet et qui fournissent aux utilisateurs des canaux numériques pour initier et réaliser des opérations de transfert de fonds.

¹⁴⁴ BCIE. 2020. Remesas en Centroamérica rol del BCIE. Disponible à l'adresse : https://www.bcie.org/fileadmin/user_upload/Remesas_en_Centroamerica_el_rol_del_BCIE.pdf.

¹⁴⁵ Knomad. 2023. Migration et développement. Disponible à l'adresse : <https://www.knomad.org/publication/migration-and-development-brief-38>.

¹⁴⁶ FMI. 2022. L'augmentation inattendue des transferts de fonds vers l'Amérique centrale et le Mexique pendant la pandémie. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/09/19/cf-the-unexpected-rise-in-remittances>.



TECHNOLOGIE BASÉE SUR LA BLOCKCHAIN

Certains services de transfert de fonds FinTech tirent parti de la technologie blockchain, offrant un moyen décentralisé et sécurisé de transférer des fonds à travers les frontières. La nature transparente et immuable de la blockchain peut améliorer l'efficacité et la sécurité des processus de transfert de fonds.



OPÉRATIONS D'ARGENT MOBILE

Les transferts de fonds FinTech englobent également les opérations d'argent mobile, où les utilisateurs peuvent envoyer et recevoir de l'argent par le biais d'appareils mobiles. Ce modèle tire parti de l'utilisation généralisée des téléphones mobiles, en particulier dans les régions où l'accès à l'infrastructure bancaire traditionnelle est limité.¹⁴⁷

Pour envoyer des fonds par voie numérique, la personne qui envoie les ressources doit soit posséder un portefeuille numérique, soit disposer d'un compte bancaire, ce qui n'est pas le cas de nombreux migrants et de leurs familles. Selon la BCIE, seuls 15 % des migrants vivant aux États-Unis disposeraient d'un tel compte.¹⁴⁸ Pour remédier à cette situation, certaines entités réglementaires des pays de la région ont proposé des alternatives pour faciliter l'ouverture de comptes à distance. Au Mexique, la CNBV a modifié les dispositions relatives à l'intégration numérique, et les migrants peuvent ouvrir des comptes à distance grâce à leur enregistrement consulaire. Au Honduras, la réglementation permet aux migrants honduriens vivant dans d'autres pays d'ouvrir des comptes basiques dans les institutions bancaires honduriennes.¹⁴⁹

¹⁴⁷ AFI. 2018. Les services innovants de transferts de fonds transfrontaliers : Expériences des pays membres de l'AFI. Disponible à l'adresse : https://www.afi-global.org/sites/default/files/publications/2018-09/AFI_DFS_cross%20border_AW_digital.pdf.

¹⁴⁸ BCIE. 2020. Remesas en Centroamérica rol del BCIE. Disponible à l'adresse : https://www.bcie.org/fileadmin/user_upload/Remesas_en_Centroamerica_el_rol_del_BCIE.pdf.

¹⁴⁹ CNBV. 2022. Règles relatives à la gestion des comptes de dépôt d'épargne de base dans les établissements contrôlés.

Dans le cadre des campagnes menées dans les pays à forte population ayant l'intention de migrer, l'ouverture de comptes bancaires avant de quitter le pays peut être encouragée, ainsi que l'obtention de documents d'identité de base, de manière que l'envoi de fonds et

l'accès à d'autres services financiers puissent se faire plus facilement dans le pays d'origine.¹⁵⁰

¹⁵⁰ Stratégie suggérée par le FENU sur la base des campagnes menées aux Philippines. Entretien avec un informateur clé.

TABLEAU 3. SERVICES D'ENVOI DE FONDUS

PAYS	PRESTATAIRE DE SERVICES FINANCIERS	TYPE DE SERVICE	DESCRIPCIÓN DEL SERVICIO
Mexique	Paisamex	Canal d'envoi de fonds	<p>Elle dispose de plus de 2 500 points de réception de fonds et se concentre sur le marché nord-américain en s'occupant des envois à destination et en provenance des États-Unis, du Canada, de l'Espagne et de l'Allemagne.</p> <p>Les paiements peuvent être effectués en espèces ou par virement. Ils fonctionneront bientôt avec une application.</p> <p>Les ressources reçues par le biais des portefeuilles peuvent être utilisées pour d'autres produits, tels que l'épargne et les investissements.</p>
Équateur	Cooperative Jardín Azuayo	Transferts de fonds depuis l'étranger	<p>Les Équatoriens à l'étranger.</p> <p>L'argent est déposé dans la coopérative.</p>
Bahamas, Costa Rica, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Panama.	BAC Credomatic Kash tool Bancamóvil	Réception et envoi de fonds	<p>Les migrants et leurs familles.</p> <p>Les transferts de fonds sont envoyés directement sur un compte d'épargne ou retirés dans une agence. Grâce à l'outil Kash de Bancamóvil, il est possible d'envoyer de l'argent sur un compte bancaire en utilisant uniquement le numéro de téléphone portable.</p>
Guatemala	Banco Agromercantil	Il s'agit d'un compte entièrement numérique qui peut être ouvert depuis les États-Unis. Il permet les transferts d'argent.	<p>Pour y accéder, les demandeurs doivent être guatémaltèques, avoir plus de 18 ans et posséder un DPI (document d'identification national) ou un passeport en cours de validité.</p>

8. DEMANDE DE SERVICES FINANCIERS LIÉS AUX TRANSFERTS

Les envois de fonds sont des ressources fondamentales pour des millions de ménages bénéficiaires dans la région LAC, constituant également une contribution significative au PIB de plusieurs pays de la région, une source de revenu pour des milliers de familles, et une opportunité pour le développement des pays et des communautés d'origine de ces familles. Le tableau 4 indique le pourcentage de la contribution des transferts personnels au PIB des pays membres de l'AFI en 2022 (à l'exception des Bahamas).

Le rapport du BID pour 2023 fait état d'une augmentation du flux des transferts de fonds de 9,5 % par rapport à l'année précédente, atteignant 155 milliards de dollars et consolidant une tendance à la croissance de 15 années consécutives où " [l]e montant estimé pour l'année reflète l'augmentation des revenus des migrants, qui ont amélioré leurs taux d'emploi, ainsi que les progrès du processus de migration au cours des périodes précédentes, ce qui a permis une augmentation des flux de transferts de fonds par les familles dans les pays d'origine.¹⁵¹

Les pays d'Amérique centrale affichent la plus forte croissance des transferts (13,2 %), suivis par le Mexique (9,8 %), les pays d'Amérique du Sud (7,9 %) et les pays des Caraïbes (2,6 %) en 2023. Le Mexique reste le principal pays bénéficiaire des transferts dans la région (41,2 %). En 2022, les transferts de fonds représenteront plus de 20 % du PIB du Salvador, du Guatemala et du Honduras.

Les transferts de fonds comprennent les transactions effectuées par le biais de canaux formels et informels, allant des transferts électroniques aux transferts d'argent liquide à travers les frontières. Ces fonds peuvent représenter la rémunération des travailleurs, y compris les employés permanents, saisonniers transfrontaliers ou d'autres employés à court terme qui travaillent dans une économie où ils ne sont pas résidents. En outre, ils comprennent des transactions entre des personnes et des familles qui sont en transit dans divers circuits migratoires. Les transferts de fonds peuvent être envoyés et reçus à n'importe quel stade du processus migratoire.

¹⁵¹ BID. 2023. Las remesas a Latinoamérica y el Caribe 2023. Retomando el crecimiento previo. Disponible à l'adresse : <https://publications.iadb.org/es/las-remesas-latinoamerica-y-el-caribe-en-2023-retomando-el-crecimiento-previo>.

TABLEAU 4. CONTRIBUTION DES TRANSFERTS DES PARTICULIERS AU PIB, EN POURCENTAGE

	1990	2000	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
LAC	0,5	0,9	1,0	1,0	1,4	1,5	1,5	1,7	1,9	2,4	2,6	0,5
Costa Rica	0,2	0,9	1,2	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,2
Équateur	0,3	7,2	2,6	2,4	2,4	2,6	2,7	2,8	3,0	3,4	4,1	0,3
El Salvador	7,6	15,0	18,0	18,4	18,2	18,9	20,0	20,7	21,0	23,8	25,4	7,6
Haïti	..	8,5	12,0	13,1	14,8	16,8	17,3	18,1	20,2	23,8	20,1	..
Mexique	1,2	1,1	1,8	1,9	2,2	2,7	2,8	2,9	3,1	3,9	4,3	1,2
Paraguay	0,6	1,7	1,6	1,3	1,5	1,8	1,8	1,7	1,8	1,6	1,5	0,6
Pérou	0,3	1,4	1,3	1,3	1,4	1,5	1,4	1,4	1,5	1,4	1,6	0,3
Suriname	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	2,7	2,5	2,4	4,3	4,9	0,1
Honduras	1,3	6,6	16,7	17,1	17,5	17,8	18,7	19,8	21,5	23,5	25,3	1,3
République Dominicaine	4,5	7,6	7,2	7,2	7,3	7,3	7,7	8,0	8,3	10,6	11,4	4,5

Source : Banque mondiale : Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde. Disponible à l'adresse suivante : <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=2&series=BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS&country=LCN#>

SECTION 5: CONCLUSIONS



Ce rapport spécial présente une analyse de l'état actuel de l'inclusion financière des migrants dans les pays membres de l'AFI. Cette analyse permet de tirer les conclusions générales suivantes.

SUR LES POLITIQUES D'INCLUSION FINANCIÈRE POUR LA POPULATION MIGRANTE

Il existe d'importantes disparités entre les politiques et stratégies nationales visant à promouvoir l'inclusion financière des populations migrantes. L'Équateur est en tête avec une politique globale, tandis que le Pérou, bien qu'il n'ait pas de politique nationale, a progressé grâce à des collaborations internationales. La SNIF mexicaine comprend des dispositions en faveur de l'inclusion financière des migrants, telles que l'acceptation d'une identification alternative et l'ouverture de comptes à distance. L'inclusion de questions au sujet des migrants dans des enquêtes telles que l'Enquête nationale sur l'inclusion financière 2024 du Mexique vise à informer l'élaboration des politiques et à combler les lacunes.

L'étude met en évidence la corrélation entre les politiques spécifiques d'inclusion financière des migrants et les flux migratoires entrants d'un pays donné. Des pays comme la Colombie, l'Équateur et le Pérou ajustent leurs réglementations pour inclure les migrants, ce qui est fortement influencé par une immigration significative et par l'adaptation de leurs marchés, afin d'offrir des produits et des services plus appropriés aux migrants. Le Honduras et le Salvador ont pris des initiatives réglementaires pour faciliter les transferts de fonds et l'ouverture de comptes, compte tenu du pourcentage élevé de ces transferts dans leur PIB (26,8 % et 23,7 % respectivement). Le Mexique est connu pour être un pays d'origine et, de plus en plus, un pays de transit et de destination de transferts.

Des pays comme le Costa Rica et la République dominicaine, qui comptent d'importantes populations migrantes, sont invités à donner la priorité aux politiques d'inclusion financière afin de répondre aux besoins des populations en transit et résidentes.

L'existence d'une politique nationale d'inclusion financière peut apporter des avantages significatifs à l'inclusion financière des migrants par différents moyens :

- 1 Des services financiers sur mesure :**
Une stratégie nationale d'inclusion financière qui s'adresse explicitement aux migrants peut stimuler le développement de produits et de services financiers personnalisés, adaptés à leurs besoins uniques. Il peut s'agir de services de transfert de fonds, d'accès aux services bancaires et de programmes éducatifs en matière de finance, tous axés sur l'autonomisation économique des migrants.
- 2 Clarté réglementaire et orientation :**
L'établissement d'un cadre politique peut offrir une clarté réglementaire et une orientation aux institutions financières pour étendre leurs services aux migrants. Des réglementations et des lignes directrices claires peuvent rationaliser les processus tels que l'ouverture d'un compte, les transferts de fonds et l'accès au crédit pour les migrants, ce qui renforce leur inclusion financière.
- 3 Collecte de données et suivi :**
Les politiques nationales d'inclusion financière intègrent souvent des mécanismes de collecte et d'analyse de données ventilées par sexe et par âge, afin de suivre l'inclusion financière de divers groupes démographiques, y compris les migrants. Ces données aident les responsables de la politique financière à comprendre les défis spécifiques rencontrés par les migrants dans l'accès aux services financiers formels, permettant ainsi des interventions sur mesure.
- 4 Partenariats de collaboration :**
Les politiques nationales d'inclusion financière peuvent favoriser la collaboration entre les entités gouvernementales, les institutions financières, les organisations internationales et la société civile afin d'améliorer collectivement l'inclusion financière des migrants. Ces partenariats peuvent inspirer des solutions et des initiatives innovantes pour répondre efficacement aux besoins financiers des migrants.
- 5 Actions de plaidoyer et sensibilisation :**
En intégrant les migrants dans le programme national d'inclusion financière, les décideurs financiers peuvent sensibiliser à l'importance de l'inclusion financière pour les populations migrantes. Cela peut précipiter les efforts de plaidoyer visant à défendre les droits des migrants aux services financiers formels et à faciliter leur intégration économique dans le pays d'accueil.

En substance, l'existence d'une politique nationale d'inclusion financière qui couvre spécifiquement les migrants peut jouer un rôle central dans l'augmentation de leur inclusion financière, l'avancement de l'autonomisation économique et l'encouragement de l'intégration sociale au sein de la nation d'accueil.

ABORDER LES OBSTACLES À L'INCLUSION FINANCIÈRE DES MIGRANTS

Le rapport réaffirme les obstacles à l'inclusion financière des migrants dans la région décrits dans l'étude documentaire. Tout d'abord, les entretiens avec les principales parties prenantes, les institutions membres de l'AFI et les experts ont révélé des préjugés négatifs à l'égard des migrants, perçus comme sans intérêt pour le secteur financier. La promotion et la reproduction des pratiques réussies observées en Colombie, en Équateur et au Pérou, où des caractérisations détaillées des populations migrantes ont été développées, pourraient aider à surmonter ces préjugés. Des préjugés spécifiques à l'égard des femmes migrantes ont également été identifiés, ce qui suggère des interventions potentielles pouvant être reproduites et observées actuellement dans certains pays.

Deuxièmement, les difficultés d'identification de la population migrante représentent un obstacle important à l'accès aux services financiers formels. Le respect des exigences en matière de connaissance du client, associé à la rigidité de ces réglementations et à la difficulté de vérifier l'identité des migrants, constitue un obstacle. Même lorsque les réglementations autorisent l'ouverture d'un compte avec des documents spécifiquement émis pour les migrants, les entités bancaires hésitent souvent. La collaboration avec les services d'immigration pour faciliter la validation de l'identité et la flexibilité des exigences KYC sont des solutions proposées.

Troisièmement, l'absence d'antécédents en matière de crédit constitue un obstacle, bien que des pratiques innovantes d'autres régions et d'entités du secteur privé proposent des modèles alternatifs d'évaluation du crédit. D'autres obstacles ont été mis en évidence, notamment une éducation financière insuffisante, le risque d'impayés, la nature transitoire de la migration et le manque de flexibilité dans la proposition de méthodes alternatives de financement. Les efforts visant à améliorer l'éducation financière dans plusieurs pays, soutenus par la coopération internationale, reflètent le désir de la population migrante de rester dans la région.

La recherche aborde également les obstacles à l'inclusion financière par le biais de l'envoi et de la réception de fonds. Il s'agit notamment de l'utilisation non productive des transferts, de la dépendance à l'égard de canaux non réguliers et des coûts élevés des transferts. Les avancées technologiques et l'émergence des FinTech sont reconnues pour leur potentiel à surmonter ces obstacles en fournissant des services financiers accessibles.

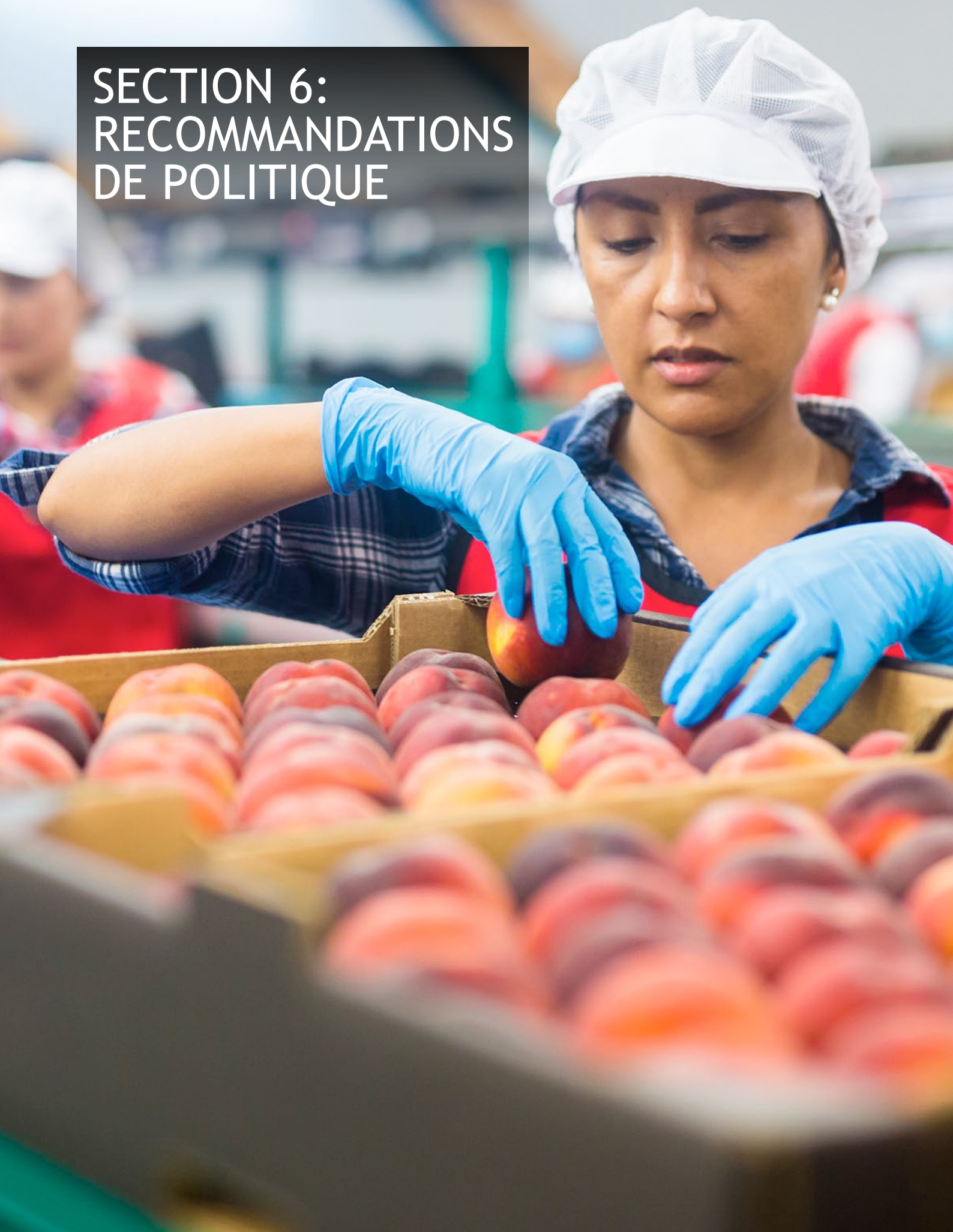
SUR L'OFFRE ET LA DEMANDE DE PRODUITS FINANCIERS POUR LA POPULATION MIGRANTE DANS LA RÉGION

La recherche visait à explorer le paysage des services financiers disponibles pour les migrants dans la région, en se concentrant sur les types de services, les fournisseurs et la demande basée sur les dynamiques migratoires. Les institutions de microfinance et les sociétés FinTech qui adaptent leurs modèles pour répondre aux populations mobiles par le biais de comptes numériques, de portefeuilles mobiles et de comptes contrôlés ont été mises en évidence, parallèlement aux efforts déployés par les pays membres de l'AFI pour ajuster les réglementations KYC en vue de l'inclusion financière des migrants. De nombreuses initiatives, programmes et services soutenus par des organisations internationales telles que le HCR, l'OIT, l'OIM et la CAF visaient à servir les migrants, les réfugiés et les populations en transit.

Une analyse de la demande de services financiers des migrants à travers les étapes de la migration a souligné la nécessité de produits durables alignés sur la dynamique régionale et l'évolution des besoins des migrants. Bien que des lacunes importantes persistent dans la conception et la mise en œuvre des politiques dans la région LAC, les pays qui connaissent des flux migratoires plus importants ont progressé, facilités par la coopération internationale. Cependant, l'inclusion financière durable nécessite des politiques publiques solides.

Malgré les difficultés liées à l'identification, aux antécédents de crédit et à l'éducation financière, des pratiques notables ont vu le jour pour surmonter les obstacles et fournir des services transfrontaliers, facilitant ainsi l'accès et l'utilisation des services financiers formels. Si l'inclusion financière totale au niveau régional reste un objectif lointain, l'innovation et la mobilité régionale offrent des perspectives de normalisation des services dans la région et, en fin de compte, d'amélioration de l'inclusion et de la santé financières pour tous dans les années à venir.

SECTION 6: RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE



Les décideurs et régulateurs financiers peuvent prendre en compte les recommandations suivantes pour faire progresser l'inclusion financière de la population migrante dans leur pays :

- ✓ Mener des études diagnostiques appropriées sur l'état de l'inclusion financière des migrants en utilisant des enquêtes du côté de la demande et de l'offre, en tenant compte de facteurs tels que l'âge, le genre, le pays d'origine et l'étape du processus de migration pour l'élaboration de politiques fondées sur des données et des preuves. Ce type de collecte et d'analyse de données aidera également le secteur financier à comprendre les besoins spécifiques des migrants, notamment des femmes migrantes qui sont confrontées à des obstacles supplémentaires en matière d'inclusion financière. Il sera alors possible de concevoir des produits et des services financiers appropriés qui répondent de manière significative aux besoins spécifiques des migrants.
- ✓ Mettre en place des politiques globales d'inclusion financière qui répondent explicitement aux besoins des migrants et des compatriotes à l'étranger. Il s'agit notamment d'élaborer ou de réviser les SNIF afin d'inclure les migrants en tant que groupe cible et de les aligner sur d'autres politiques et cadres nationaux pertinents, tels que les plans de réponse aux réfugiés, les politiques migratoires, les systèmes de protection sociale, etc. En outre, améliorer l'environnement juridique et réglementaire pour l'inclusion financière des migrants en éliminant les obstacles liés à l'identification, à la documentation, aux exigences en matière de KYC, à la protection des consommateurs, à la protection des données, etc. et en promouvant des produits et services financiers innovants et inclusifs qui répondent aux besoins des migrants.
- ✓ Sur cette base et en s'appuyant sur les évaluations des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, mettre en œuvre des règles simplifiées et fondées sur le risque en matière de connaissance du client et de CDD afin de faciliter l'accès des migrants aux produits financiers et leur utilisation de ces produits.
- ✓ Les organismes de réglementation et les parties prenantes concernées devraient jouer un rôle central dans l'animation de forums sur l'inclusion financière des migrants et participer à des groupes de travail multisectoriels afin de faciliter la coordination des efforts.
- ✓ Établir le profil des populations migrantes et des compatriotes vivant à l'étranger afin d'aider le secteur financier à comprendre leurs besoins spécifiques. Des produits et services appropriés peuvent ensuite être conçus en envisageant des mécanismes alternatifs d'évaluation du crédit et en encourageant la collaboration entre les bureaux d'information sur crédit (BIC) des pays d'origine et des pays d'accueil des migrants.
- ✓ Encourager les institutions financières à mettre en œuvre des mécanismes d'identification des clients, tels que des normes simplifiées de diligence raisonnable, des technologies d'identification et l'accès aux bases de données des autorités d'immigration.
- ✓ Renforcer les connaissances financières et les capacités des migrants et des communautés d'accueil par le biais de campagnes d'éducation financière visant à accroître leur sensibilisation et leur compréhension des services financiers formels, leurs droits et responsabilités en tant que consommateurs, et leur capacité à gérer leurs finances de manière efficace. Ces programmes pourraient inclure des plans d'épargne pour l'éducation, l'assurance ou des projets de développement communautaire.
- ✓ Améliorer l'environnement juridique et réglementaire pour l'inclusion financière des migrants en s'attaquant aux obstacles liés à l'identification, à la documentation, aux exigences KYC, à la protection des consommateurs, à la protection des données, etc. et en promouvant des produits et services financiers innovants et inclusifs qui répondent aux besoins des migrants.
- ✓ Faciliter les mécanismes permettant l'ouverture de comptes à partir de l'étranger, en facilitant les transferts de fonds et en renforçant l'inclusion financière.
- ✓ Adapter des produits et des services durables pour répondre aux divers besoins des individus tout au long du cycle de migration.

- ✓ Offrir des produits financiers sur mesure et soutenir les projets d'entrepreneuriat des réfugiés et des migrants tout au long du cycle migratoire, depuis les start-up et les entreprises en phase de démarrage jusqu'aux MPME.
 - ✓ Fournir des services de conseil et collaborer étroitement avec les organismes de coopération internationale pour améliorer la prestation de services financiers aux populations migrantes dans les régions où ces services font défaut.
 - ✓ Former les employés à se tenir informés des réglementations existantes en ce qui concerne l'identification des personnes migrantes et éviter de perpétuer les stéréotypes négatifs à l'encontre
- ✓ Centraliser les informations sur les caractéristiques, les besoins et les tendances des clients migrants afin d'adapter et de suivre plus efficacement les politiques publiques visant à améliorer leur inclusion financière. Tirer parti des services financiers numériques et de la technologie mobile pour élargir l'accès et l'utilisation des services financiers formels pour les migrants, en particulier dans les zones reculées et difficiles d'accès. Cela facilitera également les transferts transfrontaliers, les versements d'aide sociale, les transferts humanitaires en espèces, etc.



SECTION 7: LISTE DES MEILLEURES PRATIQUES



NOM	ENTITÉ DE MISE EN ŒUVRE	UTILISATION
Évaluation des écarts financiers au Pérou et en Équateur	IFC-ACNUR	Surmonter les préjugés à l'encontre de la population migrante.
Étude sur les obstacles comportementaux à l'accès au secteur financier	Banque Mondiale	Surmonter les préjugés à l'encontre de la population migrante.
Code organique monétaire et financier	Équateur	Promover el acceso al sector financiero de la población migrante, refugiada y repatriada.
Carte financière pour le bien-être (Finabien). À l'intention de ses compatriotes résidant à l'étranger	Mexique	Promouvoir l'utilisation des services bancaires et faciliter l'envoi de fonds par les compatriotes à l'étranger.
Guide de l'inclusion financière pour les réfugiés et les migrants	Pérou (Surintendance des banques, des assurances et des fonds de pension privés, Surintendance nationale de l'immigration, Ministère des affaires étrangères, et WOCCU)	Informer et guider les entités du système financier en ce qui concerne les documents d'identité des réfugiés et des migrants, ainsi que les mécanismes de validation des informations qu'ils contiennent, faciliter l'élaboration de stratégies qui favorisent l'inclusion financière de ce groupe de population et identifier les bonnes pratiques mises en œuvre par les prestataires de services financiers.
Comité consultatif pour l'inclusion financière des réfugiés et des migrants	Comité consultatif sous le leadership de la Surintendance nationale péruvienne des migrations, avec la participation de 15 entités (publiques, privées et organisations intergouvernementales).	L'objectif est de faciliter la coordination entre les secteurs public, privé et la société civile afin d'élaborer des réglementations, des mécanismes spécifiques et des stratégies qui facilitent l'accès et l'utilisation des services et produits financiers pour les populations réfugiées et migrantes de toutes nationalités.
Succursales dans les camps de réfugiés de Dadaab et de Kakuma	Equity Bank, Kenya	L'analyse de rentabilité est basée sur une combinaison de revenus provenant de transferts d'argent (via des cartes de débit) des agences humanitaires aux réfugiés, avec la possibilité d'ouvrir des comptes de salaire et d'épargne au niveau local.
Initiative Cedrizuela et autres	Uala Colombia, en collaboration avec l'ONG Heartland Alliance International	Distribuer des subventions et un soutien économique aux migrants, participer à des foires pour les petits entrepreneurs migrants et offrir des produits de téléphonie mobile et des liens de paiement pour qu'ils puissent encaisser leurs ventes.

Interventions en espèces pour les migrants en transit	Réseau Galp, Upsivale et RedRose	Fournir des services en espèces (coupons et autres) aux migrants en transit, afin de leur permettre de satisfaire leurs besoins primaires.
Programme de formation sur l'inclusion financière des migrants	Barranquilla-Colombie, projet de la Fondation Santo Domingo avec la Fondation Hilton et l'Universidad del Norte	Fournir une formation commerciale et accès au crédit aux entrepreneurs migrants, rapatriés et hôtes.
Obligations sociales et inclusion financière	IDB Invest et Cooperativa de Ahorro y Crédito Jardín Azuayo Ltda	Élargir le financement aux MPME dirigées et/ou détenues par des populations autochtones, des migrants, des femmes, à faible revenu ou à faible niveau d'éducation.
Inclusion financière numérique	Initiative du partenariat pour l'Amérique centrale	Plaidoyer pour l'inclusion financière numérique "afin d'augmenter les transferts de fonds de personne à personne sur des comptes d'au moins 20 points de pourcentage au cours des cinq prochaines années".
Promouvoir l'utilisation appropriée des transferts	FENU SentBe, en particulier au Bangladesh, au Myanmar et au Népal.	Partager des informations sur les besoins et les difficultés financières des expéditeurs et des destinataires de fonds, obtenir des informations de première main sur les habitudes de consommation et l'utilisation de ces ressources.
Le paysage des transferts de fonds par portefeuille numérique	Island Pay FinTech basée aux Bahamas et dénommée "CiNKO".	Elle offre des économies potentielles allant jusqu'à 80 % par rapport aux méthodes traditionnelles en utilisant le stablecoin USDC de Circle.
Offrir une alternative aux migrants pour accéder aux prêts lorsqu'ils ne peuvent pas fournir de garantie	Belgique, MicroStart	Permettre aux clients d'ouvrir un compte bancaire séparé afin d'épargner un dépôt en espèces en guise de garantie pour le prêt.
Prendre des décisions en matière d'évaluation du crédit en fonction de l'utilisation du téléphone et l'activité de l'argent mobile du client	Commercial Bank of Africa et Safaricom au Kenya, First Access en Tanzanie et Inventura au Kenya.	Score de crédit alternatif pour générer des recommandations de prêt.
Autres méthodes d'identification	FINCA en Zambie	Offre une reconnaissance biométrique pour l'identification.
Couloirs de données numériques	IFC Pologne, Roumanie et Moldavie	Permettre la transférabilité des antécédents de crédit des migrants ukrainiens.

ANNEXE 1 : LISTE DES RÉPONDANTS À L'ENQUÊTE

	PAYS	INSTITUTION
1	BAHAMAS	Banque centrale des Bahamas
2	COSTA RICA	Superintendencia General de Entidades Financieras
3	ÉQUATEUR	Superintendencia de Economía Popular y Solidaria
4	EL SALVADOR	Banco Central de Reserva de El Salvador
5	HAÏTI	Banque de la République de Haïti
6	HONDURAS	Comisión Nacional de Bancos y Seguros (Commission nationale des banques et des assurances)
7	MEXIQUE	Comisión Nacional Bancaria y de Valores (Commission nationale des banques et des valeurs)
8	PARAGUAY	Banco Central del Paraguay
9	PÉROU	Superintendencia de Banca, Seguros y AFP del Perú
10	SURINAME	Centrale Bank van Suriname
11	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Superintendencia de Bancos de República Dominicana

ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES

INSTITUTION/INITIATIVE	NOM	POSTE	CHAMP D'APPLICATION
OCDE	Jason Gagnon	Chef de l'unité Migration	Mondial
Banque mondiale	Paula Rossiasco Diego Gómez	Spécialiste principal en développement social	Régionale
CAF, Société de développement autonome	Diana Mejía Oscar Vargas	Direction d'analyse technique et sectorielle du secteur privé	Régionale
WOCCU : Projet d'inclusion économique Conseil mondial	Oscar Guzmán	Directeur	Équateur et Pérou (2020-2026)
Initiative conjointe ICF-UNHCR	Ricardo García Tafur	Responsable des opérations	Régionale
OIT	Carolina Ibáñez	Chargée de suivi et d'évaluation	Régionale
FENU	Paloma Monroy Erick Hernández	Spécialiste de migrations et de transferts	LAC
OIM, Mobilité des travailleurs et inclusion sociale	Roberto Cancel	Spécialiste régional	Siège à Buenos Aires, portée régionale
BID	Felipe Muñoz	Chef de l'Unité Migration	Régionale
Comisión Nacional de Bancos y Seguros (Commission nationale des banques et des assurances)	Alba Valladares	Commissionnaire	Honduras
Centrale Bank van Suriname	Iwan Dubois Vanessa D'Costa-Chenin	Département des relations internationales, de l'inclusion financière et de l'éducation	Suriname
Superintendencia General de Entidades Financieras	Cristian Vega Céspedes	Coordinateur, Unité Statistiques et Publications	Costa Rica

PSE	Jorge Moncayo	Intendant	Équateur
PNUD	Eric Hernández	Coordinateur des projets de mobilité humaine	Mexique
Réseau CALP	Saint Radice	Représentant régional Amériques	Régionale
Bancamía	Angela Panqueva	Directrice équité et inclusion, vice-présidente transformation digitale et innovation	Colombie
Alliance pour l'Amérique latine	Mark lopes	Président COO	Triangle nord de l'Amérique centrale
RedRose	Ana María Torres	Gestionnaire de partenariat	Mexique

PERSONNES CONSULTÉES :

Ana Maria Castro, directrice juridique, Uala Colombia
 Maria Fernanda Leon, Zulu Colombie

ACRONYMES

BCIE	Banco Centroamericano de Integración Económica (Banque centraméricaine d'intégration économique)	SBS	Superintendencia de Banca, Seguros y Administradoras Privadas de Fondos de Pensiones de Perú (Surintendance des banques, des assurances et des administrateurs de fonds de pension privés)
CAF	Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes	SEPS	Superintendencia de Economía Popular y Solidaria de Ecuador (Surintendance de l'économie populaire et solidaire de l'Équateur)
CNBS	Comisión Nacional de Bancos y Seguros de Honduras (Commission nationale des banques et des assurances du Honduras)	FENU	Fonds d'équipement des Nations unies
CNBV	Comisión Nacional Bancaria y de Valores de México (Commission nationale de la banque et des valeurs du Mexique)	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CONAIF	Consejo Nacional de Inclusión Financiera de México (Conseil national de l'inclusion financière du Mexique)	HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
PIB	Produit intérieur brut	WOCCU	Conseil mondial des Coopératives d'Épargne et de Crédit
BID	Banque interaméricaine de développement		
IFC	Société financière internationale		
OIT	Organisation internationale du travail		
INEI	Instituto Nacional de Estadística e Informática (Institut national de statistique et d'informatique)		
INM	Instituto Nacional de Migración de México (Institut national de la migration)		
OIM	Organisation internationale pour les migrations		
KYC	Connaître son client		
LAC	Amérique latine et Caraïbes		
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises		
SNIF	Stratégie nationale d'inclusion financière		
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques		

RÉFÉRENCES

- AFI.** 2018. Les services innovants de transferts de fonds transfrontaliers : Expériences des pays membres de l'AFI. Disponible à l'adresse : https://www.afi-global.org/sites/default/files/publications/2018-09/AFI_DFS_cross%20border_AW_digital.pdf.
- AFI.** 2020. Pourquoi les réponses économiques au COVID-19 doivent être financièrement inclusives et sensibles au genre. Disponible à l'adresse suivante : https://www.afi-global.org/sites/default/files/publications/2020-09/AFI_GIF_covid_AW_digital.pdf.
- Ahiba.** Amigos del Migrante (Amis du migrant). Disponible à l'adresse : <https://ahiba.hn/amigosdelmigrante/#AMQUIENES>.
- Alcantar, Daisy.** 2023. Existir y Sobrevivir : El prejuicio que enfrentan los inmigrantes venezolanos en la quinta región de Chile (Exister et survivre : Le préjudice que subissent les immigrants vénézuéliens dans la cinquième région du Chili). Disponible à l'adresse : https://digitalcollections.sit.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=4633&context=isp_collection.
- ASOBANCARIA.** 2022. Guía para la adopción del Permiso por Protección Temporal para Venezolanos PPT en el Sistema Financiero colombiano (Guide pour l'adoption du permis de protection temporaire pour les ressortissants vénézuéliens PPT dans le système financier colombien). Disponible à l'adresse : <https://www.asobancaria.com/books/guia-verificacion-de-identidad>.
- AUXÍLIO-BRASIL.** Informaciones para personas refugiadas, solicitantes de la condición de refugiados y migrantes (Informations pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants). Disponible à l'adresse : <https://www.acnur.org/portugues/wp-content/uploads/2022/05/Informativo-Auxilio-Brasil-Espanhol.pdf>.
- BCB.** 2023. Cartilla de información Financiera para Migrantes y Refugiados (Brochure d'information financière pour les migrants et les réfugiés). Disponible à l'adresse : https://www.bcb.gov.br/content/cidadaniafinanceira/documentos_cidadania/Cartilha_Migrantes_Refugiados/cartilha_BC_ESPANHOL.pdf.
- BCIE.** 2020. Remesas en Centroamérica rol del BCIE (Envois de fonds en Amérique centrale Rôle de la BCIE). Disponible à l'adresse : https://www.bcie.org/fileadmin/user_upload/Remesas_en_Centroamerica_el_rol_del_BCIE.pdf.
- CAF.** 2021. ¿Es necesaria una educación financiera con perspectiva de género? (Est-elle nécessaire l'éducation financière sexospécifique ?) Disponible à l'adresse : <https://www.caf.com/es/conocimiento/visiones/2021/10/es-necesaria-una-educacion-financiera-con-perspectiva-de-genero>.
- CAF.** 2021. Vulnerabilidad financiera : Brechas de género en América Latina (Vulnérabilité financière : écarts de genre en Amérique latine). Disponible à l'adresse : <https://www.caf.com/es/conocimiento/visiones/2021/03/vulnerabilidad-financiera-brechas-de-genero-en-america-latina>.
- CAF.** 2023. Découvrez les 10 startups gagnantes du Laboratoire CAF d'inclusion financière 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.caf.com/es/actualidad/noticias/2023/12/descubre-las-10-startups-ganadoras-del-laboratorio-caf-de-inclusion-financiera-2023>.
- CAF.** 2024. Qué tan incluida financieramente está la población migrante en América Latina y el Caribe ? (Quel est le degré d'inclusion financière de la population migrante en Amérique latine et aux Caraïbes ?) Disponible à l'adresse : <https://www.caf.com/es/conocimiento/visiones/2024/02/que-tan-incluida-financieramente-esta-la-poblacion-migrante-en-america-latina-y-el-caribe>.
- CEPAL.** 2020. Estrategia para el uso de remesas familiares e inclusión financiera : estudio de caso de la cadena de tomate y chile verde en el Salvador (Stratégie pour l'utilisation des transferts de fonds familiaux et l'inclusion financière : une étude de cas de la chaîne de la tomate et du piment vert au Salvador). Disponible à l'adresse : <https://www.cepal.org/es/publicaciones/44934-estrategias-uso-productivo-remesas-familiares-inclusion-financiera-estudio-caso>.
- CEPAL.** 2020. Estrategia para el uso productivo de remesas familiares e inclusión financiera. Estudio de caso de la cadena de lácteos en la República Dominicana (Stratégie pour l'utilisation productive des transferts de fonds familiaux et d'inclusion financière. Étude de cas de la chaîne laitière en République dominicaine). Disponible à l'adresse : <https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/5de8597f-771c-4023-b523-f43f4daf345a/content>.
- CEPAL.** 2020. Estrategias para el uso productivo de remesas familiares e inclusión financiera : estudio de caso de la cadena de lácteos en la República Dominicana. Disponible à l'adresse : <https://www.cepal.org/es/publicaciones/44992-estrategias-uso-productivo-remesas-familiares-inclusion-financiera-estudio-caso>.

CEPAL. 2020. Estrategias para fomentar la inversión de remesas familiares y la inclusión financiera : Estudio de caso de la cadena de valor de turismo de Sacatepéquez en Guatemala (Stratégies pour la promotion de l'investissement dans les transferts de fonds familiaux et l'inclusion financière : une étude de cas de la chaîne de valeur du tourisme de Sacatepéquez au Guatemala). Disponible à l'adresse : <https://www.cepal.org/es/publicaciones/45817-estrategias-fomentar-la-inversion-remesas-familiares-la-inclusion-financiera>.

CNBS. 2022. Estadísticas Financieras, Reporte de inclusión financiera (Statistiques financières, Rapport sur l'inclusion financière). Disponible à l'adresse : <https://publicaciones.cnbs.gob.hn/Home/Viewer/Publicaciones%20Estad%C3%ADsticas%20y%20Financieras%20Inclusi%C3%B3n%20Financiera%20Reportes%20de%20Inclusi%C3%B3n%20Financiera/Reporte%20de%20Inclusi%C3%B3n%20Financiera%202022.pdf>.

CNBV. 2022. Règles relatives à la gestion des comptes de dépôt d'épargne de base dans les établissements contrôlés.

Institut Coinbase. 2022. Crypto & Remittances. Disponible à l'adresse : https://assets.ctfassets.net/c5bd0wqjc7v0/PX9g1EAnHAKICg1zHCwX/f9dde71351c320a15fc4ecccff83e14e8/Crypto_Remittances.pdf.

Colombia nos une. Ferias de Servicios para Colombianos en el Exterior (La Colombie nous unit. Foires aux services pour les Colombiens de l'étranger). <https://www.colombianosune.com/index.php/comunidades/ferias>.

Comisión Nacional para la Protección y Defensa de los Usuarios de Servicios Financieros. 2017. Más vale estar preparado (Commission nationale pour la protection et la défense des usagers des services financiers. 2017. Mieux vaut être préparé). Disponible à l'adresse : <https://www.gob.mx/condusef/articulos/mas-vale-estar-preparado?idiom=es>.

Conseil national de l'inclusion financière. La politique nationale d'inclusion financière. Disponible à l'adresse suivante <https://www.pnif.mx>.

Cryptopolitan. 2023. Pas plus bancarisés : Bahamas lanza plataforma de criptorremesas (Les Bahamas lancent une plateforme de crypto-transfert). Disponible à l'adresse : <https://www.cryptopolitan.com/es/unbanked-no-more-bahamas-lanza-plataforma-de-cripto-remesas>.

DANE. 2023. Encuesta Pulso Migración. Disponible à l'adresse : <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/encuesta-pulso-de-la-migracion-epm>.

de Haas, Hein, Mathias Czaika, Marie-Laurence Flahaux, Edo Mahendra, Katharina Natter, Simona Vezzoli et María Villares-Varela. 2019. "Migrations internationales : Tendances, déterminants et effets des politiques". Revue de la population et du développement 45 (4). Wiley : 885-922. doi:10.1111/padr.12291.

de Haas, Hein. 2023. Comment fonctionnent réellement les migrations. Disponible à l'adresse : <https://www.penguin.co.uk/books/455478/how-migration-really-works-by-haas-hein-de/9780241632208>.

ENM Magazine. 2013. L'inclusion financière des migrants dans l'UE : quel rôle pour le secteur de la microfinance ? Disponible à l'adresse : https://www.european-microfinance.org/sites/default/files/document/file/3.EMN%20Magazine_March_2013_Migration%201032013.pdf.

Equity Bank. 2016. inclus dans : UNHCR, SOCIAL PERFORMANCE TASK FORCE (2019) op cit. Disponible à l'adresse : <https://sptf.info/images/RefugeeWG-Serving-Refugee-Populations-Guidelines-FSPs-Lene-Hansen.pdf>

Commission européenne, Fonds d'asile, de migration et d'intégration. Disponible à l'adresse : https://home-affairs.ec.europa.eu/funding/asylum-migration-and-integration-funds_en.

Rapport d'avancement sur l'inclusion financière. 2020. Disponible à l'adresse : <http://www.fi2020progressreport.org/addressing-customer-needs>.

Premier accès. Crédit personnalisé. Disponible à l'adresse : <http://www.firstaccessmarket.com>.

HIAS. 2022. Escuela de emprendimiento con enfoque de género (École d'entrepreneuriat avec perspective de genre). Disponible à l'adresse : https://www.linkedin.com/pulse/escuela-de-emprendimiento-con-enfoque-g%C3%A9nero-hiasperu/?trk=pulse-article_more-articles_related-content-card&originalSubdomain=es.

HIAS. 2023. HIAS y OIM : Empoderando a mujeres migrantes a través del emprendimiento (HIAS et OIM : Autonomiser les femmes migrantes par l'entrepreneuriat). Disponible à l'adresse : <https://www.linkedin.com/pulse/hias-y-oim-empoderando-mujeres-migrantes-trav%C3%A9s-del-emprendimiento>.

HIAS. 2023. Nosotras emprendemos : Autonomía para la prosperidad. Vidéo disponible à l'adresse : <https://www.facebook.com/watch/?v=313064414636857>.

HIAS. Non daté. Où nous travaillons - Pérou. Disponible à l'adresse : <https://hias.org/where/peru>.

BID. 2020. Haïti. Disponible à l'adresse : <https://datamig.iadb.org/es/profile/HTI>.

BID. 2020. Venezuela. Disponible à l'adresse : <https://datamig.iadb.org/es/profile/VEN>.

BID. 2023. Movimiento migratorio. Disponible à l'adresse : <https://datamig.iadb.org/es/movimiento-migratorio>.

IADB. 2020. ¿Qué se ha dicho en las redes sociales sobre los migrantes durante la Pandemia ? (Qu'a-t-on dit sur les médias sociaux à propos des migrants pendant la pandémie ? Disponible à l'adresse : <https://blogs.iadb.org/migracion/es/redes-sociales-migrantes-prejuicios-pandemia>.

BID Invest. 2022. Bono Social de Diversidad e Inclusion (Bon social de diversité et d'inclusion) - Cooperativa Jardín Azuayo. Disponible à l'adresse : <https://www.idbinvest.org/es/proyectos/bono-social-de-diversidad-e-inclusion-cooperativa-jardin-azuayo>.

BID. 2023. ¿En qué situación están los migrantes en América Latina y el Caribe? (Quelle est la situation des migrants en Amérique latine et aux Caraïbes ?) Disponible à l'adresse : <https://publications.iadb.org/publications/spanish/viewer/En-que-situacion-est-an-los-migrantes-en-America-Latina-y-el-Caribe-mapeo-de-la-integracion-socioeconomica.pdf>.

BID. 2023. Las remesas a Latinoamérica y el caribe 2023. Retomando el crecimiento previo (Envois de fonds vers l'Amérique latine et les Caraïbes 2023. Reprise de la croissance antérieure). Disponible à l'adresse : <https://publications.iadb.org/es/las-remesas-latinoamerica-y-el-caribe-en-2023-retomando-el-crecimiento-previo>.

IFC. 2022. Inclusion financière et économique des migrants et réfugiés vénézuéliens au Pérou. Gap Assessment. Disponible à l'adresse : https://www.r4v.info/es/document/IFC_WB_Financialandeconomicinclusion_RyM_sep22.

IFC. 2022. Inclusión financiera y económica de los migrantes y refugiados venezolanos en el Perú : Evaluación de Brechas. Disponible à l'adresse : <https://www.r4v.info/sites/default/files/2023-10/IFC-%20Estudio%20de%20Brechas%20Refugiados%20y%20Migrantes%20en%20Per%C3%BA.pdf>.

IFC. 2022. Les réfugiés ukrainiens accèdent au financement par le biais de nouveaux corridors de données numériques. Disponible à l'adresse : <https://www.ifc.org/en/stories/2022/ukraine-refugees-digital-data-corridor>.

OIT, PNUD, HCR, USAID et OIM. 2021. Comment accéder et utiliser le système financier colombien ? Guide

d'orientation sur l'inclusion financière pour les réfugiés et les migrants du Venezuela. Disponible à l'adresse : <https://www.r4v.info/es/document/colombia-como-acceder-y-hacer-uso-del-sistema-financiero-colombiano-guia-de-orientacion>.

OIT. 2023. Cuestionario de la Encuesta para caracterización de las necesidades de servicios de desarrollo empresarial (SDE) de las mujeres emprendedoras (EME). (Questionnaire pour l'enquête de caractérisation des besoins en services de développement des entreprises (BDS) des entrepreneuses (WSE)) Disponible à l'adresse suivante : https://www.ilo.org/americas/publicaciones/WCMS_900345/lang--es/index.htm.

IME. 2022. Semana de Educación Financiera Integral para Mexicanos en el Exterior. (Semaine d'éducation financière intégrale pour les Mexicains de l'étranger) Disponible à l'adresse : <https://ime.gob.mx/vaf/programa/sefime>.

FMI. 2022. L'augmentation inattendue des transferts vers l'Amérique centrale et le Mexique pendant la pandémie. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/09/19/cf-the-unexpected-rise-in-remittances>.

Dans le domaine du risque. Crédit personnalisé. Disponible à l'adresse : <https://inventure.com>.

Inclusion financière. Migrantes. Disponible à l'adresse suivante <https://inclusionfinanciera.gob.sv/migrantes>.

INEI. 2019. INEI Resultados del ENPOVE 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.r4v.info/en/node/3835>.

INEI. 2022. Conditions de vie de la population vénézuélienne résidant au Pérou. Resultados de la II ENPOVE 2022. Disponible à l'adresse : https://www.r4v.info/es/document/INEI_ENPOVE_2022.

INEI. 2022. El 57,4% de la población venezolana que reside en el Perú tiene entre 20 y 49 años de edad (57,4 % de la population vénézuélienne résidant au Pérou est âgée de 20 à 49 ans). Disponible à l'adresse : <https://m.inei.gob.pe/prensa/noticias/el-574-de-la-poblacion-venezolana-que-reside-en-el-peru-tiene-entre-20-y-49-anos-de-edad-14164>.

Investopedia. 2021. L'utilisation la plus rentable du bitcoin : le secteur des transferts à l'étranger, d'une valeur de 540 milliards de dollars ? Disponible à l'adresse : <https://www.investopedia.com/tech/bitcoins-best-use-isnt-currency-its-overseas-remittances>.

OIM. 2012. Les pays latino-américains de migration de retour analysent les défis politiques. Disponible à l'adresse : <https://www.iom.int/news/latin-american-return-migration-countries-analyse-policy-challenges>.

OIM. 2020. Informe sobre las Migraciones en el Mundo 2020 : Capítulo 5 Reflexiones sobre las Contribuciones de los Migrantes en Una Era de Creciente Disrupción y Desinformación (Chapitre 5 Réflexions sur les contributions des migrants à une époque de perturbation et de désinformation croissantes). Disponible à l'adresse : <https://publications.iom.int/books/informe-sobre-las-migraciones-en-el-mundo-2020-capitulo-5>.

OIM. 2022. Étude de l'impact économique de la migration vénézuélienne en République dominicaine : Realidad vs. Potencial. Disponible à l'adresse : <https://kmhub.iom.int/es/biblioteca-virtual/estudio-de-impacto-economico-de-la-migracion-venezolana-en-republica-dominicana>.

OIM. 2023. Microserfin apoya a OIM en el fortalecimiento de capacidades financieras de la población migrante en Panamá (Microserfin soutient l'OIM dans le renforcement des capacités financières de la population migrante au Panama). Disponible à l'adresse : <https://panama.iom.int/es/news/microserfin-apoya-oim-en-el-fortalecimiento-de-capacidades-financieras-de-la-poblacion-migrante-en-panama>.

OIM. 2023. Tendencias Migratorias en las Américas (Tendances migratoires dans les Amériques). Disponible à l'adresse : <https://robuenosaires.iom.int/sites/g/files/tmzbdl626/files/documents/2023-04/Tendencias-Migratorias-en-las-Américas-ESP-Feb-2023.pdf>.

OIM. Inclusion-financiera. Disponible à l'adresse : <https://ecuador.iom.int/es/inclusion-financiera>.

Knomad. 2023. Migration et développement. Disponible à l'adresse : <https://www.knomad.org/publication/migration-and-development-brief-38>.

Martinez Pizarro, Cano Christiny (eds). 2022. "Sobre las contribuciones de la migración al desarrollo sostenible : estudios en países seleccionados" (Les contributions des migrations au développement durable : études dans une sélection de pays), Documentos de Proyectos. Disponible à l'adresse : <https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/327ad422-16d9-4fa8-9c90-63398ffd18ee/content>.

Migra Venezuela. 2017. ¿Cómo va la inclusión financiera de los migrantes venezolanos en el país ? (Comment se passe l'inclusion financière des migrants vénézuéliens

dans le pays ?) Disponible à l'adresse : <https://migravenezuela.com/economia/como-va-la-inclusion-financiera-de-los-migrantes-venezolanos-en-el-pais>.

Politique nationale de migration 2017-2025, approuvée par le décret suprême n° 015-2017 -RE

OEA. 2022. Deconstruyendo Mitos y Narrativas alrededor de la migración : Análisis y Recomendaciones a partir de las experiencias de Colombia, México y Perú (Déconstruire les mythes et les récits autour de la migration : analyse et recommandations à partir des expériences de la Colombie, du Mexique et du Pérou). Disponible à l'adresse : <https://clubmadrid.org/wp-content/uploads/2023/06/JUNIO-2023-INFORME-NARRATIVAS-VERSION-FINAL.pdf>.

OCDE. 2017. Créer un environnement favorable pour renforcer l'impact des transferts sur le développement. Disponible à l'adresse : <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/9789264265615-11-en.pdf?expires=1706022146&id=id&accname=guest&checksum=614127DA45D7948E97EEAFA67D2E0074>.

Orozco, Manuel. 2006. International Flows of Remittances : Cost, competition and financial access in Latin America and the Caribbean-toward an industry scorecard (Coût, concurrence et accès financier en Amérique latine et dans les Caraïbes - vers un tableau de bord de l'industrie). Disponible à l'adresse : <https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/mfg-en-paper-international-flows-of-remittances-cost-competition-and-financial-access-in-latin-america-and-the-caribbean-toward-an-industry-scorecard-may-2006.pdf>.

PCA. Transferts de fonds. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.centampartnership.org/ficcar>.

PERC. 2009. Nouveau au crédit à partir de données alternatives. Disponible à l'adresse : https://www.perc.net/wp-content/uploads/2013/09/New_to_Credit_from_Alternative_Data_0.pdf.

Portail de données sur la migration. 2022. Remesas. Disponible à l'adresse : <https://www.migrationdataportal.org/es/themes/remesas>.

Portail FinDev. 2023. Inclusión financiera para refugiados y migrantes en América Latina : Una oportunidad de mercado para los proveedores de servicios financieros (L'inclusion financière des réfugiés et des migrants en Amérique latine : une opportunité de marché pour les prestataires de services financiers). Disponible à l'adresse : <https://www.findevgateway.org/es/blog/2023/06/inclusion-financiera-para-refugiados-y-migrantes-en-america-latina>.

Registre civil. IESS implementa validación biométrica para datos bancarios (L'IESS met en œuvre la validation biométrique des coordonnées bancaires). Disponible à l'adresse : <https://www.registrocivil.gob.ec/publicado-8-de-abril-de-2015-audios-noticias-ies-iimplementa-validacion-biometrica-para-datos-bancarios>.

République de l'Équateur. 2014. Código Orgánico Monetario y Financiero. Disponible à l'adresse : <http://www.pge.gob.ec/documents/Transparencia/antilavado/REGISTROOFICIAL332.pdf>.

République de l'Équateur. 2020. Estrategia nacional de inclusión financiera 2020-2024 (Stratégie nationale d'inclusion financière 2020-2024). Disponible à l'adresse : <https://rfd.org.ec/docs/comunicacion/DocumentoENIF/ENIF-BCE-2021.pdf>.

Reuters. 2023. Expliqué : Diaspora Bonds. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/video/watch/explained-diaspora-bonds-idRCV0085LR>.

SBS et WOCCU. 2023. Guía práctica para la inclusión Financiera, Población refugiada y Migrante. Disponible à l'adresse : https://www.sbs.gob.pe/Portals/3/jer/Materiales_EF/2023/GuiaPracticaPoblacionRefugiadaMigranteDigital.pdf.

SBS. 2022. Acceso al sistema financiero por parte de la población migrante y refugiada en el Perú (Accès des migrants et des réfugiés au système financier au Pérou). Disponible à l'adresse : https://www.sbs.gob.pe/Portals/4/jer/PUB-NOTA-POLITUCA/NOTA-SBS-9_Acceso%20al%20SF%20Migrantes%20y%20Refugiados.pdf.

SBS. 2022. Realizan primer taller de difusión de la Guía Práctica para la Inclusión Financiera de la población refugiada y migrante (Premier atelier de diffusion du Guide pratique pour l'inclusion financière des réfugiés et des migrants). Available at: <https://www.sbs.gob.pe/noticia/detallenoticia/idnoticia/2675?title=Realizan%20primer%20taller%20de%20difusi%C3%B3n%20de%20la%20Gu%C3%ADa%20Pr%C3%A1ctica%20para%20la%20Inclusi%C3%B3n%20Financiera%20de%20la%20poblaci%C3%B3n%20refugiada%20y%20migrante>.

SBS. Finanzas para Ti (La finance pour toi). Disponible à l'adresse suivante <https://www.sbs.gob.pe/educacion-financiera/finanzas-para-ti>.

SBS. <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7100953668719423488>.

PSE. 2021. Norme de contrôle pour la protection des droits des partenaires financiers, des clients et

des utilisateurs de l'inclusion financière avec une perspective de genre. Disponible à l'adresse : https://www.seps.gob.ec/wp-content/uploads/Norma_de_Genero_-codificada.pdf.

Source : <http://microstart.be/fr/services-proposes>.

Sparkassenstiftung. Réduire la pauvreté et la faim parmi les réfugiés vénézuéliens en améliorant leur intégration économique en Colombie et au Pérou. Disponible à l'adresse : <https://www.sparkassenstiftung.de/en/projects/worldwide-projects/detail/reducing-poverty-and-hunger-of-venezuelan-migrants-through-improved-economic-integration-in-ecuador-colombia-and-peru-1119>.

Le gouvernement du Mexique. Financiera para el Bienestar lanza tarjeta para envío de remesas (Financiera para el Bienestar lance une carte pour l'envoi de fonds). Disponible à l'adresse : <https://finabien.gob.mx/gobmx/financiera-para-el-bienestar-lanza-tarjeta-para-envio-de-remesas>.

Le projet Index. Crédit révolutionnaire. Disponible à l'adresse : <https://theindexproject.org/award/nominees/5397>.

ONU Femmes. 2022. Inclusión Financiera de Mujeres, claves para una recuperación transformadora de la economía Post Covid-19 en América Latina y el Caribe (L'inclusion financière des femmes, éléments d'une reprise économique transformatrice après la crise du Covid 19 en Amérique latine et aux Caraïbes). Disponible à l'adresse : https://lac.unwomen.org/sites/default/files/2022-12/ESP_Brief_Inclusion_Financiera_18JUL22_Maria%20Jesus%20Gonzalez.pdf.

FENU. 2022. Accès et utilisation des transferts de fonds numériques : Une étude de cas de Ping Money en Gambie. Disponible à l'adresse : <https://migrantmoney.uncdf.org/resources/insights/a-case-study-of-ping-money-in-the-gambia>.

PNUD. 2021. Estrategia Intégrate para personas en contextos de movilidad humana en México (Stratégie intégrée pour les personnes dans les contextes de mobilité humaine au Mexique). Disponible à l'adresse : <https://www.undp.org/es/latin-america/publications/estrategia-integrata-para-personas-en-contextos-de-movilidad-humana-en-mexico>.

PNUD. 2023. Un Mundo mejor para la población migrante en América Latina y el Caribe (Un monde meilleur pour les migrants en Amérique latine et aux Caraïbes). Disponible à l'adresse : https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-04/UNDP_IDB_Migrants_esp.pdf.

HCR. 2016. Servir les populations réfugiées : La prochaine frontière de l'inclusion financière. Principes directeurs à l'intention des prestataires de services financiers. Disponible à l'adresse : <https://sptf.info/images/RefugeeWG-Serving-Refugee-Populations-Guidelines-FSPs-Lene-Hansen.pdf>.

HCR. 2020. Refugiados en Panamá recibirán asistencia en efectivo a través de tarjetas débito de Banesco (Les réfugiés au Panama recevront une aide en espèces par le biais des cartes de débit de Banesco). Disponible à l'adresse : <https://www.acnur.org/noticias/news-releases/refugiados-en-panama-recibiran-asistencia-en-efectivo-traves-de-tarjetas>.

HCR. 2023. Données officielles sur les mouvements mixtes. Disponible à l'adresse : <https://data.unhcr.org/en/documents/download/102133>.

Universidad del Norte. 2023. Lanzan programa de formación e inclusión financiera para migrantes y colombianos retornados (Lancement d'un programme d'inclusion financière et de formation pour les migrants et les rapatriés de Colombie). Disponible à l'adresse : <https://www.uninorte.edu.co/es/web/grupo-prensa/w/nuevo-programa-de-formacion-e-inclusion-financiera-para-migrantes-y-colombianos-retornados>.

USAID et Conseil mondial de l'Équateur. 2023. Guía para la inclusión financiera - Población en movilidad humana. Disponible à l'adresse : <https://www.r4v.info/es/document/world-council-ecuador-guia-para-la-inclusion-financiera-poblacion-en-movilidad-humana>.

VOA. 2021. Casi la mitad de los venezolanos en Perú tiene educación universitaria o técnica (Près de la moitié des Vénézuéliens vivant au Pérou ont suivi une formation universitaire ou technique.). Disponible à l'adresse : https://www.vozdeamerica.com/a/inmigracion_casi-la-mitad-de-los-venezolanos-peru-educacion-universitaria-o-tecnica/6083020.html.

VOA. 2023. Banco Mundial : Diáspora venezolana en Colombia y Perú es competitiva (La diaspora vénézuélienne en Colombie et au Pérou est compétitive). Vidéo disponible à l'adresse : <https://www.vozdeamerica.com/a/banco-mundial-diaspora-venezolana-en-colombia-y-peru-es-competitiva/6999706.html>.

VOA. 2023. EEUU quintuplica cifra de deportados en 2023 respecto al año anterior (En 2023, le nombre d'expulsions aux États-Unis sera multiplié par cinq par rapport à l'année précédente). Disponible à l'adresse : <https://www.vozdeamerica.com/a/eeuu-quintuplica-deportados-2023-/7359773.html>.

WOCCU et USAID. 2020. Proyecto de inclusión económica, Estudio de Inclusión Financiera de Refugiados y Migrantes Venezolanos y Población local en las ciudades de Lima (Perú), Quito y Guayaquil (Ecuador). (Projet d'inclusion économique, étude sur l'inclusion financière des réfugiés et migrants vénézuéliens et de la population locale dans les villes de Lima (Pérou), Quito et Guayaquil (Équateur)). Disponible à l'adresse : <https://www.r4v.info/es/document/woccu-estudio-de-inclusion-financiera-de-refugiados-y-migrantes-venezolanos-y-poblacion>.

Groupe de la Banque mondiale. 2023. Les transferts restent résistants mais ralentissent. Migration and development Brief 38. Disponible à l'adresse : https://www.knomad.org/sites/default/files/publication-doc/migration_development_brief_38_june_2023_0.pdf.

Groupe de la Banque mondiale. 2023. Envoyer de l'argent des États-Unis vers l'Équateur. Disponible à l'adresse : <https://remittanceprices.worldbank.org/corridor/United-States/Ecuador>.

Groupe de la Banque mondiale. 2023. Envoyer de l'argent des États-Unis vers Haïti. Disponible à l'adresse : <https://remittanceprices.worldbank.org/corridor/United-States/Haiti>.

Groupe de la Banque mondiale. 2023. Envoyer de l'argent des États-Unis au Mexique. Disponible à l'adresse : <https://remittanceprices.worldbank.org/corridor/United-States/Mexico>.

Groupe de la Banque mondiale. 2023. Envoyer de l'argent des États-Unis au Pérou. Disponible à l'adresse : <https://remittanceprices.worldbank.org/corridor/United-States/Peru>. F

Banque mondiale. 2010. Flux de transferts de fonds des migrants : Findings from a Global Survey of Central Banks. Disponible à l'adresse : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/850091468163748685/pdf/538840PUB0Migr101Official0Use0Only1.pdf>.

Banque mondiale. 2020. Costo promedio por transacción de envío de remesas desde un país específico (%). Disponible à l'adresse : https://datos.bancomundial.org/indicador/SI.RMT.COST.OB.ZS?end=2020&name_desc=false&start=2020&view=bar.

Banque mondiale. 2022. Notes sectorielles de politique. Available at: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099545009122237230/pdf/P17786906ffe9a02d0b98907940d5fb95f0.pdf>.

Banque mondiale. 2023. Notas sectoriales de política pública : migración. Available at: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099545009122237230/pdf/P17786906ffe9a02d0b98907940d5fb95f0.pdf>.

Banque mondiale. 2024. Atelier de formation sur les moteurs et les biais comportementaux pour réduire la discrimination et l'exclusion financière de la population vénézuélienne au Pérou. Disponible à l'adresse : <https://www.bancomundial.org/es/news/feature/2024/01/17/sesgos-conductuales-inclusion-financiera-migrantes-venezolanos-peru>.

Alliance for Financial Inclusion

AFI, Sasana Kijang, 2, Jalan Dato' Onn, 50480 Kuala Lumpur, Malaysia
t +60 3 2776 9000 e info@afi-global.org www.afi-global.org

 Alliance for Financial Inclusion  AFI.History  @NewsAFI  @afinetwork